

A MARSEILLE

Réquisitions de non-lien
pour le centre d'hébergement
d'Arc

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

ABONNEMENTS : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; 3 mois : 45 F ; 15 jours : 15 F.
Taxes : 10 % de TVA sur le prix de vente.
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Brejnev attendu à Belgrade

M. Brejnev commence, le 15 novembre, en Yougoslavie, un voyage dont la préparation a été laborieuse. On avait parlé de cette visite pour la fin de 1974 ou le début de 1975, puis pour octobre 1975 ou pour le premier semestre de 1976. Chaque fois, des événements imprévus la retardèrent. Le plus récent fut, en 1974, le démantèlement en Yougoslavie d'un réseau « kominformiste » (pro-soviétique), conduisant à la condamnation d'une trentaine de personnes. Ce fut pour la presse de Belgrade l'occasion de rappeler les épisodes de la guerre froide qui, de 1948 à 1955, opposèrent titistes et Soviétiques.

Il y eut ensuite les divergences au sujet de la conférence des pays socialistes communistes européens tenue par M. Brejnev. Les Yougoslaves exposèrent publiquement leurs réserves et mirent des conditions à leur participation.

Les rapports entre les deux États se sont cependant développés à un rythme accéléré, surtout dans le domaine des échanges. Selon la Chambre économique de Belgrade, de 1971 à 1975, le commerce bilatéral a atteint le chiffre de 5,5 milliards de dollars, alors que le montant prévu était de 3,7 milliards. L'U.R.S.S. vient en tête des partenaires de la Yougoslavie, et les deux gouvernements viennent de signer un accord, aux termes duquel, de 1976 à 1980, les échanges s'élèveront à 14 milliards de dollars.

Les relations entre la Ligue des communistes de Yougoslavie et le P.C. soviétique sont moins bonnes. Sans revêtir les formes aiguës de naguère, les divergences demeurent. Les longs débats qui précéderont la conférence des partis communistes à Berlin-Est les avaient une fois de plus mises au jour. A présent, un commentateur yougoslave rapproche des Soviétiques d'interpréter un peu trop librement le document final.

Certaines de ces divergences découlent de l'organisation sociale des deux pays : « auto-gestionnaires » et partisans d'un socialisme centralisé ne parlent pas le même langage. Les Yougoslaves ont d'autre part le sentiment que l'« internationalisme prolétarien » tel qu'on l'entend à Moscou, ne fait que consacrer les fautes qui valent contre lorsque les partis « socialistes » reconnaissent un seul centre dirigeant. Ils ne méritent tout autant de l'« internationalisme socialiste ». La presse de Belgrade a fait état d'un article de « l'investi » donnant l'interprétation soviétique de cette formule. Il s'agit de la défense en commun, par les pays socialistes, de leurs acquisitions. En d'autres termes, si un régime communiste était menacé de l'intérieur, les pays frères devraient aller à son secours, au besoin avec les armes. C'est une variante de la doctrine de « souveraineté limitée » dont Moscou a toujours nié l'existence, mais dont Belgrade a constaté la réalité en 1968 en Tchécoslovaquie.

Les rapports entre les deux pays sont fondés sur les déclarations faites à Belgrade en 1955 et à Moscou en 1956. Ces textes posent les principes d'indépendance, de respect de la souveraineté et d'égalité en droits. L'U.R.S.S. admettait pratiquement qu'un État puisse être socialiste sans se placer nécessairement sous la houlette. Mais si elle faisait à la Yougoslavie ces concessions, elle n'acceptait pas que d'autres États membres du camp fissent tentatives d'émancipation du même chemin. En dépit du rapprochement, les Soviétiques ont montré à diverses reprises que le marché Tito restait une exception tolérée, mais tout de même aberrante à leurs yeux. Les Yougoslaves comptent rappeler à M. Brejnev que les relations des deux pays progressent lorsque sont respectées la lettre et l'esprit des déclarations signées il y a vingt ans, et qu'elles ne s'altèrent chaque fois que Moscou s'en écarte.

Le plan d'austérité en Italie

M. Andreotti obtient la confiance grâce à l'abstention de la gauche

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti pourra poursuivre sa politique d'austérité. Il a obtenu vendredi 12 novembre, la confiance du Parlement à l'issue d'un débat très serré au cours duquel les principaux leaders ne se sont pas manifestés. Seuls l'extrême gauche, l'extrême droite et le parti radical (37 suffrages) ont voté contre la déclaration du président du conseil, alors que communistes, socialistes, républicains, sociaux-démocrates, libéraux et indépendants de gauche (267) se sont abstenus. Les voix des démocrates-chrétiens et apparentés (249) étaient donc suffisantes pour fournir une majorité.

Engagé dans des négociations économiques avec plusieurs institutions ou plusieurs pays (Fonds monétaire international, Communauté européenne, États-Unis et Allemagne fédérale), M. Andreotti avait besoin de renforcer son gouvernement grâce à un vote de confiance. Sa situation reste néanmoins précaire. Les socialistes étaient à deux doigts de lui faire sauter la chaise. « Seule la gravité de la crise, ont-ils expliqué, nous a fait renoncer à voter non ». Les communistes, il est vrai, se sont montrés beaucoup moins sévères à l'égard du gouvernement. Ils ont simplement reproché de prendre des mesures « fragmentaires » et d'agir avec « retard ». Mais n'ayant pas réussi à obtenir une rencontre entre les syndicats, auxquels il a donné un délai d'un mois pour s'entendre avec les industriels sur une réduction du coût du travail, suite de quoi, l'État se serait contraint d'augmenter la TVA pour financer lui-même les charges sociales des entreprises.

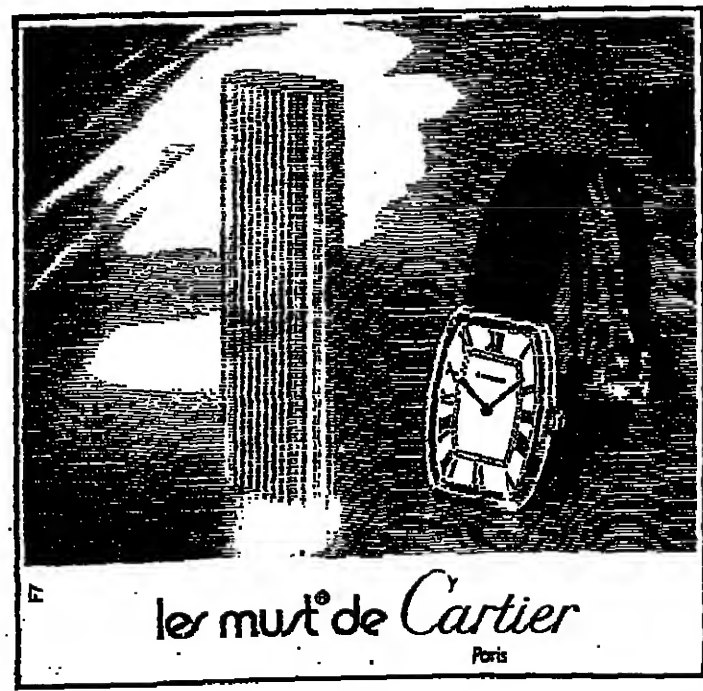
M. Andreotti doit cependant compter avec un autre obstacle : les syndicats, auxquels il a donné un délai d'un mois pour s'entendre avec les industriels sur une réduction du coût du travail. Suite de quoi, l'État se serait contraint d'augmenter la TVA pour financer lui-même les charges sociales des entreprises. Le président du conseil a défini pour 1977 les deux objectifs suivants : réduire de six ou sept points le taux d'inflation, qui atteindra cette année 20 %, et assurer à la balance des paiements un solde positif d'au moins 700 milliards de lire. De cette façon, l'Italie rétablira et ne dépassera le montant actuel de ses dettes envers l'étranger qui, en trois ans, sont passées de 7 milliards à 17 milliards de dollars.

AU JOUR LE JOUR

LE POUVOIR ET LA NATURE

Il est certain que toute l'eau qui tombe du ciel, ces jours-ci, tombe mal, au moment de payer l'impôt échelonné. La loi n'est-elle pas telle qu'elle n'aiderait pas la paille à passer, bien au contraire. C'est souvent qu'on entend dire qu'il faut s'attendre à payer, au printemps, l'impôt inondation.

Robert Escarpit.



Les élections au Québec

Le gouvernement de M. Bourassa face à la coalition des mécontents

Les élections anticipées pour l'Assemblée nationale québécoise ont lieu lundi 15 novembre. 29,5 % des intentions de vote pour le parti québécois (P.Q.), principal parti d'opposition, indépendantiste et 15,9 % seulement pour le parti libéral au pouvoir : telles sont les prévisions faites par l'Institut de consultation de l'information, organisme de sondages au Québec. Les auteurs du sondage ont demandé aux électeurs quel parti ils « seraient tentés d'appuyer ». Leurs réponses, additionnées au premier résultat, donnent 49,6 % de Québécois favorables au P.Q., contre 26,6 % au parti libéral.

Paradoxalement, 57,8 % des personnes interrogées se disent opposées à l'indépendance de la province. Le P.Q. a d'ailleurs axé sa campagne sur la critique de la gestion du gouvernement Bourassa et est resté très discret sur la question de l'indépendance.

Une clientèle déçue

De notre correspondant

Montréal. — La plus courte campagne électorale qu'ait connue le Québec a été aussi mouvementée dans ses derniers jours qu'elle avait été indécise dans ses premières semaines. M. Robert Bourassa, premier ministre, libéral, avait souhaité la faire porter sur la question du « rapatriement » de la Constitution canadienne (qui est toujours, en théorie, une loi du Parlement de Londres). Mais, devant l'indifférence de l'opinion, les libéraux sont revenus à une tactique qui leur avait très bien réussi aux dernières élections, en 1973 : effrayer l'électeur en attaquant le parti québécois (P.Q.) sur son projet d'indépendance et en soulignant les risques économiques qu'il représenterait.

Contrairement à la précédente consultation, où le parti de M. René Lévesque avait tenté de rendre plus concret son objectif indépendantiste en présentant un « budget de l'an 1 », le P.Q. a choisi de s'en tenir à la critique de la gestion du gouvernement Bourassa, sans jamais mettre le thème de l'indépendance au premier plan. Il l'a fait systématiquement, sans répondre aux attaques des libéraux, en essayant d'apparaître

comme un parti raisonnable, honnête, capable de restaurer le crédit de l'autorité publique et son efficacité. Les réactions de deux catégories de Québécois, d'ordinaire silencieux en période électorale, ont d'autre part manifesté l'existence d'une première brèche dans ce qui était considéré depuis 1970 comme la « forteresse libérale ». On n'avait jamais vu les Anglo-Saxons (Québécois de langue anglaise) et les « néo-Canadiens » (immigrants de plus ou moins fraîche date) rompre avec leur réserve traditionnelle et manifester bruyamment leur mécontentement, au point de susciter une surenchère de tous les partis en lice.

Que les Québécois anglophones et néo-Canadiens en soient venus à rejeter le parti libéral, dont ils constituaient jusqu'ici la clientèle la plus fidèle, aide à comprendre qu'un grand nombre de Québécois francophones de tendance modérée se soient faits à l'idée de voter pour le P.Q.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Lire la suite page 3.)

Apprendre à manger

Le VII^e Salon international de l'alimentation ouvre ses portes au Parc des expositions, le 15 novembre. De nombreux visiteurs français et étrangers pourront s'informer ainsi des progrès réalisés dans la production, la transformation, le stockage, le conditionnement ou la commercialisation des aliments.

En 789, le peuple réclamait « du pain et la liberté » ; permettre à tous de manger du pain de blé et d'en manger à sa faim était la revendication première. En 1938, la classe ouvrière réclamait « le blé et les congés payés ». Comment notre alimentation s'est-elle évoluée au cours des dernières décennies ? Nous mangeons actuellement moins de pain qu'autrefois : trois fois moins qu'il y a cent ans et deux fois moins qu'il y a quarante ans. La consommation moyenne par personne et par jour était de 600 g. en 1880, 500 g. en 1910, 325 g. en 1950, 230 g. en 1965, et 167 g. en 1972. Dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada, on note une diminution semblable.

La consommation de pommes de terre est actuellement la moitié de ce qu'elle était en 1925. L'évolution

par le docteur HENRI DUPIN

a été comparable en Belgique et en Allemagne fédérale. Les plats de légumes secs entrent beaucoup moins souvent dans la composition des menus qu'il y a trente ou quarante ans. Même dans les internats, les collèges ou l'armée, haricots secs et lentilles ont battu en retraite. Ils se sont retranchés dans les préparations industrielles comme le cassoulet toulousain. D'autres légumes ont presque disparu : la citrouille, qui trônait autrefois à l'entrée de toutes les épiceries, a presque déserté les villes. Les topinambours, les navets, les crochets, sont beaucoup moins utilisés qu'il y a trente ans. En revanche, la consommation de viande a très largement augmenté au cours des dernières décennies. Le « Français moyen » en mange deux fois plus depuis le début du siècle.

La vogue des « préparations industrielles »

Face à la très forte augmentation de la consommation de viande, l'accroissement de l'usage du poisson est minime. Celui de fromages est passé de 8,8 kilos par personne et par an en 1959 à 15 kilos en 1974 (+ 75 %), mais il existe de grandes différences selon les régions. Les fruits sont disponibles en toutes saisons parce que nous produisons mieux et davantage, parce que les techniques de conservation ont beaucoup progressé : leur consommation a presque doublé en vingt-cinq ans. Enfin, des études se poursuivent sur les « protéines végétales texturées », en particulier de celles obtenues à partir de la graine de soja, dont les États-Unis sont le premier producteur mondial. Les protéines végétales texturées de soja sont d'un prix inférieur à celui de la viande,

elles peuvent être associées à la viande dans diverses préparations (steaks hachés, saucisses, pâtes farcies, etc.).

(Lire la suite page 20.)

A BEAUVAIS

Tapisseries et archives souterraines

Beauvais : avant tout, la cathédrale dont le chœur gothique est, avec ses 50 mètres, le plus haut du monde. Le souvenir d'une manufacture de tapisserie, aussi, plusieurs fois fermée depuis sa création par Louis XIV (1664), mais où d'exceptionnelles qualités d'exécution — très petits personnages, très fines verdures, très grande perfection du fameux « point » — ont plusieurs fois mérité un vif succès international.

Beauvais déjà incendiée au troisième siècle, quand elle se nommait sans doute Caesarmagus, et où les destructions de la guerre de 1939-1940 ont fait place nette pour les fouilles des couches gallo-romaines et des fosses de débris carolingiens. Beauvais d'aujourd'hui qui, sur une ère centenaire fort restreinte, veut préserver, illustrer, présenter au maximum tout cela sans oublier qu'il faudra aussi planter un jardin public, continuer les fouilles et la restauration de la cathédrale, réaménager le musée départemental de l'Oise, etc.

C'est dire que pour établir dans un périmètre à ce point protégé, entre le célèbre « chevet » et un mur d'enceinte gallo-romain, une Galerie nationale de la tapisserie, l'architecte, M. André Hermant, a simplement dû penser à tout.

Le futur maire de Paris

Des élus de la majorité s'étonnent de la candidature de M. d'Ornano

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui a été reçu, le vendredi 12 novembre dans l'après-midi pendant trente minutes, par M. Giscard d'Estaing, au palais de l'Élysée, a indiqué à sa sortie qu'il avait été pressenti pour conduire les listes de la majorité présidentielle aux prochaines élections municipales à Paris, en mars prochain. Dans la matinée, le groupe de travail chargé de l'action commune des formations de la majorité s'était réuni et avait demandé l'arbitrage du premier ministre sur la désignation de M. d'Ornano.

Cette nouvelle, qui est le premier acte de la préparation des élections législatives dans la capitale, a été accueillie avec étonnement dans les milieux politiques de la majorité.

« A la suite des délibérations conduites par les ministres d'État et les secrétaires généraux des formations de la majorité, j'ai été pressenti pour conduire les listes de la majorité présidentielle aux élections municipales à Paris », a déclaré M. d'Ornano à sa sortie de l'Élysée.

Ce dernier a ajouté que compte tenu des fonctions qu'il exerce dans sa ville (il est maire de Beauvais depuis 1962), il avait « demandé un délai de réflexion » avant de rendre sa réponse définitive qu'il donnera « très prochainement ». M. d'Ornano présidera ce samedi matin à Beauvais une réunion du conseil municipal au cours de laquelle il devrait faire part de ses intentions.

Le ministre de l'Industrie paraît vouloir aller très vite. Dans les prochains jours, il s'entretiendra avec les responsables des principales formations de la capitale qui composent la majorité présidentielle. — J.-P.

(Lire la suite page 5.)

UNE SEMAINE AVEC L'AQUITAINE

A partir du lundi 15 novembre, « le Monde » publiera chaque jour, durant toute la semaine, un supplément d'une dizaine de pages, consacré à l'Aquitaine.

A BEAUVAIS

Tapisseries et archives souterraines

Exercant sa sensibilité et son doigté bien connus sous tant de contraintes n'a-t-il pas envie, en écosant comme il le fallait son édifice au sol, le libre élan des piliers de son prédécesseur du Moyen Âge ? Le sous-sol devait, du reste, lui réserver de nouvelles difficultés : celles dues aux nombreuses trouvailles des archéologues.

Laborieusement décidée entre 1962 et 1964 (Malraux régent), comme consolation ou départ pour les Gobelins des derniers lissiers de l'ancienne manufacture de Beauvais — des négociations traînaient depuis 1940, — la construction de la galerie ne devait commencer qu'en 1972. Mais des sondages archéologiques (1966 à 1970) révélèrent, outre les très abondantes céramiques des « fosses à détritus », très importantes pour une typologie et une chronologie carolingiennes, les restes d'un important édifice semi-circulaire contemporain des Sévères, Nymphéa ? En tout cas, témoignage d'une riche poussée d'urbanisme. L'architecte devait donc non seulement respecter le rempart gallo-romain, mais établir à l'intérieur de la galerie prévue une « crypte archéologique ».

PAULE-MARIE GRAND.

(Lire la suite page 18.)

AMÉRIQUES

PROCHE-ORIENT

Canada

Une clientèle déçue

(Suite de la première page.)

Les « néo-Canadiens » et les Anglo-Saxons se rapprochent à l'administration de M. Bourassa de les trahir en laissant se former lentement un Québec unilingue. Les Québécois francophones ne paraissent pas se rendre compte de la situation économique de la province et de ce qui leur paraît être l'inefficacité du gouvernement en place dans ce domaine.

Il est ainsi formé une conjonction des mécontents qui ouvre au parti québécois un champ insoupçonné, bien que pour des raisons contradictoires.

Parmi les « néo-Canadiens », certaines familles sont déjà là depuis deux générations, d'autres sont arrivées après la Seconde Guerre mondiale, principalement d'Europe de l'Est, de Hongrie, en 1956, d'autres encore, au fil des années, de Grèce, d'Italie, du Portugal, de Malte, du Vietnam. Les derniers venus n'ont pas tous la citoyenneté canadienne et ne participent pas au débat politique. Ceux qui sont arrivés depuis plus longtemps votent généralement en faveur du parti au pouvoir, en l'occurrence le parti libéral de M. Bourassa. Mais l'adoption de la loi 22 — qui fait du français la langue officielle de la province — les a tous sortis de leur relative indifférence. Cette loi dispose que tous les enfants doivent, sauf à faire la preuve de leur « anglophonie », recevoir une éducation en français. Or ces immigrants ont quitté leurs pays pour des raisons le plus souvent économiques, parfois politiques, mais non pour se joindre à une croisade francophone en terre d'Amérique.

Ici comme aux États-Unis, leur assimilation est très imparfaite. Les populations allophones du Québec, et particulièrement du grand centre urbain qu'est Montréal (plus de deux millions d'habitants) ne sont pas devenues, en quelques générations, un maximum, des « Anglais » ou des « Français ». Ils n'ont souvent fait qu'ajouter une « troisième solitude » aux « deux solitudes » qui séparent, selon une ancienne formule, les peuples fondateurs du Canada. Ils vivent regroupés dans des quartiers « à eux », dont les banques portent des enseignes en grec ou en toute autre langue. Cette population est parcourue de mouvements invisibles, pour l'observateur non averti, et qui, à l'instinct, est en quête, généralement, d'immigrants pauvres aux quartiers et au statut de petit-bourgeois, puis de bourgeois. Certaines rues et certains boulevards, qui courent en ligne droite, présentent ainsi des cas extrêmes de « capillarité » sociologique. Au fur et à mesure de leur ascension sociale, les immigrants et leurs familles progressent de numéro en numéro, à moins qu'une déchéance ou une catastrophe personnelle ne les renvoie au début de la rue ou qu'un succès hors du commun ne les projette au-delà de ce couloir magique, dans l'Élysée des quartiers résidentiels habités par des « Anglais » de vieille souche.

Pour ceux-là, qui, de toute manière, doivent parler plus ou moins bien trois langues, soumettre leurs enfants à un enseignement prodigé en français, langue d'une communauté de six millions d'individus, c'est la perspective d'un retard dramatique dans la « conquête » de l'Amérique du Nord qui compte plus de deux cent vingt millions d'anglophones. Leur opposition au parti libéral a surpris, mais elle s'explique. Largement commentée par la presse, surtout anglophone, ce mécontentement a acquis une résonance qui est peut-être disproportionnée à son poids politique réel. Selon le recensement de 1971 en effet, les « néo-Canadiens » représentent un peu plus de 10 % de la population québécoise, les « Britanniques » 10,5 % et les « Français » presque 80 %. Les groupes ethniques qui viennent en tête sont les Italiens, avec 2,81 % et les Juifs, 1,92 %. Leur défection pourrait être très préjudiciable au parti libéral, mais

ils ne sont pas « néo-Canadiens », mais ils sont concentrés dans des centres urbains, et le sort des élections se jouera sans doute davantage dans les nombreuses circonscriptions rurales. Les protestations des « néo-Canadiens » ont été accueillies avec sympathie par les Québécois anglophones, qui ne se résignent pas, dans leur majorité, à voir la langue anglaise reléguée au second rang dans la province. Au moins autant que les nouveaux arrivants, les « Britanniques » étaient traditionnellement absents des querelles électorales québécoises. Les vieilles familles vivent dans des circonscriptions qui envoient régulièrement un député anglophone aux Parlements provincial et fédéral, et c'est ce qui importe pour elles. Elles habitent de belles maisons entourées de pelouses et de grands arbres, fréquentent leurs « clubs » et mènent une vie qui a le charme de la Vieille Angleterre et l'efficacité du Nouveau Monde. La plupart de ces familles, nous disent un de leurs membres, évoluent dans un univers entièrement anglophone, que ce soit au travail ou chez eux. Les parents ne parlent pas français et n'ont généralement aucune intention de l'apprendre. En revanche, leurs enfants l'apprennent. « Au fond, nous confie, un peu plus tard, un vieux gentleman dans le décor néo-anglophone d'un restaurant « anglophone », nous avons un vif sentiment de supériorité ».

Cette conviction prend ses racines dans l'histoire : les Anglais n'ont pas, comme les Français, remporté au cours de la conquête de ce continent des victoires à la Pyrrhus, mais des succès durables. Elle s'appuie aussi sur la puissance économique. Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, les anglophones contrôlent encore 42 % du secteur privé de l'économie du Québec contre 40 % pour les « étrangers » (essentiellement les Américains) et 18 % seulement pour les francophones. S'ajoute à cela l'assurance que donne le fait d'appartenir à la grande famille anglophone d'Amérique du Nord. Cette confiance en soi se traduit d'ailleurs par un phénomène assez surprenant : les Québécois anglophones ne s'interrogent pas une seconde sur l'identité culturelle des Québécois francophones, qui fouillent et expriment leur originalité de toutes les façons possibles, du côté anglais, c'est le désert. Des universités anglophones ont cherché pour nous, vainement, les livres ou les revues de parution récente qui rendraient compte du « fait anglais » au Québec, de l'image que les anglophones de la province ont d'eux-mêmes depuis que celle-ci a changé si profondément.

Un peuple « de petit pain »

Ce degré zéro de la remise en cause de soi-même chez les « Britanniques » montre indirectement certaines limites de la « révolution québécoise » de ces dernières années. La prodigieuse floraison artistique et culturelle qui a éclaté chez les francophones a laissé pratiquement intact l'équilibre des pouvoirs économiques. Les 80 % de francophones n'ont pas « déstabilisé » la minorité anglophone. Les « Anglais » portent sur ce sujet un jugement pragmatique. « Que voulez-vous, nous a dit l'un d'entre eux, les Québécois sont, comme l'on dit, un peuple de petit pain (c'est-à-dire de petite nation) et de petit revenu. Dans une chanson très allégorique, Félix Leclerc parle du « père porteur d'eau, seigneur de bois ». Tous leurs efforts, leurs succès, ne pourront mettre fin à leur position minoritaire sur le continent. Leur situation est et restera précaire. On peut supposer que les Québécois francophones sont depuis longtemps conscients de ce fait et qu'ils y trouvent une raison supplémentaire d'affirmer leur « différence ».

Les Québécois anglophones ne se seraient donc pas inquiétés plus qu'à l'ordinaire des élections provinciales s'ils n'éprouvaient, selon le mot du directeur du quotidien *The Gazette* de Montréal, « un très vif mécontentement à l'égard du gouvernement de M. Bourassa ». Le problème linguistique est une des raisons subjectives de leur opposition. Il en est d'autres, liées à la situation économique de la province. M. Bourassa est arrivé au pouvoir en 1970 avec une image d'économiste, et s'est entouré de technocrates plus que de politiciens. Les milieux d'affaires anglophones, qui lui avaient fait confiance, lui reprochent aujourd'hui de ne pas avoir réellement modernisé la structure économique de la province et de chercher à dissimuler que l'année 1977 sera difficile.

Le Québec est généralement touché avec retard par les vagues de récession économique, mais la reprise est, elle aussi, plus lente. Pour certains experts, 1977 marquerait le creux de la vague. Au cours des cinq dernières années, le Québec

a continué de s'industrialiser, mais la structure de son économie est restée la même.

Pour alder l'économie, le gouvernement provincial est intervenu massivement par des « grands projets », selon une habitude déjà ancienne (en 1967, l'Exposition universelle de Montréal participait, elle aussi, de la technique du « coup de fouet » à l'économie). La législation qui s'achève a connu les grands chantiers des Jeux olympiques et le développement du projet hydro-électrique de la baie James, dont le coût total atteindra peut-être 18 milliards de dollars, il faudra y investir 1,5 milliard de dollars en 1977. Selon le conseil du patronat du Québec, le gouvernement provincial contrôle aujourd'hui 50 % du produit provincial brut. L'industrie de la construction, en représentation, en 1975, 19 % contre 13 % en 1970. Tous ces investissements ne sont pas, à eux seuls, créateurs d'une économie dynamique et ne fournissent pas d'emplois permanents. Il reste à exploiter de façon productive les possibilités qu'ils offrent. Cela signifie, pour le Québec, le maintien d'une politique très accueillante aux investissements étrangers et le risque réel de perdre les leviers de commande de sa propre économie.

L'intervention du gouvernement engendre faiblement une rapide croissance de la dette publique. Cette année se soldera par un déficit budgétaire record de 1 milliard de dollars (sur un budget total d'environ 11 milliards de dollars, déficit inclus). Ce n'est pas là cependant une proportion démesurée, car l'endettement des autres gouvernements provinciaux est plus grand encore. Dans le cas du Québec cependant, le taux d'augmentation de la dette est le plus fort du pays. Les milieux industriels et financiers reprochent à l'administration Bourassa d'avoir laissé s'envenimer

ALAIN-MARIE CARRON.

Tous les écoliers québécois devront étudier l'anglais

Montréal. — Le ministre québécois de l'Éducation, M. Jean Blais, a annoncé hier l'adoption de l'enseignement du français et de l'anglais dans cette province. L'application au domaine scolaire de la loi « 22 » qui fait du français la langue officielle du Québec sera modifiée. En particulier, les tests d'aptitude linguistique permettant de décider si un jeune immigrant doit suivre les cours d'une école anglaise seront « remplacés » (1). Le législateur favorisera, d'autre part, l'entrée dans les écoles anglophones des enfants d'immigrants ou de parents d'immigrants déjà en anglais. Enfin, tous les écoliers québécois devront commencer à apprendre l'anglais comme seconde langue au cours de l'enseignement pri-

maire. Toutes ces dispositions ne pourront être adoptées que durant la prochaine session parlementaire.

Cette décision du gouvernement Bourassa fait suite aux très vives critiques lancées depuis le début de la campagne électorale contre la loi « 22 » et ses implications scolaires par les Québécois anglophones qui par les « néo-Canadiens » d'origine italienne, grecque ou portugaise, très nombreux à Montréal. Une association puissante, le Consiglio Italiano canadese, a néanmoins trouvé ce programme trop vague et la qualité de « bluff électoral ». Elle réclame la suppression pure et simple des tests linguistiques et menace d'inciter la communauté italienne à refuser ses voix au parti libéral le 15 novembre. Beaucoup de Québécois francophones ont également manifesté leur mécontentement : ils accusent M. Bourassa de renier les fondements mêmes de la loi « 22 » et de revenir au bilinguisme. — A. M. C.



Ski à la carte

Jamais vous n'avez eu un tel choix:
29 stations (Alpes françaises, suisses ou autrichiennes)
58 hôtels (2 à 4 étoiles) - 16 studios ou appartements.
3 formules exclusives: samedi-ski et week-end de ski.
Et le train "Spécial 2000": couchettes avec draps, cinéma, bar... et le petit déjeuner au lit!

VACANCES 2000
N°1 DES SPORTS D'HIVER EN FRANCE

Renseignements et inscriptions dans les BUREAUX DE TOURISME DE LA SNCF ou dans les agences agréées.

Liban

AVANT DE PÉNÉTRER DANS BEYROUTH

Le contingent syrien de la « force arabe » accroît ses effectifs

De notre correspondant

Beyrouth. — Pour la troisième journée consécutive, le déploiement à Beyrouth de la force de dissuasion arabe a été ajourné. Les « casques verts » syriens demeurent toujours aux portes de la capitale libanaise, les violents bombardements de quartier à quartier se sont poursuivis, faisant vingt-sept morts et cent six blessés. Selon le journal *Al Nahar*, les victimes se répartissent ainsi : vingt-trois morts et quatre-vingt-dix blessés dans le secteur palestinien-progrégiste, quatre morts et sept blessés dans le secteur conservateur chrétien.

Cette recrudescence de violence n'est cependant pas la cause du retard dans le déploiement de la « force arabe ». Au contraire, elle le rend encore plus urgent et pourrait même nécessiter l'entrée de cette force à l'intérieur de chacun des deux secteurs de Beyrouth, alors qu'il n'y a que question, précédemment, pour les troupes arabes, que de prendre position le long des lignes de front. Les deux causes principales de ce nouveau retard sont un besoin d'effectifs supplémentaires en raison pré-

cisément de l'extension de l'opération et la volonté d'y associer, au moins symboliquement, des troupes non syriennes, à la demande de la résistance palestinienne.

Pour satisfaire les besoins en effectifs, trois bataillons syriens, soit cinq mille hommes, sont entrés, dans l'après-midi et la soirée de vendredi, au Liban. On constate, à cette occasion, que l'effectif global syrien en territoire libanais a tendance à augmenter.

Le déploiement de la « force arabe » à Beyrouth est désormais fixé à dimanche, à l'aube. Il se déroulera suivant trois axes :

- De la galerie Semaane à l'aéroport en passant entre les quartiers ennemis de Chyah et d'Al-Rammaneh ;
- De Sinn-El-Fil à la place du Musée et de là, par la rue de Damas, vers le centre commercial ;
- D'Antelias vers la Quarantaine, le port et le quartier des grands hôtels.

LUCIEN GEORGE.

A PROPOS DES TERRITOIRES OCCUPÉS

Israël proteste auprès de Washington contre le vote américain au Conseil de sécurité

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Ygal Allon, a fait part, le vendredi 12 novembre, à l'ambassadeur des États-Unis en Israël, M. Malcolm Topp, dans une conversation privée, mais en termes très vifs, de sa déception à la suite du vote américain de la veille au Conseil de sécurité (1).

Selon la radio israélienne, M. Allon a déclaré à l'ambassadeur des États-Unis : « Je suis profondément déçu et même indigné par ce vote qui ne peut que freiner le processus de paix au Proche-Orient. » Toujours, selon la radio, M. Allon aurait ajouté : « Si je vous adresse ce matin la parole, ce n'est que conformément aux bons usages de la politesse et de la diplomatie. » Démentant ultérieurement que ce dernier propos ait été tenu, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a insisté sur le fait qu'il avait dit au diplomate américain : « Nous n'ignorons pas, naturellement, l'existence de certains désaccords entre nos deux

pays en ce qui concerne l'administration des territoires occupés. Mais vous n'avez pas choisi le lieu qui convenait pour exprimer ces hauts de tels désaccords. »

Le ministre israélien a toujours, selon le porte-parole, demandé au diplomate américain de transmettre au secrétaire d'État « la profonde tristesse » d'Israël devant cet acte « discriminatoire » des États-Unis.

D'autre part, le chef de la délégation du Congrès américain en visite en Israël, M. Walter Flowers a déclaré à Tel-Aviv que le président Sadate avec lequel il s'était entretenu au Caire — souhaitait conclure avec Israël non pas seulement un accord de non-belligérence mais aussi un traité de paix. Le chef de l'état égyptien, a ajouté M. Flowers, lui a fait part de son intention de se rendre à la conférence de Genève « dans des conditions préalables » et sans ordre du jour établi à l'avance.

Commentant les déclarations attribuées au président Sadate, le premier ministre israélien, M. Rabin, qui recevait une délégation de Juifs français, a estimé qu'elles « n'apportaient rien de nouveau ».

ASIE

Japon

A L'OUVERTURE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE Les luttes de factions n'ont jamais été aussi vives au sein du parti conservateur au pouvoir

De notre correspondant

Tokyo. — Prenant la parole, vendredi 12 novembre à Tokyo, le premier ministre, M. Miki, a donné un départ anticipé à la campagne électorale pour le 5 décembre qui commence officiellement lundi. Devant quelque six cents personnes — la salle peut en contenir six mille — il a salué le début de la campagne électorale du parti libéral démocrate (P.L.D.) se présentant devant les électeurs divisés en deux camps rivaux. Il n'a pas pour autant dissipé le malaise de l'électorat conservateur. Il est de plus en plus clair que, pour la première fois de son histoire, le P.L.D. part en campagne scindé en deux. De la réunion de M. Miki, M. Fukuda, ancien vice-premier ministre, qui a quitté le gouvernement étalé, en effet,

absent.

M. Fukuda entend apparaître comme le véritable chef de la campagne du P.L.D. Il soutiendra les adversaires du premier ministre au sein du parti. Il a l'intention de faire des tournées dans une trentaine de circonscriptions où les candidats libéraux-démocrates des deux camps doivent s'affronter. Il y a plusieurs sièges à pourvoir dans chaque circonscription, l'électeur ne disposant que d'une voix. Un même parti peut donc présenter plusieurs candidats. Sur la recommandation de M. Fukuda, le « quartier général » des adversaires de M. Miki a pour nom « Comité d'action pour la dissolution des factions ».

En fait, les conservateurs ne semblent pas décidés à dissoudre leurs factions. Au sein du groupe des adversaires de M. Miki, s'est déchaînée une haine sévère entre chefs de « clans ».

Le P.L.D. présente 319 candi-

dates (il y a 311 sièges à pourvoir). Les investitures ont donné lieu à des marchandages entre factions. Des cinq grands « clans » du P.L.D. trois vont vraisemblablement prendre une importance accrue à la suite des élections. Deux sont en perte de vitesse. Parmi les factions « montantes », celle de M. Fukuda s'est apparemment taillée la part du lion, avec 68 candidats. Vient ensuite la faction de M. Ohira, ministre des finances (49 candidats), qui apparaît comme l'autre « homme fort » du P.L.D. Il est engagé à épauler les candidats appartenant au groupe des adversaires du premier ministre, mais n'a pas quitté le cabinet. On lui prête l'intention de se fixer en arbitre si aucun camp ne l'emporte de façon décisive. Autre faction qui devrait se renforcer celle de M. Nakasone, ancien secrétaire général (49 candidats) mis en cause par M. Kotehian, ancien vice-président de Lockheed, M. Nakasone est en position délicate. Il compte surtout sur sa machine électorale, la plus puissante du P.L.D., pour accroître son influence.

Deux factions sont en difficulté, celle de M. Tanaka, tout d'abord, l'ancien premier ministre, à démissionner du P.L.D. après son arrestation en juillet. Son groupe demande l'un des plus importants par le nombre (50 candidats), mais manque de fonds. Il se bat le dos au mur depuis que l'un de ses dirigeants, M. Nakaido a été mis en cause par la commission parlementaire d'enquête sur l'affaire Lockheed. Enfin, la faction de M. Niki ne présente que 39 candidats.

PHILIPPE PONS.

ELIE AGON.

POLITIQUE

L'ÉLECTION DU FUTUR MAIRE DE PARIS

PORTRAIT

M. Michel d'Ornano
UN HOMME DU PRÉSIDENT

Nul doute que M. d'Ornano ait accueilli avec plaisir la décision de M. Giscard d'Estaing. Non pas tant que le ministre de l'Industrie et de la recherche — il l'est depuis mai 1974 — se morfond à ce poste qu'il a demeuré à conserver, mais bien plutôt parce que le comte Michel d'Ornano n'a jamais caché son goût pour la politique. Le visage rond, ouvert, souvent éclairé d'un large sourire, ce notable aux bonnes manières, qui fut industriel avant d'être élu maire de Deauville en 1962, aime séduire. Homme de dialogue plus que d'affrontement, il fait dans la nuance que dans l'écrit. D'une extrême courtoisie, il sait parfois se montrer obstiné comme il l'a prouvé lors de l'affaire C.J.J. Honeywell Bull où il s'est battu avec efficacité pour faire passer une solution qu'il était pratiquement seul à défendre.

Né en 1924, à Paris, il était entré dans le secteur privé après ses études au lycée Carnot et à l'école libre des sciences politiques.

Il épouse, en 1960, Mlle Anne de Contades. L'année de son élection à la mairie de Deauville, il entre aussi à l'Assemblée nationale comme député du Calvados. Il fait, alors, bientôt partie

de la petite équipe de fidèles qui vont faire de la Fédération nationale des républicains indépendants l'instrument de la conquête de la magistrature suprême pour M. Valéry Giscard d'Estaing.

Aux côtés de M. Michel Pontalowski, puis à sa place quand celui-ci sera réduit au silence par son entrée au gouvernement, il mène, sous Georges Pompidou, la guérilla contre les gaullistes et les travaux d'approches avec les centristes. Plus que le futur ministre d'Etat, il usera dans cette tâche de diplomatie et de sens de la nuance.

Président du groupe R.I. de l'Assemblée nationale à partir de 1973, il saura se montrer réservé à l'égard de la politique du gouvernement sans atteindre jamais à la critique véritable. En mars 1974, il devient secrétaire général des républicains indépendants et sera chargé, au cours de la campagne présidentielle, des relations politiques du candidat.

L'about principal de M. Michel d'Ornano, dans le passé, a été la confiance que lui faisait M. Giscard d'Estaing. C'est cette confiance qui est à l'origine de sa désignation comme chef de file de la majorité à Paris.



(Dessin de PLANTU.)

Des élus de la majorité s'étonnent

(Suite de la première page.)

Il lui faudra jouer serré. Au sein de cette majorité, la division reste profonde. M. d'Ornano qui appartient à la famille giscardienne n'a pas été mêlé aux querelles qui, depuis quelques mois, ont créé l'« aigreur » entre les gaullistes réunis, au Conseil de Paris, au sein du groupe « Paris-Majorité » (38 élus) et les membres de « Paris-Avenir » (22 élus), qui groupe les républicains indépendants et le C.D.S. Ces derniers, forts de leur soutien des premières heures à M. Giscard d'Estaing réclament depuis de longs mois un réajustement de la majorité.

Il ne faut pas voir dans cette concurrence qu'une simple querelle de personnes. Dans les cou-

loirs de l'Hôtel de Ville comme à la tribune du Conseil de Paris, nombreux sont les élus U.D.R. qui critiquent l'action du président de la République, notamment ses directives concernant les nouvelles orientations à donner à l'urbanisme parisien. La présence de M. Michel d'Ornano calme-t-elle cette mauvaise humeur ? Première réponse lundi 15 novembre par M. Pierre Bas, président du groupe Paris-Majorité, qui fera connaître son sentiment sur le choix du leader de la majorité parisienne.

Jusqu'à l'arrivée de M. d'Ornano dans l'arène parisienne, trois personnalités se disputaient la direction des opérations et le futur poste de maire de Paris.

Le premier, M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants et président de Paris-Avenir. Il a été reçu vendredi dans la soirée par le pré-

mier ministre. Le second, M. Christian de la Malène, député U.D.R. de Paris, rapporteur général du budget de la capitale, gaulliste de stricte obédience, avait présenté sa candidature de la mairie de Paris tout en ne dissimulant pas qu'il était prêt à s'effacer devant un homme « qui serait un facteur d'union et non de division ». Cet homme « providentiel » paraissant être alors M. Pierre Christian Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, ancien conseiller de Paris, qui tout en s'annonçant comme républicain indépendant avait conservé beaucoup d'amitiés à l'U.D.R.

La désignation de M. d'Ornano ouvre une nouvelle phase dans la préparation des élections législatives et, en tout cas, municipales à Paris. Le ministre de l'Industrie va devoir travailler à la préparation des listes des candidats de la majorité qui se présenteront dans les dix-huit circonscriptions de la capitale le 13 mars prochain. Cent neuf conseillers de Paris seront élus. Ces derniers, après le second tour, le 20 mars, désigneront le maire de la capitale qui désormais va disposer des mêmes pouvoirs que tous les maires de France. — J.-P.

UNE LETTRE
DU PREMIER MINISTRE

Dans une lettre, rendue publique, vendredi soir 12 novembre, lettre qu'il a adressée à M. Olivier Guichard, en tant que président du groupe de travail chargé de l'action commune des formations de la majorité, M. Raymond Barre a annoncé que M. Michel d'Ornano serait le candidat de la majorité au poste de maire de Paris.

Le premier ministre écrit dans cette lettre :

« Conformément aux termes de ma lettre du 3 septembre 1976, par laquelle je vous ai chargé de présider le groupe de travail destiné à fixer les modalités de l'action commune des formations qui constituent l'union de la majorité de la République, dans la perspective des élections prévues en 1977 et en 1978, vous avez eu recours à mon aide pour que soit désigné par mes soins la personnalité qui aura la charge de mener l'action de la majorité pour les élections municipales à Paris.

« J'ai décidé de demander à M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, de se présenter dans un des secteurs de la capitale. Il aura la double charge de procéder aux consultations nécessaires pour constituer les listes uniques de la majorité dans les divers secteurs de Paris et d'animer la campagne électorale au nom de la majorité. Je ne doute pas que les formations de la majorité lui apporteront leur concours le plus entier.

« Une fois élu, il se présentera devant le conseil municipal comme candidat de la majorité au poste de maire de Paris. »

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, le vendredi 12 novembre, M. Pierre Dime, ambassadeur du Tchad à Paris. Selon toute vraisemblance, « l'affaire Cloutier » a été évoquée au cours de la conversation.

● Le Mouvement des radicaux de gauche a indiqué, vendredi 12 novembre, que son candidat à l'élection législative partielle de la cinquième circonscription des Yvelines, M. Dominique Vastel, a été attaqué, vendredi vers minuit, « alors qu'il rentrait d'une réunion publique à Bois-d'Arcy, par des jeunes, coqués, armés de barres de fer, qui l'ont roué de coups ». Le M.R.G. précise qu'« après constat médical », M. Dominique Vastel portera plainte. Le communiqué de Saint-Gyr-l'Ecluse a déclaré qu'il ignorait tout de cette affaire.

● Un incident s'est produit à Brétou dans la nuit du 11 au 12 novembre entre collègues d'affiche des deux candidats à l'élection législative partielle de la Haute-Loire. Une plainte a été déposée par une personne qui a été molestée alors qu'elle était portée dans les boîtes aux lettres des tracts en faveur de M. Jean Priziol, candidat R.I. Ce dernier, dans un communiqué, indique que le docteur de son suppléant à Brétou, M. Jean-Jacques Faucher, a été « assailli » une partie de la nuit et que « la sœur, la femme et le beau-frère de M. Faucher ont été injuriés et frappés ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le premier accord officiel entre partis de gauche est signé dans la Vienne

La fédération de la Vienne du parti communiste, celle du parti socialiste et celle du Mouvement des radicaux de gauche ont rendu public, vendredi 12 novembre, l'accord intervenu entre leurs trois formations pour les élections municipales. Le département de la Vienne est ainsi le premier où se terminent positivement les négociations engagées au sein de l'union de la gauche.

L'accord prévoit que « sous la responsabilité commune des trois formations » les listes d'union seront conduites par un socialiste à Poitiers, Loudun, Civray et Montmorillon et par un communiste à Châtelleraut et Chauvigny.

À Poitiers, où le maire sortant, M. Pierre Vercauteren (U.D.R.), qui avait été battu lors des élections cantonales, a annoncé qu'il ne se représenterait pas, la majorité

est divisée. Deux listes sont en cours de préparation. L'une est conduite par M. Yves Chamart (U.D.R.), adjoint au maire, l'autre par M. Grandon (centriste), avocat. À gauche, la liste devrait être conduite par M. Jacques Santrol (parti socialiste), candidat du P.S. aux élections législatives en 1973.

À Châtelleraut, dont le maire sortant est M. Pierre Abelin (C.D.S.), les communistes ont obtenu de pouvoir conduire la liste. Lors de l'élection législative d'octobre 1975 qui avait permis à M. Abelin de retrouver son siège à l'Assemblée nationale, le candidat communiste, M. Paul Fromont, avait été distancé au niveau de la circonscription par Mme Edith Cresson, membre du secrétariat du P.S., mais il avait devancé sa rivale sur la ville même de Châtelleraut.

VILLEURBANNE : le P.S. désigne M. Hernu pour conduire une éventuelle liste d'union de la gauche

De notre correspondant

Lyon. — Le bureau exécutif du parti socialiste a choisi, mercredi 10 novembre, M. Charles Hernu, membre du comité directeur, pour conduire une éventuelle liste d'union de la gauche, aux élections municipales, à Villeurbanne (Rhône), contre le maire sortant, M. Etienne Gagnaire, député du Rhône du parti socialiste. M. Hernu, considéré de la communauté urbaine de Lyon, la décision a été rendue publique, vendredi 12 novembre à Lyon, par le secrétaire de la fédération du Rhône du parti socialiste, M. Roland Bernard, en présence de M. Hernu.

La commission exécutive de la fédération du Rhône n'avait pu départager les deux postulants à ce poste de responsabilité. M. Hernu, président de la commission de la défense nationale au P.S., et M. Massard, animateur de la section du P.S. de Villeurbanne. Toutefois, le principe du choix d'une « personnalité nationale connue et extérieure à la fédération du Rhône » avait été acquis par un vote préalable largement majoritaire qui, en outre, laissait au bureau exécutif la responsabilité de la désignation définitive.

Le P.C., se fondant notamment sur les résultats des législatives de 1973 où il avait recueilli 25,66 % des suffrages exprimés contre 14,83 % au P.S., revendique lui aussi pour un des siens la direction de la liste à Villeurbanne. M. Hernu a souhaité la présence de communistes « à la place qui leur revient », sur la liste qu'il envisage de conduire.

● M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, le samedi 13 novembre, à Bordeaux : « Nous devons, nous U.D.R., conduire une liste rassemblement parce que la majorité, dans son organisation actuelle, n'est pas en mesure de se battre à armes égales avec l'opposition. La majorité apparaît comme une juxtaposition de partis alors que la situation requiert vigueur et volonté. Elle est perçue comme une coalition de droite ; or en France, traditionnellement, la gauche a un avantage dans l'opposition. »

Les premières réactions

M. MITTERRAND : derrière les fogots.

M. Mitterrand, au cours de l'émission d'Antenne 2 « C'est à dire », mercredi soir 10 novembre, avait indiqué qu'il n'avait pas le candidat de la majorité au poste de maire de Paris ne serait pas un des députés, même secrétaire général d'un parti de la majorité qui s'agitait sur le devant de la scène, mais une personnalité « sortie de derrière les fogots majoritaires ».

M. SARRE : nommé par le président.

« La candidature de M. d'Ornano n'est pas une surprise, nous a déclaré M. Georges Sarre, conseiller de Paris (P.S., tendance CERES). Celui-ci ou un autre, peu importe. Dans le système actuel, le candidat du président de la République est nécessairement le candidat des formations de la majorité. Je n'ai jamais attaché le moindre intérêt à la course qui s'est déroulée entre plusieurs postulants de la majorité pour le poste de maire de Paris. L'arrivée de M. d'Ornano prend valeur de symbole au moment où les Parisiens retrouvent, pour leur ville, un statut se rapprochant du droit commun. »

« Je trouve extraordinaire que M. d'Ornano, qui est le représentant type de certaine couche sociale, soit désigné pour être premier maire de la capitale après plus d'un siècle de statut arbitraire. C'est une tentative de restauration.

« Cette conception de la démocratie n'est pas la nôtre. Le pouvoir de la République nomme le maire. Les électeurs, même ceux qui inclinent vers la majorité présidentielle, devront avoir un statut démocratique permettant de « reculer » M. d'Ornano ».

M. FISZBIN (P.C.) : le candidat officiel.

M. Henri Fiszbin, député communiste de Paris, nous a déclaré :

« Valéry Giscard d'Estaing, renouant avec un procédé antidémocratique datant d'un autre siècle, vient de désigner le candidat officiel de sa majorité à la mairie de Paris.

« Il a choisi un ministre, M. d'Ornano, maire de Deauville, qui est un homme de son entourage direct. Cette décision autoritaire du président de la République confirme l'orientation de la politique de l'Ellysée, à l'égard de Paris.

« Malgré le nouveau statut, Valéry Giscard d'Estaing veut maintenir Paris dans son domaine réservé et continuer à prendre les décisions qui concernent les Parisiens. Il veut continuer à appliquer à Paris une politique néo-gaulliste, que les Parisiens ressentent durement avec la crise et l'austérité.

« Ainsi se trouve pleinement mis en lumière ce que les communistes de Paris et toute la gauche ont dit de l'enjeu des prochaines élections municipales dans la capitale. »

● L'Union pacifiste de France tient son congrès annuel dimanche 14 novembre, à Bondy (Seine-Saint-Denis), dans les locaux du Centre protestant de recherche et d'analyse.

LE MONDE
diplomatique

NUMÉRO DE NOVEMBRE

L'AMÉRIQUE
DE JIMMY CARTER

- Une stratégie « trilatérale » (Dion Johnston).
- Intérêts économiques disputés contre stratégie globale : une controverse interne de la diplomatie américaine (Joyce Kohn).
- La signification politique de l'abstentionnisme aux élections (Marie-France Toinet).
- L'influence des groupes économiques et ethniques (Charles Zargibél).

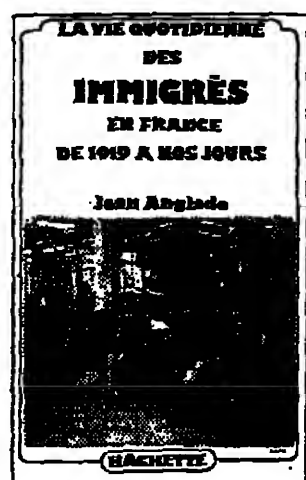
Le numéro : 5 F.
Publication mensuelle du Monde
5, rue des Italiens, 75001 PARIS
CDS 02. 04.
(En vente partout.)

Dirigé par M. SARRL, le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Saragat.

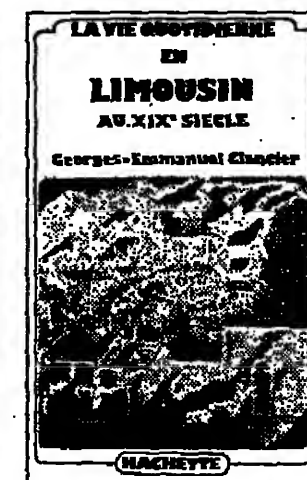
Imprimerie du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-14^e
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

Jean Anglade,
Georges-Emmanuel Clancier,
Henri Vincenot, auteurs dans
"la vie quotidienne".



du même auteur :
La vie quotidienne dans le Massif central au XIX^e siècle.
La vie quotidienne contemporaine en Italie.



du même auteur :
La vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX^e siècle.



du même auteur :
La vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX^e siècle.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CDS 02 04
C.C.P. 4207-33

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

50 F 175 F 252 F 330 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

188 F 335 F 523 F 698 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

I - BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

125 F 230 F 335 F 440 F

II - TUNISIE

163 F 305 F 445 F 590 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois volets) vou-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse défen-

sifs ou provisoires (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

ont le droit de renouveler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capital et d'imprimer.

عَمَّا مِّنَ الْاَهْلِ

ÉDUCATION

A PROPOS DES EXAMENS 1976

Le fossé entre universitaires et industriels

De notre correspondant régional

Grenoble. — Quelle est la valeur des diplômes universitaires délivrés en 1976, année où l'enseignement a été beaucoup perturbé par la grève des étudiants ? Sur ce thème, l'Alliance universitaire de Grenoble (1) a organisé récemment en face-à-face restreint entre les présidents des universités grenobloises ou leurs représentants, d'un côté, et des chefs d'entreprise, de l'autre (2). Le débat a montré à quel point l'université est mal connue des milieux économiques.

Répondant à la préoccupation des industriels, qui se présentent comme les porte-parole de l'opinion publique, les universitaires ont voulu préalablement effacer certaines interprétations abusives. Ainsi, ils ont rappelé que le mouvement de protestation du printemps n'a pas affecté les études médicales, ni celles de troisième cycle, période de fin d'études par excellence. C'est en somme montrer qu'une grande partie des diplômés des années en 1976 n'étaient pas atteints par la grève.

Les cours ont été à peu près totalement suspendus dans les deux premiers cycles, et de surcroît, on est en droit de s'interroger sur les répercussions sur la formation des étudiants. Cette grève a duré quatre semaines à l'Institut national polytechnique (I.N.P.), cinq à Grenoble-I (en sciences), six à Grenoble-II (lettres, philosophie) et jusqu'à onze semaines dans certains U.E.R. de Grenoble-II (droits, sciences économiques, sciences politiques notamment). Mais, sauf dans les derniers cas, où, malgré un effort de rattrapage, l'année 1976 se solde par un déficit de cinq semaines de cours, « les horaires statutaires ont finalement été intégralement assurés ».

Ne s'est-on pas montré trop « généreux » à l'heure des examens, s'interroge encore les représentants du monde économique. « Non », a répondu formellement M. Gabriel Cau, président de l'université scientifique et médicale. Le contrôle des connaissances a porté sur l'ensemble du programme. Il a seulement été recommandé, en physique et en chimie, de ne pas centrer les questions sur la partie du programme correspondant à la période de grève. Les résultats au niveau des examens de passage ont été dans l'ensemble comparable à ceux des années précédentes, a noté M. Laurent, directeur d'information de l'Institut national polytechnique. A Grenoble-I, le pourcentage d'admis aux DEUG (diplôme de fin de premier cycle) de sciences est même sensiblement inférieur à celui de 1975. Il est un peu moins élevé en première et deuxième année de droit, et en première année de sciences économiques. Qui, dans ces conditions, pourrait sérieusement parler ensuite de « crise » ?

Le bout de l'oreille

De pareilles interrogations montrent la difficulté d'apprécier le travail des étudiants. « Ramener le problème de la valeur des diplômes à une question d'heures de cours me paraît révéler un travers de l'esprit », a déclaré M. Paul Leroy, président de l'université des sciences sociales. La référence aux programmes n'est guère plus satisfaisante, estime-t-il : entre deux professeurs chargés d'enseigner une même matière, il peut y avoir des différences considérables. L'enseignement supérieur repose avant tout sur le travail personnel. « Pour ma part, je n'ai jamais suivi une heure de cours », précise M. Leroy. Comment évaluer les étudiants salariés si la présence en « amphithéâtre » devait être le critère de l'acquisition des connaissances ?

Ce travail personnel a-t-il été aussi intense pendant la période agitée ? Il y a eu des assemblées générales nombreuses, des cortèges certains jours, mais le campus était le plus souvent déserté par la majorité des étudiants. Cela tendrait à prouver qu'ils travaillaient chez eux ?

« Ce n'est pas la présence en amphithéâtre qui est le critère de l'acquisition des connaissances », a insisté l'étudiant.

A Nantes

DES MAÎTRES-AUXILIAIRES D'ÉDUCATION PHYSIQUE SONT RÉEMBAUCHÉS

La direction régionale de la jeunesse et des sports de l'académie de Nantes a annoncé que les maîtres-auxiliaires d'éducation physique licenciés faute de crédits (le Monde du 10 novembre) ont été réembauchés à compter du 10 novembre. Un accord est, en effet, intervenu entre le ministère des finances et le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports, afin que les professeurs suppléants embauchés à la rentrée dans l'académie de Nantes ne soient pas licenciés.

Cependant, le Syndicat national de l'éducation physique, affilié à la FEN, qui regroupe les professeurs de cette discipline, organise une semaine d'action du 20 au 27 novembre pour réclamer « un budget à la hauteur des besoins », avec des arrêts de travail dans les départements où académies où l'éducation physique fait problème.

La réduction des effectifs des classes maternelles

LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS ESTIME QUE M. HABY « ROMPT SES ENGAGEMENTS »

« M. René Haby, ministre de l'Éducation, rompt ses engagements vis-à-vis du Syndicat national des instituteurs » (S.N.I.). C'est une « situation grave qui ne s'est pas produite depuis longtemps », a déclaré M. Guy Georges, secrétaire général du S.N.I., vendredi 12 novembre.

Plusieurs faits motivent cette réaction. D'abord, M. Haby, qui en mai 1976, avait établi un plan de quatre ans pour la réduction des effectifs des classes maternelles à l'échelle nationale (le Monde du 10 novembre), a limité provisoirement cette disposition aux classes nouvelles. Selon M. Georges, il est impossible, dans une même année, de distinguer, pour la répartition des élèves, les classes nouvelles et les anciennes. De plus, le dernier texte a été publié sans aucune négociation avec le S.N.I.

D'autre part, deux textes dont la publication était imminente sont remis en cause. L'un concerne l'aménagement du service dans les écoles annexées aux écoles normales des maîtres formateurs ; l'autre, l'indemnisation des titulaires chargés de remplacement. Enfin, le ministre refuse de discuter du problème du remplacement des maîtres en congé, à propos duquel il avait fait des propositions pour « engager des moyens nouveaux ».

Pourtant, a ajouté M. Guy Georges, « les points sur lesquels le ministre ne tient pas parole ne concernent aucun moyen autre que ceux acceptés par lui le 10 mai, c'est-à-dire avant le plan Barre. Notre syndicat ne transige pas avec les principes ». C'est pourquoi le S.N.I. lance une campagne auprès de l'opinion, des députés, des groupes parlementaires, des représentants dans les régions des pouvoirs publics. Il demande à ses adhérents d'adresser le mardi 16 novembre au rapporteur du budget de l'éducation à l'Assemblée nationale un télégramme demandant que M. Haby tienne ses engagements.

« C'est au gouvernement d'apporter maintenant sa réponse », dit M. Georges. Si celle-ci n'était pas positive, le S.N.I. n'exclut pas de lancer un mot d'ordre de grève.

AÉRONAUTIQUE

CORRESPONDANCE

L'exploitation de Concorde

Nous avons reçu la lettre suivante de M. A. Kopeitzki, au nom du président du comité de soutien Concorde (siège social : 4, rue du Pont-de-Ville, à Paris) : « Dans une page du Monde entièrement consacrée à l'affaire Dassault », vous avez publié, le 6 novembre, le point de vue de M. Bernard Waquet. Cet ancien collaborateur de M. Dassault parlait incidemment de Concorde invoquant, pour les besoins de la cause qu'il défend, ce qu'il appelle « l'échec commercial de cet avion supermarché ».

En tant que président du comité de soutien Concorde, je ne peux pas laisser passer un jugement aussi négatif sans réagir énergiquement. Le numéro 643 de la revue Air et Cosmos, daté du 30 octobre 1976, nous informe que « M. Giraudet, président-directeur général d'Air France, a fait à l'Union interalliée un exposé sur Concorde, qu'il décrit comme le développement d'une épopee nationale, un instrument de transport aérien réussi et efficace, mais aussi comme un objet de controverses ».

Il a précisé notamment : « Il est indiscutable que les derniers coefficients d'occupation connus (plus de 65 % sur la ligne de Rio, 85 % sur celle de Washing-

ton et 40 % sur celle de Caracas) prouvent le succès commercial de Concorde... »

Entre les affirmations péremptives de M. Waquet et l'avis motivé donné par le président d'Air France, je crois qu'il est aisé de choisir.

De plus, dans la suite de son article, M. Waquet présente que les obstacles rencontrés en Amérique et ailleurs par Concorde n'ont aucune incidence sur son essor.

Or, toujours d'après le compte rendu d'Air et Cosmos, M. Giraudet a insisté sur la nécessité de desservir New-York.

Il a également indiqué que, dans les conditions actuelles et en raison des seuls aspects de la mise en œuvre de Concorde, le déficit de celle-ci pour 1976 est évalué entre 100 et 170 millions de francs. Il convient de rappeler, d'autre part, que nous ne sommes pas les seuls à être commandés à ce jour par les seules compagnies aériennes — British Airways et Air France — des pays constructeurs.

APRÈS L'ÉCLATEMENT DE LA COMMUNION DE BOQUEN

M. Jean-Claude Besret crée une « société coopérative »

Plougrescant : le nom sonne comme une des vagues qui viennent battre cette côte rocalieuse du nord de la Bretagne, où est situé ce petit village de 600 habitants. C'est près d'un « gouffre » que se dresse Avel-Nevez, la maison où Jean-Claude Besret (1) s'est installé après son départ de Boquen il y a juste deux ans (« le Monde » du 23 octobre 1974) pour réaliser, avec deux amis, un nouveau projet communautaire.

C'est une « société coopérative ouvrière de production », une SCOP (2), mais d'un genre particulier — à la frontière de la coopérative et de l'association — puisqu'aux salariés de l'entreprise sont associés de nombreux membres non salariés qui partagent les idéaux et les objectifs de la SCOP. Ils sont actuellement soixante-dix sociétaires et une vingtaine de postulants.

Un nouvel art de vivre ?

Le projet de la SCOP est né de trois aspirations, encore mal définies. La première, une recherche spirituelle, s'enracine dans le passé chrétien des premiers membres, et notamment l'histoire de Boquen, indissociable de celle de son ancien animateur, Jean-Claude Besret. « Le souci de nous démarquer de Boquen, déclare-t-il, de sortir des problématiques, dont nous étions saturés, ne nous a pas permis d'annoncer clairement, positivement, sérieusement, ce que nous gardions de projet sur nous-mêmes et sur la société qui était redevable de nos origines chrétiennes. Si nous avons quitté les Églises, y compris les « nouvelles Églises », cela ne veut pas nécessairement dire qu'il n'y a plus rien dans la tradition biblique, rien dans l'événement évangélique, rien dans vingt siècles de christianisme d'important pour nos vies. Se retrouver en exil n'implique pas nécessairement de renier sa patrie. »

Un jeu cruel

Une chose est d'élaborer de belles théories, une autre de les mettre en pratique. Une visite à Plougrescant, en août dernier, a été révélatrice à cet égard. Dans le cadre de l'« université sauvage d'été », René Barbier, enseignant de sociologie à Vincennes, venait de diriger, pendant une semaine, une « analyse institutionnelle » de la vie quotidienne à Avel-Nevez, avec comme objectif de faire surgir le « non-dit », les conflits latents, les contradictions voilées de l'institution.

Les résultats positifs de ce « jeu cruel » n'étaient pas évidents pour tous. « Est-il possible que les mentalités se débarrassent sans que des coups parfois insupportables soient portés ? demande une participante. Il y a des mots qui font mal, qui ouvrent à nouveau des cicatrices mal fermées. L'amour n'existe qu'au-delà des conflits. Qui le fait déchoir ? Qui assure compatir à la souffrance que chacun exprime là en agissant ou en pleurant ? »

Autre tentation : voir dans la SCOP un « îlot utopique de bien-être au sein d'une société hostile. Phantasme d'une sorte d'Arche, de phalanstère, version politique de l'ashram ou du monastère. » Et J.-C. Besret d'ajouter : « J'y suis, pour ma part, d'autant plus sensible qu'il s'agit très précisément du rêve de mes premières années de vie monastique : échapper d'une

façon ou d'une autre à la pesanteur du monde ambiant. » La troisième aspiration est celle d'une reconnaissance et d'une libération des désirs. « La société et, en Occident, l'influence chrétienne, explique-t-il encore, nous ont appris, pour éviter trop de problèmes et vivre en bonne intelligence avec les autres, à résorber l'expression de nos multiples désirs, ou à modeler leur accomplissement de façon suffisamment cachée pour ne pas troubler directement l'ordre établi selon des valeurs admises. De retournement en retournement, nous parvenons ainsi à constituer une société d'êtres conformes où la singularité de chacun est suffisamment cadrée, modelée, pour ne pas perturber l'ordre des choses. »

Fidèle au titre de son dernier livre, De commencement en commencement : itinéraire d'une déviance (Seuil) (le Monde du 11 mai 1976), Jean-Claude Besret poursuit, avec ses amis, sa quête du Graal. Pour utopique qu'elle puisse paraître, l'expérience tentée par la SCOP d'Avel-Nevez est une tentative originale et intéressante — dans la mesure où elle ne tombe pas dans le piège du « nombrilisme » intellectuel — pour trouver un nouvel art de vivre.

ALAIN WOODROW

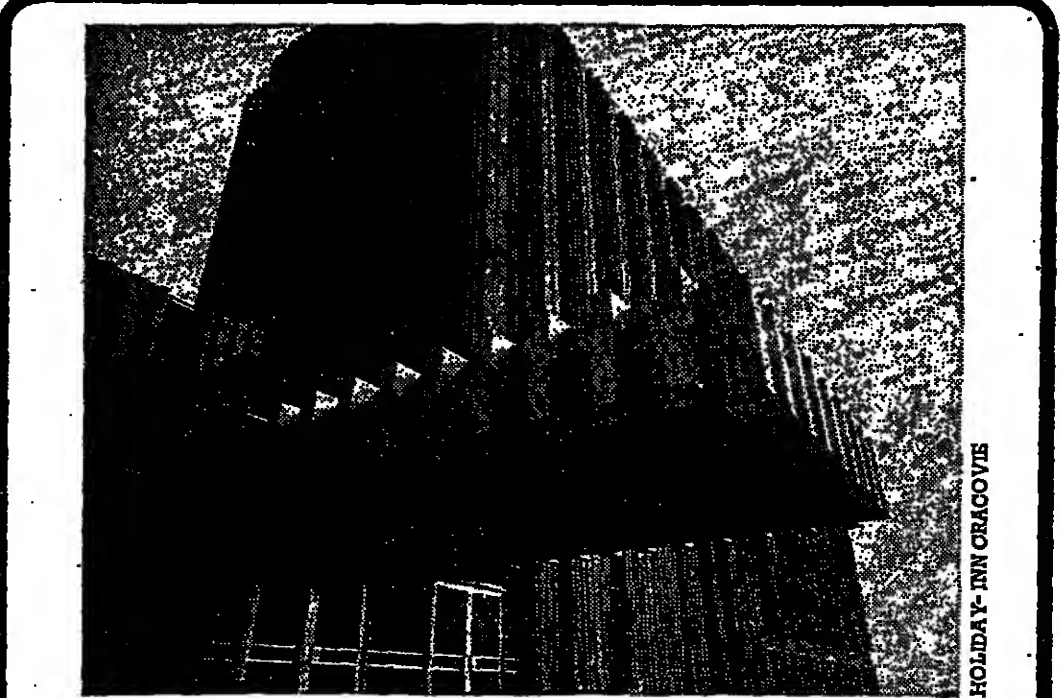
(1) Jean-Claude Besret a décidé de ne plus utiliser le prénom de Bernard qu'il avait choisi en entrant chez les chanoines.
(2) Dans l'industrie, une coopérative ouvrière est un groupement de travailleurs de toutes qualifications et de toutes catégories qui poursuivent des buts économiques, sociaux et éducatifs communs par le moyen d'une entreprise de production ou de services, dont la propriété est collective et indivise, et dont la gestion est assurée par leurs mandataires suivant des règles élaborées en commun.
(3) La première des Cahiers de Plougrescant vient de paraître. Texte de Blaise Olivier sur « L'inquiétante familiarité originelle », il ouvre la collection « Fontaine d'interrogation », qui, avec les trois autres collections, « Exercices politiques », « Lignes de vie », et « Pages d'écriture », traite les préoccupations et les zones d'intérêt des membres de la SCOP. Ces cahiers paraîtront tout les deux mois. Renseignements : Editions du Gouffre, SCOP, Avel-Nevez, 22820 Plougrescant.

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

— Numéro spécial de la revue « Itinéraires », qui contient :
— le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
— le texte intégral de la « Lettre numéro 9 » où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
— le texte intégral de tous les autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (9 F francs) à Itinéraires, 4, rue Garancière, 75008 Paris ; chèques postaux : Paris 13.335-73.



NOVOTEL ■
HOLIDAY-INN ■
ORIS ●

KOLOBEZEG ■
JELITKOVO ■
SZCZECIN ●
POZNAN ■
KARPACZ ●
WARSZAWA ■
WROCLAW ■
SOSNOWIEC ■
CRACOVIE ●

M. Kaczmarek
Directeur Général d'Orbis
inaugure le
16 novembre 1976, à Jelitkovo
le dernier de la première tranche de 11 hôtels
dont la réalisation a été confiée au groupement

SODETEG / Sainrapt et Brice

(Publicité)

Monsieur Hugues-Antoine GARIN est nommé Directeur Général de SODETEG à dater du 1^{er} Novembre. M. H.-A. GARIN, Ingénieur du corps des mines, était entré à SODETEG en Septembre 1975 après avoir été 7 ans Directeur Général adjoint de la Compagnie Générale de Radiologie.

(Publicité)

« Tchekof Moussa présente 4 films en couleurs sur l'Irde, l'Iran et l'Afghanistan; suivis d'une conférence-débat le dimanche 14 novembre, à 14 h. 30, le vendredi 19 novembre, à 21 h., au Musée des Monuments Français Palais de Chaillot.

Telle n'est pas, toutefois, la finalité de l'appareil. Il s'adresse, en fait, aux constructeurs d'appareils électroniques, non au grand public. Mais il ne faut qu'un peu d'imagination pour voir derrière lui le robot domestique à usages multiples dont les progrès de l'électronique nous rapprochent de plus en plus. — M. A.

En vente dès aujourd'hui.

Le Monde aujourd'hui

PORTRAITS DE DEUX ENFANTS PERDUS

L'âme : Kerguédel, vingt-deux ans, vagabond et poète

« L'AISSERAI-JE donc ce vent de folie me consumer au possible ? N'importe, à l'heure de Brest, Dylan Thomas, barrique princière, rongée par les vers de la douleur intestinale. Arthur Rimbaud : voyant de première classe, dont la cicatrice, contractée par faiblesse, fera un jour ma tranquille puissance... »

Il m'a donné un manuscrit de trente pages, comme ça, semblant s'en désintéresser à peine fut-il sorti de ses mains. Titre : *Le Vagabond*. Son nom ? Kerguédel. Son âge ? Vingt-deux ans.

Sans rien lui demander, j'ai accueilli le vagabond à Brest, dans le grand repos pluvieux de l'automne, lui demandant seulement de faire mon jardin. Il s'y est mis. Avec toute sa vigueur, fauchant l'herbe avec ce geste magnifique des vieux paysans, un geste de maître sur les sables. Et puis, il a dénoué la faulx, creusé de grands trous pour y planter des pommiers. C'est qu'il l'instar d'Arthur Rimbaud, Kerguédel est fils de fermiers. Ah ! me parlait-il des durs labeurs dans les champs de Ploum, sa patrie, des chevaux, de la coupe des choux-fleurs, des chasses ?

« Les livres ? J'en ai tué dans ma vie de ces livres superbes ! Je connaissais leurs gîtes ! Aujourd'hui, ça aussi, c'est fini. Je ne

peux plus tuer. Je ne peux plus fumer. Je ne peux plus boire. »

Il m'intrigue. Il me donne quelques clés de ses anciens royaumes, de ses nouveaux palais. Il est, en fait, l'adolescence du Grand Meaulme dans les hameaux et les halliers. Quête des nids et des oiseaux. Collège catholique en son Léon natal. Et cette candeur qui lui fit dire à ses professeurs : « Moi, je serai poète et vos salades ne m'intéressent pas. »

Adolescent, il lit tout et tous, dans un désordre d'affiance : de William Blake jusqu'à Jack Kerouac. Un enfant du siècle. *Désolation* ange ! Vins et guitares, atroces ivresses dans une société paysanne où ses singularités intellectuelles et, semble-t-il, sa bonté native se trouvent acceptées parce qu'il y joint une force physique extraordinaire. C'est un ange fort qui sait travailler, torse nu dans le crépitemment des ondes bretonnes, abattre un champ d'artichauts plus vite que le voisin. Alors, quel destin pour l'étonnant Kerguédel ? Si Augustin Meaulme avait vécu de nos jours, sans doute sa quête eût-elle dépassé le seul des manoirs enchantés. Il aurait lu *On the road* et se serait nourri d'amours et de furies, crises, insomnies, lectures. Lit les poètes bretons, gracieux sa guitare dans les granges : Bob Dylan, Woodie Guthrie. Cette évolution est classique dans les grandes cités. Elle l'est beaucoup moins dans cette société rurale du Nord-Finistère, où un solide

XAVIER GRALL.
(Lire la suite page 15.)

Le corps : Lena, trente ans, cover-girl trop belle

« CHEESE ! » (1) Elle sourit. C'est-à-dire qu'elle montre de jolies dents. Bien brosseées. Mais de ses yeux, le sourire est absent. Son tee-shirt flamboyant, son jean « dément », son collier de cuirs de bœuf, le biceps du plus pur style Dillay-Chambrun qui lui bat les flancs, tout indique qu'elle est encore bien résolue à ne pas laisser la mode aux stylistes. Mais elle a dix ans de plus qu'à notre dernière rencontre.

« Comment tu vas ? Ça fait plaisir de retrouver ses "vieux amis" ! », me dit-elle avec un sourire façon de parler. Son accent allemand n'a pas changé. Il s'est gardé son étrange pouvoir d'émouvoir.

— Et toi ?

— Moi ? Elle se regarde de biais, comme une femme qui juge sa beauté perdue. « Moi, j'ai une vie assez humble maintenant. Il n'est plus sur mon parapluie. »

Pardon ?

Elle a toujours vécu à la débandade. Cette fois, elle paraît tombée dans la mélancolie. Pour tout dire, elle sent la catastrophe.

Nous allons nous asseoir à la terrasse. Dix ans plus tôt, son problème n'était tout l'air d'un problème : trop belle ! On n'a pas idée ! Il ne pouvait guère susciter que des sourires ironiques, des haussements d'épaules agacés.

D'habitude — la Coline aux lapins — son village natal près de Brest, Lena avait débarrassé directement sur les Champs-Élysées pour y faire le dur et triste métier de cover-girl. La première fois que je la vis entrer

dans mon bureau, son « book » sous le bras, j'avais pensé, ayant moi aussi dix ans de moins : mais c'est une statue, cette femme ! Une statue creuse ? Peut-être. Mais qu'importe ! Tout paraît en elle, excepté la bouche.

La beauté est une énigme. Ce nez peut, ces yeux clairs qui lancent leur regard transparent, aveuglés, comme éblouis, le mouvement impeccable des lèvres quand elle les relevait pour sourire de son sourire limité, oui, elle était belle à en crever ! disait-on sur son passage. Si belle qu'elle semblait toujours venir d'un autre monde. Si belle qu'elle en avait l'air bête, ne l'étant pas plus que n'importe quelle femme à tête de cauchemar. C'était encore un de ses problèmes. Manichéen, Paris n'allait lui laisser qu'une alternative : être idiote et ravissante ou laide et intelligente.

« Rien ne m'aime plus »

Plusieurs années, je la voyais se multiplier sur les murs et les couvertures de magazines. Rémunérée comme un P.D.G. bien qu'inculte comme une fleur sauvage, elle abandonne vite l'Alliance française pour des liaisons plus agitées. Entourée de bouffons de très mauvais goût, elle devient la reine des cover-girls allemandes. Elle a sa bouteille chez Régine et Castel. Son grand plaisir — son village natal près de Brest, les plus absurdes. Elle est trop paresseuse pour faire autre chose. Car, se-moi du regard, s'embrasse-t-elle du matin au soir. Elle n'a pas le

Au fil de la semaine

« Il n'y a plus de vraies fêtes. » — Autrefois, on savait s'amuser. Aujourd'hui, tout le monde s'ennuie. — Les gens sont tristes, ils ne savent plus rire. — L'urbanisation, la voiture, la télévision, ont tué la fête. — Ces plaintes, et bien d'autres du même genre, combien de fois les avons-nous entendues, combien de fois les entendrons-nous encore ? La fête, souvenir et regret, est devenue une hantise, un objet d'incantations obsessionnelles.

L'année dernière, la mode était à la mort et, sur ce thème, on vit apparaître en quelques mois une bonne douzaine d'ouvrages, savants ou pédants, dans les vitrines des librairies. Cette année, c'est le tour de la fête. Après Durkheim, Roger Caillois, la voie avait été ouverte par Jean Durvignaud (1). Voici que s'y engouffrent à leur tour ces journaux historiques, sociologiques et politologiques (2). Cette fascination semble exprimer une vraie nostalgie, un besoin profond et insatiable, une frustration en soi.

Tous ces écrivains parlent des fêtes de jadis, comme pour accroître notre chagrin et aggraver notre appétit. La vie change, c'est vrai, mais est-ce la fête qui est morte ou bien faut-il croire que ceux qui la pleurent ont vieilli ? Le beurre, disait grand-mère, était meilleur de mon temps. Qu'est que tout cela cache ? Où est donc aujourd'hui la fête, si elle existe encore, la fête ici et maintenant ?

C'est précisément à la fête ici et maintenant que la revue « Autrement » consacre un impressionnant ensemble de reportages, enquêtes, documents, analyses et réflexions (3), recherche dont Henry Douglier tire les premières conclusions.

Le bilan d'abord. Les grands rassemblements religieux, patriotiques ou profanes, ne font plus recette à une seule exception : les grands pèlerinages. Les foules qui assistent aux défilés du 14 juillet ou du 11 novembre participent à des cérémonies d'où la distraction, élément essentiel de la fête, est absente. Les grands matches de ballon rond ou ovale, les corridos, sont souvent plus affaire de technique et d'argent que de gaieté, et le spectacle, même s'il est parfois prenant, laisse peu de place à l'échange, à la communication.

Les fêtes collectives du style Larzac ou Lip et des grands festivals semblent révolus. Un militant gauchiste, enfant de mai 1968, raconte le festival de musique du Castellet en juillet dernier : à l'en croire, le cœur n'y est plus, l'illusion est éteinte, le courant ne passe pas, c'est, dit-il, un « Vel d'Hiv » de la culture. La communion quasi mystique, bien qu'en partie mythique, qui réunissait des dizaines de milliers de jeunes pour vibrer ensemble aux solos des dieux de la pop music, c'est du passé. Pour ce phénomène importé, Woodstock a été à la fois un sommet et une fin : les rockers américains ou anglais se réfugient maintenant dans les petits clubs, les petites boîtes, et le concert n'est plus qu'une concentration minutée avec tickets d'entrée, gros cochets, service d'ordre professionnel et musique sous cellophane. Les organisateurs de spectacles, les firmes de disques et les entrepreneurs de contestation en trappe l'œil ont tout récupéré.

Martes également pour la plupart, asphixiées ou récupérées elles aussi, les fêtes locales traditionnelles, les fêtes foraines, les foires. A Paris, pour la Foire du Trône, autrefois la plus grande fête foraine de France, des emplacements ont été enlevés aux enchères en 1976 pour 80 000 francs et même pour 100 000 francs. Une auto tamponneuse coûte plus de 7 000 francs, et chaque manège en compte au moins une trentaine. Après, il faut récupérer l'investissement. Le commerce est roi. L'auto et les faux paysans du dimanche ont vite fait de transformer la fête locale en un piège à clients, en un attrape-touristes, qui singe Parly II, Carrefour ou Intervi.

Dans la grande ville, cela donne les Tuileries dévastées ou dix festivals où tout — artistes, marchands, public même parfois — est importé de Paris. Dans la petite ville, ce sera, plus franchement, la « quinzième commerciale », seule occasion d'animation annuelle, ou le carnaval, défilé de chars presque tous dédiés à la consommation. Le Tour de France, les illuminations, les retraites aux flambeaux, les feux d'artifice même, seront des spectacles, officiels et réglementés, auxquels on assiste passivement, sans communiquer. Au village, la fête votive devient de plus en plus rare : crainte d'incursions de bandes dévastatrices, d'incidents, de désordres. La Fête-Noix (fête de nuit) en Bretagne est devenue une machine à sous. Et les petits bals, s'ils ne sont pas supprimés, sont maintenant l'affaire d'entrepreneurs qui montent leurs baroques soigneusement closes, contrôlent les entrées, forcent sur les consommations et s'assurent les services de quelques gros bras pour faire régner l'ordre.

Dans quelques villages méridionaux, cependant, les enquêteurs ont assisté à d'étranges fêtes, chargées de symboles dont les clés sont parfois perdues : carnaval « pauvre » de la dévotion à Chalabre

LA FÊTE : EN PARLER OU LA FAIRE

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

(Aude), défilé dansé des enfants à Limoux (Aude), fête sauvage et scatologique des « palloises » à Courmoult (Hérault). Sans doute, au cœur de la Bretagne, dans le Nord avec ses « ducasses », en France-Comté, au Pays basque et ailleurs, survivent-ils, de la même façon, retrouvés des rites anciens devenus obscurs pour ceux-là mêmes qui les maintiennent pour quelque temps encore.

Alors la fête, cette hantise, est perdue à jamais ? Non ! Dans deux domaines elle dure encore et se développe même sous deux formes bien précises.

La première tendance de la fête, c'est de plus en plus celle du repli sur soi, sur les petits groupes, sur la famille. Les traditions, les rites, demeurent très forts pour célébrer chacune des occasions essentielles de l'existence : le baptême, le mariage, l'enterrement, sans oublier, survivance purement sociale qui n'a plus guère de racines religieuses, la première communion, c'est-à-dire le passage de l'enfance à la vie adulte. Pour ces occasions-là, toutes les conditions de la fête sont réunies, note Martine Segolen (dont les deux articles sont parmi les meilleurs du numéro) : « Alternance du profane et du sacré, vaste rassemblement de la parenté, échange de prestations, conduites de dépense et de gaspillage. »

Observons, dans des communes du bocage normand — mais ce serait la même chose dans dix autres régions — le rituel du mariage campagnard, elle recense toutes les singularités, anciennes ou rénovées, soigneusement conservées. La robe blanche est à la fois signe de fête et de virginité, et elle prévaut même si la mariée est enceinte. Le choix du « couple d'honneur » — de préférence un frère du marié, une sœur de la mariée — marque le désir de renforcer encore les liens des deux familles qui vont s'unir : élargissement et resserrement à la fois de la cellule familiale. On laisse les voitures et on va à pied à la mairie, à l'église, défilant à travers le village ; spectacle. La cérémonie religieuse est suivie même par ceux qui, depuis longtemps, ne vont plus à la messe : tradition.

Cérémonie nouvelle, la photo — couple par couple, puis en groupe — précède le repas, long, copieux, coûteux : le souvenir des fêtes ancestrales n'est pas encore éteint. Les cadeaux reçus sont exposés et les invités s'extasient : exhibition. Puis c'est le bal pendant et après lequel d'autres rites, particuliers à chaque canton ou commune, seront respectés, notamment pour le départ des mariés, la nuit de nocces, voire le réveil et la jaumée du lendemain.

C'est bien la fête, comme pour d'autres réunions de famille et en particulier celle de Noël, « contre-fête » dédiée à l'enfance, avec le mythe barbu ou le petit Jésus, la crèche, l'arbre, les cadeaux. La hantise, l'obsession de l'enfance, rejoignent en effet celles de la fête, et c'est la même chose, ce sont deux façons identiques d'être ou de redevenir des enfants. Quant à la mort, cette angoisse que la fête veut contourner ou intégrer, elle n'est pas seulement saluée en faisant ripailler après le cimetière, mais elle est célébrée par l'extraordinaire exode urbain de la Toussaint, cette ruée sur les routes qui est l'une des plus meurtrières de l'année.

La seconde tendance nouvelle, qui porte l'espérance d'une certaine renaissance des fêtes communautaires, c'est la contestation, la protestation, l'utopie. Un « contre-pouvoir » local s'improvise ou se lève et construit de toutes pièces, sans les autorités, voire à leur corps défendant, une fête de rue comme à Strasbourg — avec une mise initiale de 2 000 francs ! — ou un carnaval subversif comme à Montbéliard. Le public n'est plus spectateur, mais il prend la parole, il devient acteur. L'autogestion de la vie quotidienne permet à chacun d'affirmer son autonomie. Il peut s'agir de communions organisées — à l'occasion d'une grève ou d'une occupation d'usine, d'une manifestation écologique — ou d'improvisations quasi spontanées. Elles font alors mentir la thèse grognement soutenue par un peintre qui a collaboré à ce numéro d'« Autrement » et qui soutient que « la fête est du côté de l'ordre », qu'elle est un « piège », un « rite échappé de l'angoisse ».

Ces fêtes-là, sans être très nombreuses encore, sont de plus en plus fréquentes, souvent bien intentionnées, de moins en moins timides, et parfois même audacieuses. Elles illustrent à merveille le principe selon lequel la fête, après tout, plutôt que d'en parler, il vaut mieux la faire.

(1) *Avant Fêtes et civilisations* (1972, Weber), Sociologie de la fête (1975, PUF).

(2) Par exemple, Michel Vorelle (*Les Métamorphoses de la fête en Provence, 1780-1820*, Aubier-Flammarion), Mona Ossut (*La Fête révolutionnaire*, Gallimard), Rosemarie Sauer (*Le 14 juillet et 1789-1975*, Flammarion).

(3) *Le Monde des livres* rendra compte prochainement de ces ouvrages.

(4) Autrement n° 7, *La Fête, cette hantise*, (72, rue de Turbigo, 75003 Paris). En vente dans les librairies et par abonnement, 250 pages, 35 francs.

Maigre de l'intérieur

Je suis perplexa. Sur la terrasse, environnée par la laideur câblée des Parisiens, Lena R. n'a aucunement l'air d'être vieille ou laide. Il s'en faut ! Je vais être brutal.

— As-tu l'abîme ? (2).

— Non.

— Sais-tu taper à la machine ? Connais-tu la comptabilité ?

— Non. Non. Mais que veux-tu dire ? Que je devrais me recycler ? J'ai essayé. Ne m'en parle pas. Pendant trois mois, j'ai fait l'hôteuse. On me demandait : où est le bureau de M. Marchand ? Je répondais : deuxième étage, au fond du couloir à gauche. Et c'était tout ! Je devais surtout sentir bon, être bien habillée et fardée : avoir la gueule enlaidie, quoi ! Il m'arrivait aussi d'être chargée de servir les commandes dans la salle des réunions, comme un garçon de café. Mais ils ne m'appelaient que pour « se rincer l'œil », comme disent les Français... Leurs petits yeux de cochon ! Et toujours il en fallait un pour se croire malin. « Vous êtes si folle, Mademoiselle, qu'en vous voyant, on se sent stupide », disait ce ripolo. — Trop folle pour être hôteuse ! — si je n'entendais murmurer une autre fois. De quoi j'avais l'air ? Et les directeurs, qui finissaient toujours par me décrire la maison de campagne qu'ils venaient d'arranger merveilleusement et où ils seraient si heureux de m'inviter... Justement, leur petite amie avait l'air si très ouvert, et ils étaient sûrs que je lui plaisais. Tu parles ! Ils sont crasseux, tous ! — grondait-elle drôlement d'une voix lasse.

Se mine anxieuse la trahit. Ce qu'elle voudrait, en définitive, c'est mettre en fuite les années, supprimer l'écoulement du temps.

Elle boit. Verre sur verre. Il y a dix ans, l'alcool n'était déjà à son humeur et à son teint, au point qu'il arrivait que des beautés fût ce qu'il y avait de plus laid en elle.

L'alcool aidant, elle ne veut plus rien me cacher.

— Sais-tu ? J'avais un corps compact, disait l'agence. C'était un mainteneur, d'étrange malgré la finitude. J'ai toujours eu l'air d'avoir une âme. Et maintenant, c'est le coup de grâce...

— Plein de grâce !

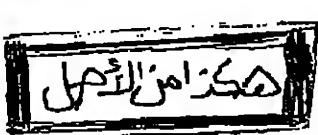
— Merci. Mais qu'est-ce que je ferais quand je serai vieille ?

On ne lui a pas appris la réclamation.

PIERRE LEILLIETTE.

(1) *Chesse*, comme on sait, est le vrai des mannequins destinés à garder la silhouette pour la pose. Impossible de dire chose sans avoir l'air de sourire.

(2) Le baccalauréat allemand.



ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Tu connais quelqu'un ?...

Dans sa rubrique « La vie en société », l'hebdomadaire ALGERIE ACTUALITE s'indigne :

« Tu ne connais pas quelqu'un au ministère de X ? J'ai un cousin à caser. Pour l'ajuster dont je t'ai parlé, c'est réglé, j'ai vu hier notre ami Y ».

« Si ! Je connais quelqu'un, je téléphonerai tout à l'heure pour le recommander. Et toi, tu ne vois personne qui pourrait me procurer telle chose ? »

« Il y a peut-être « Z » qui l'arrangerait ; je passerai le voir demain. Gargon ! la même chose. »

« Ainsi se règlent les affaires qui sont aussitôt bien arrosées. Malheureux celui qui n'a pas d'ami bien placé, malheureux celui qui ne met jamais les pieds dans un café. Le bureau, les papiers, c'est pour la forme. Mais au café, le soir, c'est autre chose. Les esprits sont délassés, les rencontres sont heureuses et surtout fructueuses ! »

« Pendant ce temps, le simple quidam continue sa ronde infernale devant les guichets toujours fermés, à la recherche d'une solution miracle aux problèmes qui rongent sa vie (...). »

« Aussi nombreux et aussi impressionnants soient-ils, les problèmes ne peuvent remplacer un ami ou un parent bien placé. Pour réussir, pour obtenir tout ce qui vous plaît, une recette : sortez beaucoup et faites-vous chaque jour de nouvelles relations. Allez dans les lieux chics, les grands restaurants ; ne regardez pas aux dépenses puisque vous investissez. »

« La voie normale ? Les bureaux, les files d'attente, les guichets ? C'est pour ceux qui triment toute la journée afin d'assurer aux leurs le pain quotidien. C'est pour ceux qui sont obligés de se « farcir » huit heures à cinq dans un bureau ou à dix dans un atelier. C'est pour ceux qui pointent à la rentrée et à la sortie de leur travail et qui n'ont ni le temps ni les moyens de fréquenter les deux cafés. C'est pour ceux qui ne comptent que sur la sueur de leur front pour accéder à leur promotion sociale. »

Sorcellerie et sciences sociales

La recherche sociologique, c'est bien, à condition que les crédits soient utilisés à bon escient et pas exclusivement pour « l'étude de pratiques indésirables d'un groupuscule du sud du Kalahari », juge le FINANCIAL TIMES.

Le quotidien britannique donne quelques exemples du mauvais usage, selon lui, du budget du Conseil de la recherche en sciences sociales :

« Il est peut-être justifié de dépenser 8034 livres pour une étude pilote sur les comptes rendus juridiques et ecclésiastiques des procès en sorcellerie intentés entre 1500 et 1735 en Ecosse. Après tout, on ne sait pas de quoi les Ecossois nationalistes sont capables (...). Mais est-il vraiment nécessaire d'attribuer 16 239 livres à deux « enquêteurs » du département de psychologie de l'université Brunel (près de Londres) pour une étude dont le titre est — sans rire : « Analyses de la théorie de l'utilité multi-critères de la décision de groupe dans une situation réelle » ? Ce qui est bien malheureux quand on pense que le Conseil de la recherche en sciences sociales demande qu'on utilise son langage que tout honnête homme puisse comprendre. »

« D'autant que le projet « précise » qu'il entend donner toutes les informations nécessaires à l'extension de la technologie de l'analyse des décisions basées sur cette théorie pour permettre la décision quand un groupe, comme entité, doit choisir plus qu'une alternative dans un faisceau d'alternatives possibles ; une situation qu'on rencontre souvent au sein de commissions de conseils et d'exécution de planification. »

« Il est vrai, ajoute le FINANCIAL TIMES, que le Conseil pour la recherche en sciences sociales juge que toute généralisation risquée de déformer le caractère spécifique de la recherche. »

Les « pressions » aux calendes grecques

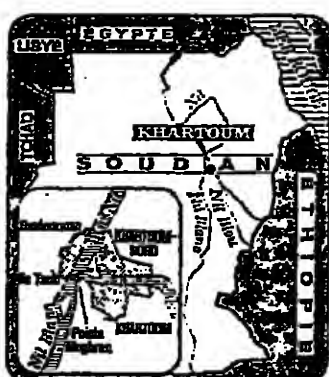
L'élection de M. Jimmy Carter a éveille l'espoir, dans certains milieux israéliens, qu'on pourra « gagner du temps », éviter les « pressions » américaines sur Israël et remettre la solution de la crise du Proche-Orient à un avenir assez lointain. Un rédacteur du quotidien du soir YEDOT AHARONOT, de Tel-Aviv, écrit ironiquement :

« Le changement d'administration à Washington n'est qu'une invention israélienne formidable. L'idée surprend par sa simplicité : il existe une nouvelle administration à Washington, mais elle n'entrera pas en fonction avant janvier. Jusque-là, il n'y aura pas de négociations. Nous avons donc gagné deux mois. En janvier commenceront les cérémonies, les réceptions et les cocktails. Qui aurait le temps de penser au Proche-Orient ? Voilà encore deux mois de gagnés. Ce n'est qu'après quatre mois qu'apparaîtront les premiers signes d'une « pression » américaine légère, mais — stop — ce sera alors notre tour d'aller aux urnes. Qui osera exercer des « pressions » la veille des élections ? Nous gagnons donc huit mois de plus. En tout, une année. Puis il faudra former le nouveau gouvernement chez nous. Qui osera exercer des « pressions » à un moment pareil ? Qu'ils essaient ! Au premier signe de « pression », on les menacera du chef du Likoud, M. Begin. Vous, les Américains, vous voulez un gouvernement israélien d'union nationale qui bloque toute possibilité de négociation ? Vous serez servis. Nous avons formé un gouvernement. Entre-temps, une année et demi s'est écoulée. »

« M. Brezinecki s'apprête à arriver au Proche-Orient. Nous lui rappelons sa mère polonaise. Nos amis au Congrès américain commencent déjà à parler du deuxième mandat du président. La communauté juive des Etats-Unis, qui, comme on le sait, n'a d'autre souci que le statu quo dans les territoires occupés, commence à reconsidérer son soutien à Carter. La prochaine fois, disent les chefs du lobby juif, nous voterons pour le candidat républicain. Carter vient d'être élu pour un deuxième mandat et remet encore une fois les « pressions » sur Israël. Les Arabes poussent des cris, mais cela ne sert à rien. La campagne électorale recommence aux Etats-Unis, et qui fera des « pressions » à la veille des élections ? Nous avons donc gagné quatre ans. Avec l'aide du ciel, nous gagnerons aussi les quatre années suivantes, et ainsi de suite... »

Lettre de Khartoum

Une île, deux fleuves, trois villes



C E mot arabe, à prononcer Khartoum, qui finit comme un coup de gong et qui remet en mémoire les images épiques du film de Basil Dearden (1), veut dire « la trompe ». Non pas tant à cause des éléphants, qui ne hantent d'ailleurs que le sud du pays, que parce que la ville est située à proximité d'une cornue de terre formée par le confluent du Nil Blanc, venu du Burundi, et du Nil Bleu, venu de l'Ethiopie.

La position stratégique privilégiée de Khartoum n'est jamais aussi bien apparue que sur les photographies prises de l'une des premières fusées américaines Gemini : les astronautes utilisaient Khartoum et ses fleuves comme point de repère. Partout où des grands éléments géographiques se rencontrent, comme à Gibraltar, au Bosphore ou à Suez, les hommes se sentent un peu écrasés. Les deux Nils mélangeant leurs eaux en silence, en présence d'édifices dominants sur une palte d'enfants en train de s'écabousser, dégageant l'impression d'une vigoureuse force champêtre. Une bonne force, un peu inquiétante tout de même lorsqu'en été les eaux deviennent rouges et se mettent à bouillonner, annonçant la crue.

Ce paysage unique où l'on voit naître le Nil proprement dit avait séduit les Anglais. D'abord camp militaire des armées conquérantes du pacha d'Egypte, au début du siècle dernier, puis fief du mahdi Mohamed Ahmed, opposé à la pénétration égypto-britannique, la capitale du condominium anglo-egyptien sur le Soudan prit forme au tournant du siècle, sous le crayon et la règle militaires de Kitchener, général et gouverneur pour le compte des lointains monarques de Londres et du Caire.

Les colonisateurs britanniques s'attachèrent vite et profondément à cette bonne grosse bourgade calme, ombragée, pleine de casernes et de clubs, où une africanité un peu rustaude, mais tout compte fait de bon aloi, était relevée par un zeste de panache arabe. De nos jours il arrive que, avant de mourir dans les frimas retrouvés de la mer du Nord, un ci-devant colonial, dans une ultime bouffée de nostalgie, demande à être inhumé au Soudan ; récemment, les cendres d'un ancien ingénieur, retiré en Grande-Bretagne après une carrière soudanaise, ont été dispersées dans le Nil Bleu.

BIEN plus que l'Egypte, restée ottomane ou française, le Soudan conserve un cachet britannique. Les courtes-croches à plumes de certains corps de troupe, le glissement insouciant de boys à turbans blancs, les soins pathétiquement apportés à quelques gazons, une certaine façon de préparer et de servir le thé, maintiennent mezza voce un décor et un tempo de vie très vieux Empire britannique. Le Soudan des sirars, fastueux vicerois envoyés sur le haut Nil par le cour de Saint-James, survit encore. Les régimes et les révolutions se succèdent à Khartoum depuis l'indépendance obtenue il y a plus de vingt ans, mais les clubs et l'anglaise demeurent et même prolifèrent, groupant là les diplomates ou « les personnes cultivées admiratrices de Nasser », ailleurs les catholiques, les Arméniens, les Grecs, les Egyptiens, les Italiens, les Libanais ou telle ou telle catégorie de Soudanais.

D'aucuns vous diront à voix chuchotée que le symbiose anglo-soudanaise est toujours vivace, sur le plan humain, car sa plus profonde racine est charnelle. Attraction réciproque des contraires. Coexistence de l'eau avec le feu. Alliance plaisante à l'œil du rose et du noir. L'aristocratie soudanaise Tayeb Salah a été pratiquement jusqu'ici, peut-être encouragé par les brûlures délatantes de son propre lit, à évoquer sans circonlocutions les noces de chair de l'Angleterre et du Soudan. La sexualité soudanaise, d'autant plus violente que bridée par les tabous locaux, s'est épanouie, souveraine, au contact — au sens le plus immédiat du terme — des Britanniques. Mieux, la possession par les sens s'est accomplie avec d'autant plus de plénitude

qu'elle prenait, consciemment ou non, l'allure d'une revanche sur la domination coloniale.

« Je l'aimerais dans ma chambre. (...) Elle s'agenouilla à mes pieds, me baisa et déclara : « Je t'ai soumissionné, Mustapha ! Mon maître et seigneur. Fais de Susan ton esclave, ce que bon te semblera ! » Elle fit couler le lait, le parfum d'eau de rose et me lava religieusement. (...) Elle revêtit l'abaya » (2) et vint s'étendre auprès de moi, au comble de l'égarement. (...) Je la pris, docile et consentante, le lion qui nous unissait étant depuis mille ans tissé », a raconté Tayeb Salah (3).

En majorité islamique, mais dominée par la frange néo-gothique de la cathédrale catholique Saint-Mathieu, Khartoum, alléculaire et chaude, est jour et nuit dans un état de somnolence bienheureuse, sous l'épaisse capote des ficus pleins d'oiseaux.

C APITALE d'un Etat arabe, Khartoum est en fait une ville aux allures d'Afrique noire d'Afrique des savanes. Mises à part les peaux pâles de quelques marabouts et de quelques Hellènes, les visages croisés dans Khartoum sont généralement tendus d'un beau satin brun, avec des pointes vers le noir pur et parfois vers le jaune. Les musulmans, qui s'efforcent d'être, ont grande allure avec leurs boucous et leurs châches blancs ; sans cesse, leurs doigts secs et agiles vérifient les 3 mâtres de mousseline crèmeuse entortillés

sur leur tête, ultime avatar des colifées « citrouilliformes » jadis en vogue chez le Grand Turc. Les chrétiens, qui se valent avant tout africains, affectent les pantalons de toile beige et font confiance à la texture drue de leur chevelure pour protéger leur crâne du soleil ; aux trois quotidiens arabophones de la capitale, ils prêtent généralement le Nil Mirror, publié en anglais à Juba, chef-lieu de la région autonome du Soudan méridional.

Les femmes de Khartoum, grandes, droites, fines, montrant leurs visages et leurs jambes, s'enveloppent le reste du corps dans des métrages barlochés, légers, transparents. On peut comprendre le vit attrait exercé par la blondeur anglaise sur les Soudanais, mais il n'empêche que les femmes promises à ces derniers par la nature sont parmi les plus belles d'Afrique.

Une île, deux fleuves, trois villes, quatre points, un peu de verdure, et très vite la barrière du désert. Ainsi apparaît Khartoum dans sa totalité, vue du ciel. Depuis le toit d'un de ses jardins, l'île Touti, baignée par le Nil Bleu, surveille la rencontre de ce fleuve avec le Nil Blanc ; la crue annuelle la submergeant en partie, elle n'est pas encore urbanisée, et seuls d'immédiats canaux d'eau, quelques à moteur, la relient à la capitale. Face à Khartoum stricto sensu s'est récemment édifié, sur la rive droite du Nil Bleu, le faubourg de Khartoum-Nord, avec ses manufactures, sa prison et ses quartiers populaires et néo-bourgeois.

où la brique et le béton font, sans pitié ni clairvoyance, reculer une belle végétation d'arbres à fleurs et à fruits.

S UR la berge occidentale du Grand Nil, aussitôt après le confluent, s'allonge, plus ruisselante que Khartoum, Omdourman, la ville saur, la cité rivale, avec ses mosquées bien achalandées, son vaste marché, où l'on peut s'approvisionner en ivoire, en peaux de crocodile et en plumes d'autruche, et sa radiodiffusion d'Etat, objet oblique de tout putschiste soudanais qui se respecte. A Khartoum l'anglaise, la neuve, la laxiste Omdourman oppose son passé, son caractère et son unité arabo-islamiques. Les Ansars, fidèles au souvenir et à la descendance du Mahdi, viennent en pèlerinage à leurs lieux saints d'Omdourman ; outre le tombeau du Mahdi, haut palm de sucre en gypse, on peut y voir les fortifications de boue des mahdistes et le palais de verre, mais dessiné par un architecte italien, où vécut le calife Abdullahi, successeur du Grand Mahdi.

A elles trois, les cités qui forment Khartoum auraient déjà près d'un million d'habitants. Demain, la capitale soudanaise sera l'une des métropoles de l'espace afro-arabe.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(1) Khartoum, avec Laurence Olivier et Charlton Heston, 1964.
(2) Robe ample et longue.
(3) Le Mijaneh, Elmdand, Paris 1972.

PORTRAIT

MWAMBUTSA IV, CITOYEN DE GENÈVE

« M. MWAMBUTSA, troisième « élève » d'adoption au sein d'une famille d'immense cosu, mais anonyme, l'une des soixante boîtes à lettres. Plus précis, et le peine moins, déclarer que l'annuaire téléphonique du canton de Genève mentionne dans la liste alphabétique : « Mwambutsa, Mwami Bangirirenge », suivi d'une adresse domiciliaire et de l'indication téléphonique de son appartement. »

A Meyrin, banlieue résidentielle proche de l'aéroport de Cointrin, où il est installé, l'ancien chef d'Etat du Rwanda n'est pas un inconnu. Lorsqu'il se promène, beaucoup de passants le saluent amicalement d'un « Bonjour, monsieur ». Il est vrai que le souverain, qui, au moment de sa déchéance, le 9 juillet 1966, se trouvait à Lausanne, une de ses résidences préférées, vit dans la banlieue genevoise depuis déjà plus de deux ans.

Légalement voté par l'âge, et par les soucis, ce sexagénaire volubile, qui s'exprime dans un français qu'il maîtrise relativement mal, témoigne d'une affabilité toute romande. Il est d'une taille relativement modeste pour un Tutsi, car ses frères de race sont généralement considérés comme les plus grands de tous les Africains, certains d'entre eux dépassant les 2 mètres. Le crâne entièrement chauve, dissimulant une légère myopie derrière des lunettes à la lourde monture d'écaille, Mwambutsa est vêtu avec beaucoup de recherche. Son costume prince-de-Galles, son pardessus de vigogne, ses bottillons, ses gants de peau, pour Smokey Bear, l'ours légendaire, vient de mourir à l'âge de vingt-six ans. Le vieux plantigrade — une des personnalités les plus connues aux Etats-Unis, autant sinon plus que le président — vivait ces derniers mois en train d'adopter des employés fédéraux à la retraite, il sortait rarement de sa grotte du zoo, philosophant sans cesse sur la vanité de la célébrité. On l'a trouvé mort dans son sommeil à côté de Goldie, sa compagne, avec qui il s'était réconcilié. Sans enfant, le couple adopta en 1971 un ours baptisé Young Smokey, qui succéda à son père adopté dans la grande fosse.

Une enquête menée en 1968 établit que 90 % des Américains connaissaient bien Smokey Bear, sauveur de justesse en 1950 par un garde forestier d'une forêt en feu. Les autorités les mobilisèrent au service de la prévention contre les incendies de forêts dont il avait fait être la victime. Une fois guéri (il en garda toujours la démarche un peu raide), il fut transféré au zoo national de la capitale. Un acteur inconnu lui prêta sa voix grave, qui devint rapidement familière à des millions d'Américains qui entendaient son appel à la radio et à la télévision : « Rappelez-vous que vous seuls pouvez empêcher les incendies... Smokey diffusait le même message sur des milliers d'affiches où il apparaissait vêtu d'un pantalon un peu ridicule et coiffé du traditionnel chapeau à larges bords des gardes forestiers, également

dans le fait que les deux hommes qui l'ont trahi en juillet 1966 soient éliminés aujourd'hui. Le premier, son fils Charles, prince félon, qui, à dix-neuf ans, se fit proclamer mwami à sa place, sous le titre de Ntare V, a été chassé du pouvoir à son tour, le 28 novembre 1966, par un putsch, condamné à l'exil puis tué après avoir été attiré dans un guet-apens au Burundi, « grâce à l'extrême déloyauté d'Ibid Amin Dada », complice dans ces circonstances, affirme M. Mwambutsa, des autorités de Bujumbura. Le second, le capitaine mutin Michel Micombero, mauvais ange du prince Charles qu'il dressa contre son père, pour le frapper ensuite avec plus d'efficacité, vient d'être renversé, le 11 novembre dernier, par le lieutenant-colonel Joseph Bagaza.

Le grand Mutaga, auquel les colonisateurs allemands s'étaient, à l'époque du Ruanda-Urundi, entièrement remis pour l'administration locale, ne parle plus du pays de ses ancêtres qu'avec un profond détachement. « Je n'ai aucun commentaire à faire sur ce nouveau coup d'Etat »,

nous dit-il quelques jours après le putsch du lieutenant-colonel Bagaza, parce qu'il ignore tout de la situation actuelle. « Comme le fit lui-même pendant quelques années son fils Charles, M. Mwambutsa flirte avec des financiers européens, que fascine le prestige qu'ils pensent lié à la personne des atterres déchu. Il s'apprête à créer au Kenya, en coopération avec quelques capitaux belges, une usine de verrerie dans la banlieue du port de Mombasa. C'est, du moins, ce qu'il nous explique avant de nous quitter pour se rendre dans l'un des plus beaux hôtels de Genève à l'exposition qu'organise Christie's pour ses ventes d'automne. Le Mwami effectue-il cette visite pour se porter acquéreur de bijoux pour en vendre ou pour mettre son expérience personnelle en matière de diamants au service de quelque acheteur désireux de préserver jalousement son inconnu ? Devenu citoyen de la Confédération helvétique, le prince du sang est-il, ou non, momentanément devenu courtier en joaillerie ?

PHILIPPE DECAENE.

AUX ETATS-UNIS

La mort de Smokey Bear

A UX quadrupèdes comme aux bipèdes, la retraite peut être fatale. Surtout à ceux qui ont connu la gloire. Ainsi, un an après sa mise à la retraite, Smokey Bear, l'ours légendaire, vient de mourir à l'âge de vingt-six ans. Le vieux plantigrade — une des personnalités les plus connues aux Etats-Unis, autant sinon plus que le président — vivait ces derniers mois en train d'adopter des employés fédéraux à la retraite, il sortait rarement de sa grotte du zoo, philosophant sans cesse sur la vanité de la célébrité. On l'a trouvé mort dans son sommeil à côté de Goldie, sa compagne, avec qui il s'était réconcilié. Sans enfant, le couple adopta en 1971 un ours baptisé Young Smokey, qui succéda à son père adopté dans la grande fosse.

Une enquête menée en 1968 établit que 90 % des Américains connaissaient bien Smokey Bear, sauveur de justesse en 1950 par un garde forestier d'une forêt en feu. Les autorités les mobilisèrent au service de la prévention contre les incendies de forêts dont il avait fait être la victime. Une fois guéri (il en garda toujours la démarche un peu raide), il fut transféré au zoo national de la capitale. Un acteur inconnu lui prêta sa voix grave, qui devint rapidement familière à des millions d'Américains qui entendaient son appel à la radio et à la télévision : « Rappelez-vous que vous seuls pouvez empêcher les incendies... Smokey diffusait le même message sur des milliers d'affiches où il apparaissait vêtu d'un pantalon un peu ridicule et coiffé du traditionnel chapeau à larges bords des gardes forestiers, également

utilisé par la police dans plusieurs Etats, d'où le surnom de « smokey » donné aux agents de la police routière par les camionneurs. Sa popularité atteignit son zénith en 1971 lorsque « La Véritable Histoire de Smokey Bear » fut distribuée à un million cinq cent mille exemplaires. Du coup, il reçut un courrier de treize mille lettres, adressées à un « secrétaire postal » 202.52. « Des bipèdes amis recommandaient pour lui, signant avec l'empreinte de sa patte. Son visage bienveillant, mais sérieux, fut reproduit sur une cinquantaine d'articles : chemises, briques, maillots de corps, chapeaux, etc. Protégée par un copyright du Congrès, leur vente rapporta plus de 1 500 000 dollars au programme de lutte contre les incendies de forêts. Smokey était aimé de tout le monde, des petits, bien sûr, mais aussi des grands. Selon l'expression d'un de ses admirateurs, il était du « genre Gary Cooper », fort mais gentil, comique à l'occasion, faisant parfois le ridicule dans son costume, mais capable de sortir ses griffes si nécessaire. Sa dépouille, placée dans une boîte peinte aux couleurs vertes des gardes forestiers, a été transportée par avion dans l'Etat du Nouveau-Mexique. Il sera enterré, après une courte cérémonie, dans le parc d'Etat historique sous une grosse pierre à son nom, près de l'endroit où il échappa à la mort il y a vingt-sept ans. Juste compensation pour Smokey, qui, vieillesse et humilité, ne gitta pas la même grille où il reçut un quart de siècle, renonçant faute d'argent, à aller vivre ses dernières années dans son pays natal.

HENRI PIERRE.

سودان من الامم

« Au bout du compte », de Gérard Chouchan

« Ça commence à devenir filmable lorsque le personnage m'échappe »

CINQUANTE ans, licencié, M. Kerbriant, l'ancien directeur général de cette entreprise illusoire, n'a plus de « profil » : son usiné a été englobé dans un groupe multinational, restructuration, nouvelles méthodes de gestion ; celui qui se croyait le patron, et il se comportait ainsi — c'est lui qui a préparé l'absorption, il a ordonné les premiers licenciements, — doit demander l'autorisation du nouveau délégué patronal pour pénétrer dans son propre bureau. Le chômage, la dépossession d'un statut social, les questions qu'un homme se pose lorsqu'on lui dit : « Faites votre bilan », constituent la trame d'Au bout du compte, un récit de Gérard Chouchan et Philippe de France, qui allie le scrupule sociologique au regard personnel, sur fond de Nord, maisons amples et plages blêmes ; ce téléfilm réalisé dans l'excellente série « Cinéma 16 » (Un été à Vallon, de Jean-Daniel Simon, la Limousine, de Paul Seban, et prochainement le Prétre ouvrier, de Maurice Folyard) rend compte de façon sensible, complexe, des pressions et des affects qui mentent une personne en jeu. Mais malgré la tentation, l'analogie avec Charles mort ou vif, d'Alain Tanner, serait un peu abusive. Charles était interprété par François Simon, Kerbriant, c'est Maurice Garrel.

« Choisir le personnage d'un cadre supérieur licencié, est-ce interroger cette réalité bien particulière, ou n'y a-t-il là qu'une métaphore pour parler du chômage, aujourd'hui en France ?

— Un film, cela ne me vient pas d'une envie abstraite, dit Gérard Chouchan. Probablement, lorsqu'une fiction s'élabore, une rencontre se produit-elle entre quelque chose que l'on porte en soi d'actuel et du très actuel ; pour des raisons qui tiennent peut-être à ma propre histoire, je suis attentif aux mécanismes qui brisent les gens ; et l'actualité c'est l'évidence qu'on traverse une très grave crise économique, sociale — qu'on soit le partisan ou l'adversaire du système en place.

« Je vis moi-même dans une profession précaire, menacée, surtout depuis l'écroulement de l'O.R.T.F. : ceci me concerne personnellement, certains de mes amis connaissent là une crise profonde — et il était tentant, pour mettre en scène le chômage, d'en décrire un versant qui ne vient pas tout de suite à l'idée : le chômage des cadres. Certes, la crise de l'emploi touche en premier la classe ouvrière, mais il m'intéressait d'exposer quelle attitude aussi des gens qui peuvent se penser, que l'on peut croire à l'abri, et c'est une erreur. Kerbriant,

qui se conduit en patron, n'est en même temps qu'un salarié ; il ne détient pas réellement le capital.

— Donc, cette ambiguïté passe à travers un « sujet » : Kerbriant n'est pas seulement un « agent économique » dans Au bout du compte.

— Ce qui guide ma recherche est le désir d'articuler le socio-économique et la subjectivité, l'imaginaire. A la télévision souvent lorsque nous tournons des documentaires nous nous comportons en sociologues, en élucidateurs ; nous voulons porter un regard décollant sur les mécanismes, en composant la peinture d'un individu ou d'une collectivité. Le fictionnisme est un terrain différent ; théoriquement, il s'agit d'une plus grande liberté et il faut en user. Mais nous avons mené une enquête préliminaire auprès d'une dizaine de cadres supérieurs, il en est sorti un matériau très important, nécessaire si on choisit d'être honnête. A partir de là nous avons décidé de dépasser les faits, de donner la dimension aléatoire qui est celle d'un comportement, le côté imprévisible, surprenant, d'un être qui agit en rapport avec son inconscient, avec des effets ludiques et de l'humour : ce qu'il y a d'irréductible dans un individu.

« En nous sommes d'ailleurs à même de reconstruire l'imaginaire d'un personnage d'origine bourgeoise, n'est-ce pas ? Question de langage.

— N'a-t-on pas des idées préconçues sur l'imaginaire d'un ouvrier, sur ses fantasmes ? Et si le langage verbal permet de rendre plus justement les choses, n'est-ce pas un grand drame de croire qu'on ne peut être explicite que par ce langage ? D'autre part, ce qui n'est apparu, du côté destructurant du chômage, des éléments qui dans cette situation définissent un homme, n'est pas fondamentalement différent — même si un cadre inventé d'abord, dans son travail — du vécu de la classe ouvrière ; cependant, un cadre est beaucoup moins préparé au choc qu'un ouvrier, et celui-ci, ses organisations syndicales et une certaine conscience collective permettent de résister.

— D'où une plus grande « lisibilité » de la crise.

— Dans l'idéologie où il s'inscrit, le cadre supérieur a beaucoup de mal à prendre du recul sur ce qui lui arrive ; au lieu de mettre les systèmes en cause, il instruit son propre procès, il se culpabilise ; au fond, se dit-il, si on me jette, c'est que je ne vaux plus rien.

— Il y a là, sans doute, une fausse ana-

logie, mais malgré des mécanismes différents, on pense à Charles mort ou vif.

— Dans le film de Tanner, d'abord, après un long morceau du chemin de la vie, Charles se détache : à la suite d'un événement déclenchant, il s'écroule d'un système économique qu'il ne reconnaît plus, son point de vue a changé. Il quitte son identité de patron pour répondre à une nécessité personnelle. Kerbriant, au contraire, n'était pas disposé au moindre regard critique ; pour lui, les choses avaient très bien pu continuer comme ça. Ce sont les autres qui lui disent : « Faites donc votre bilan », et il découvre qu'il a changé. Dans l'ambivalence, qu'il s'est fait avoir.

— A travers les émotions de Kerbriant, dans lesquelles on peut se projeter, ne craignez-vous pas que les mécanismes ne se masquent ?

— Ce n'est peut-être pas très orthodoxe, d'un point de vue brechtien, mais je crois qu'on ne peut pas rejeter le phénomène de l'identification comme ça. Il y a un équilibre à tenir entre la froide peinture d'un mécanisme, nous nous y sommes efforcés, et la description de l'autre entrée : le retentissement de ce contact sur la subjectivité d'un personnage, un héros que nous n'avons pas voulu exemplaire, mais devant le destin auquel on peut ressentir de l'émotion. On croit que c'est la quadrature du cercle, mais le cinéma italien nous donne des exemples encourageants de double lecture du réel par le biais du politique et de l'intime.

— Il y a là l'aboutissement d'une recherche, d'une évolution qui est passée chez vous par St. Pétr d'ici et a trouvé son accomplissement dans Dardim.

— Maintenant, pour avoir envie de filmer un personnage, il me faut que celui-ci ne soit plus une abstraction : les relations avec ces gens que l'on écrit ont quelque chose de complexe et de pas toujours classifiable : « ça » commence à devenir filmable lorsque l'on a le sentiment que le personnage m'échappe, devient vivant.

« Certes, à travers la création passe une commande sociale, mais rien de mécanique. Il faut que la commande sociale rencontre la mienne propre. Mon moi d'ordre est : quand je parle de moi je parle des autres, quand je parle des autres je parle de moi. Être social, immergé, réceptif, je n'ai pas d'autre solution pour aller vers l'autre, vers les autres, que de me rendre au plus intime. »

Propos recueillis par MARTIN EVEN.

* Mercredi 17 novembre, FR 3, 20 h. 30.

RADIO-TELEVISION

« TOUS LES JOURS DE LA VIE »

Une Françoise Gaillard non giscardienne

COMMENT le téléspectateur à qui il arrive de fréquenter les salles de cinéma verra-t-il tous les jours de la vie, téléfilm écrit et réalisé par Maurice Frydland, déprogrammé il y a près d'un an en raison d'une grève (le Monde daté 30 novembre-1^{er} décembre 1975) et enfin diffusé sur TF 1 ? Sans doute, comme un double télévisuel du film de Jean-Louis Bertucelli, Docteur Françoise Gaillard, et c'est tant mieux. Car l'occasion est bonne de comparer deux approches opposées du même sujet et de mesurer ce qui différencie l'émotion de l'analyse : la même table ne fait pas mouche de la même façon selon les libertés que s'accorde avec le réel (Maurice Frydland a préparé son tournage selon les méthodes du reportage), comme dans le choix et la direction de leurs acteurs, deux faiseurs d'images.

Infirmière Jeanne Latour. Docteur Françoise Gaillard. Ici, un métier ; là, un titre, soit deux qualifications qui n'éveillent pas le même écho dans l'inconscient de tous. A ces deux types sociaux correspondent à l'écran deux modes narratifs. Romantique, le « femme en blanc », qui porte, comme autrefois, son stéthoscope en bandoulière. Bien sûr, son mari la délaisse. Evidemment, son fils se drogue. Est-il utile de préciser qu'elle a un amant ?

Rien de tout cela pour Jeanne Latour : un mari dans l'édifice, un appartement en banlieue, des enfants plutôt gentils, un travail absorbant à l'hôpital, un rôle de « seconde », d'intermédiaire, de confidente, de conseillère. Il y a, en particulier, la manière — romanesque — du film de Bertucelli qui réalise, incidemment, l'amant à la malade, le péché à la punition. Tout se passe, comme on dit. Et c'est en cela — à en croire Maurice Frydland — que le cancer

du docteur Françoise Gaillard s'intègre — symboliquement — dans les lois de la société de consommation.

Jeanne Latour ne représente pas une image de la France giscardienne, dit-il. Son mari n'est pas sorti de l'ENA. Elle est une femme ordinaire. Son seul drame, la maladie, est un drame sans honte, vécu dans le quotidien.

Quotidien, en effet, un dialogue qui suggère la blessure par petites phrases sans importance (« Regarde quelle tête tu as... »). Tu veux un coussin ?... quotidien, également, le jeu de Véronique Silver, Jeanne au corps large, visage calme ; à peine suggéré, le lien qui l'unit au « patron » (Henri Virlojeux) dans des rapports de confiance, de « couple professionnel ».

Jeanne Latour prend son petit déjeuner en écoutant Gérard Sire sur France-Inter ; elle dine en compagnie de Roger Gloquel. Elle lit Elle et Télérama. Sa découverte de la mort se traduit par la crainte de perdre ses cheveux et se détourner, quand ça fait trop mal, par une corvée d'argenterie. Elle est, comme dit Maurice Frydland, « de ces femmes que l'on voit dans la métro ». Et c'est toute la différence.

ANNE REY.

* Mercredi 17 novembre, TF 1, 20 h. 30.

« Bande à part »

LA SOLITUDE A VINGT-HUIT ANS

EN cet automne où des enseignantes se suicident, à Reims, à Nice, Gérard Poltoux a planté ses caméras dans un grand ensemble, en banlieue, mais ce n'est pas le vent qui souffle entre les cubes de béton, il a tourné dans un appartement le portrait de Carole, vingt-huit ans, jeune, jolie, mais seule.

Jeune, jolie mais seule, c'est le titre d'une émission de « L'oreille en coin », le week-end de France-Inter ; s'y mêlent des indications dont le couteur sonore évoque Radio-Caroline, où se chante le siècle — Joe, Joe, Homme, Hesse, — et une voix féminine se confie : on fait le procès de sa solitude (l'enfance, la puberté, les premières amours), il s'agit de psychologie, même si tout le dispositif, avec sa défense, évocation du diable, appels des auditeurs par téléphone, est détourné par l'ironie des deux animateurs, Simon Monceau, François Joulia ; il y a là, chaque samedi après-midi, des sanglots étouffés, des rires de parade, des pudeurs et des aveux.

Gérard Poltoux a choisi la lettre de Carole, elle a vingt-huit ans, donc, et elle est enseignante, dans le couloir de France-Inter. Pour la télévision il crée l'image de quelqu'un qui pourrait être celle d'une jeune femme qui se casse un samedi dans le poste de radio ; par la manière dont il a conçu le portrait, il cherche mentalement à en figurer la dimension d'au-delà les mots.

Ainsi, ce jour-là, Carole — seule chez elle, à qui parlerait-elle donc ? — rentre silencieuse dans son appartement, elle allume la radio, Claude Nougaro chante Toulouse, gestes quotidiens devant l'électro-ménager, et puis se coiffe, se maquille, on se demande pourquoi : elle y consacre néanmoins son temps inemployé. La parole viendra. Pour demander à l'agent d'assurance un décal ; pour dire à sa mère, oui, au fond, la pourrals écrire à France-Inter. Mais c'est avant tout un film muet, un peu à la manière des œuvres cinématographiques de Werner Schroeter, où la son est en environnement général qui telescopes l'aspect d'une image particulière. Surtout, c'est à la télévision, cela reste raisonnable. A la fin, Carole pleure. Reflet d'une femme jeune, jolie, mais seule dans une vitre. Qu'attend-elle ? Elle a écrit : « L'amour, peut-être... »

La solitude, explique-t-elle tout ? Et le quotidien, dehors... Il n'y a pas exactement dans les préoccupations de « Bande à part » — qui n'a de godardien que le titre — chaque vendredi sur Antenne 2 — M. E.

* Vendredi 19 novembre, A 2, 18 heures.

La radiodiffusion des années 80

CRÉATION ET INFORMATION DE SECOND ORDRE

Dans un premier article (« Le Monde » daté 7-8 novembre) les incidences possibles de l'évolution des matériels ont été envisagées en tenant compte de la relation dialectique qui existe entre l'évolution des techniques et l'évolution des pratiques. Si la première oriente souvent la seconde, en revanche, l'innovation des créateurs et les besoins des publics induisent certaines recherches techniques. Emile Noël, producteur à France-Culture, aborde aujourd'hui l'autre versant de cette relation, c'est-à-dire les pratiques, à travers deux domaines différents : les radios de service et la radio de création.

par ÉMILE NOËL



On a tendance à ne penser qu'à la radio de « fiction » quand on parle de création radiophonique. C'est une conception très restrictive. A tous les niveaux et dans toutes les formes d'expression radiophonique, il y a création possible : variété, information, document, magazine ou fiction. L'attribution exclusive du titre de radio élaborée à des objets construits de type dramatique est erronée.

Prenons l'exemple du reportage construit dont l'un des aspects les plus abondants peut être l'enquête exhaustive sur un sujet. Ici les temps d'enregistrement, de montage, voire de mixage, sont ou peuvent être considérés séparément. Un simple magnétophone léger suffit au premier temps, et sans doute la qualification de « magnéto-studio » est-elle tout aussi inutile que celle de « caméra-studio ». L'écriture peut se diversifier à l'infini par la conjugaison d'enregistrement-montage-mixage. En fait, il s'agit d'une forme d'expression extrêmement ouverte où tous les styles sont possibles : du téléscopage le plus complexe au simple récit subjectif fait sur place ou rapporté sous forme de témoignage. L'acte radiophonique ainsi conçu se différencie radicalement de la télévision. C'est le domaine de la « parole suggérée », le retour au verbe. S'il est vrai que l'homme est tout entier dans son langage, comme le posent certains de nos jours, le médium spécifique de la parole ne doit-il pas porter une attention très grande au verbe ? Dans la découverte et la redécouverte permanente de la « parole suggérée », fondamentale à la radio, réside sans doute une des clés de l'avenir de celle-ci. Le reporter alors, qu'il soit journaliste, enquêteur, commentateur, animateur artistique sur l'événement, retrouve une dimension créatrice. Quant à savoir si la même qualification professionnelle doit être attribuée au journaliste-reporter et à l'animateur-enquêteur, cela semble du domaine des subtilités superflues ou des manies bureaucratiques.

Au début, la radio s'est contentée d'être le véhicule, plus ou moins satisfaisant d'un message « type fiction ». La radio diffusait des pièces de théâtre comme elle diffusait des concerts. Même la reconstitution de

l'interprétation en studio et les événements commentés d'un récitant — cet inévitable — pour éclairer les « jeux de scène » ne changeaient rien à l'affaire. Puis on a adapté la pièce de théâtre à la radio, et enfin on a logiquement évolué vers des fictions spécifiquement écrites pour la radio. Mais on en reste encore au studio, où une grande partie de la fabrication se situe dans la simulation-imitation de l'environnement sonore réel. C'est pourquoi certains créateurs ont envisagé l'utilisation de l'environnement sonore réel lui-même. Cette pratique prend un sens particulier en stéréophonie, où la spatialisation du « décor sonore » donne non seulement une dimension supplémentaire à l'expression radiophonique, mais — surtout — ouvre sur les richesses encore mal évaluées. C'est dans ce domaine de la fiction que la distance entre les possibilités techniques et leur mise en œuvre est la moins grande.

Matériels légers et fiction

Si on peut établir une distinction relative et provisoire entre « son utile » et « son subtil », on pourrait ici parler de « son document » et « son fiction » : la notion d'« authenticité » pour le premier et celle d'« imagination » pour le second étant les critères de classement, mais leur pertinence est douteuse. Ici, l'expression « magnéto-studio », déjà employée à propos du reportage, s'impose encore plus nettement. L'écriture peut se faire directement sur la bande : ce seront des notes, des éléments, un brouillon, etc. Et, selon le cas, la période montage-mixage correspondra à une simple réécriture ou, au contraire, à une rédaction, une création à partir de simples notes, avec toute une série de modalités intermédiaires possibles. On perçoit alors tout l'arbitraire de la séparation « son document » — « son fiction ». Tout juste peut-on admettre que dans l'élaboration d'un document on a une idée moins précise a priori du son que l'on cherche que dans une œuvre de fiction, et encore ce n'est pas certain.

En fait, que l'analyse radiophonique collective, sans aucun a priori, pour

organiser ensuite, qu'il ait un scénario écrit ou non au préalable, qu'il fasse ou non des enregistrements en fonction du scénario : toutes ces pratiques n'apparaissent plus guère que comme des procédures secondaires propres à la nature du sujet traité ou au tempérament du créateur. En revanche, la légèreté des matériels d'enregistrement est la condition commune et indispensable à l'existence de toutes ces procédures, si diverses soient-elles.

Les services

C'est un deuxième domaine où les pratiques semblent actuellement en recherche d'évolution. La notion de « radio-services » recouvre en fait des choses très différentes. La manie des étiquettes tendrait à en faire une forme particulière de radio, comme si ce moyen de communication n'était pas en lui-même un service ; ce qu'on reconnaît d'ailleurs quand on parle de « service public ». Il y a aussi une tendance à exprimer des différences entre les « services » sur la « radio populaire » et ceux sur les « programmes culturels ».

Les radio-services des chaînes de grands écoute sont généralement assez bien connus. Tous ces « services », pour intéressants qu'ils soient, sont limités, cloisonnés et étanches les uns par rapport aux autres. Il est significatif que les responsables de ces différents « services » n'ont pratiquement aucun rapport entre eux.

Quant aux radio-services dits culturels, ils cherchent leur voie et, d'une façon générale, suscitent de l'intérêt. Plus d'intérêt dans l'auditoire que chez les responsables de programmes, il faut bien le constater. La difficulté est grande d'éviter la démagogie. On sait toute la supercherie qu'il y avait à prétendre qu'on offre à l'auditoire de s'exprimer dans nos grands systèmes de diffusion.

Cela reste vrai même quand il s'agit pour l'auditeur de poser une question. Et la réponse ou les éléments de réponse à l'antenne posent un problème. A quel degré d'information doit-on les situer ? La question posée, le titre par un ou plusieurs auditeurs, est-elle représentative ? Il faut que la réponse

présente toutes les qualités d'une bonne orientation de recherche ; celle-ci doit pouvoir rester personnelle, bien que s'adressant à un auditoire plus général. Il s'agit donc d'une « réponse-littéraire », où chacun doit trouver son chemin. En ce qui concerne la forme, le double problème porte sur la définition d'un langage compréhensible sans vulgarisation et procédant d'une logique transmissible, compte tenu des moyens de la communication ; cela suppose la question posée par enregistrement public, téléphone ou courrier, et la réponse donnée par des vecteurs de même nature. Les difficultés de développement de ces services sont surtout d'ordre pratique : budget, locaux, téléphones, documentation, etc. On fait généralement valoir à l'encontre de ces entreprises qu'elles débordent la mission d'un organisme de radiodiffusion.

D'autre part, peut-on raisonnablement séparer une radio de services qui serait culturelle d'une autre radio de services qui ne le serait pas ? Doit-on admettre qu'à côté d'une radio de « qualité » qui s'adresserait à l'intellect et à l'affectivité, il existe une radio « de second ordre » qui renseignerait sur la manière de remplir sa feuille d'impôts, de Sécurité sociale, d'éviter les plaques de verglas sur la route, de laver ses casseroles ou de choisir un fromage ? Les manières de tenir sa fourchette, de marcher, de dormir, de vivre sa relation à l'autre appartiennent à la culture. Et la radiodiffusion n'est-elle pas un des moyens de communication dont notre société dispose pour intégrer tous ces éléments de sa propre culture ?

Une radio de services ne peut perdre de vue que son premier souci doit être de stimuler la prise de conscience, la réflexion personnelle, les choix individualisés. L'autonomie dans les choix mineurs détermine souvent l'autonomie pour les options majeures. A cet égard il n'existe pas de « petits » et de « grands » services. Ce n'est pas dans la nature des contenus traités par ces radio-services que la présence culturelle se révèle mais bel et bien dans le mode par lequel circulent les questions et les réponses. A ce propos, on parle beaucoup de radios locales.

Les écrans de l'étranger

LIBRE EXPRESSION, LIBRE ENTREPRISE
POUR UN JUGE AMÉRICAIN

De notre correspondant

UN juge fédéral à Los Angeles a établi que « l'heure familiale » adoptée par les trois chaînes nationales de télévision violait le premier amendement de la Constitution (qui a trait à la liberté d'expression) et, par conséquent, était en contradiction avec la loi. D'un commun accord, la C.B.S., la N.B.C. et l'A.B.C. avaient décidé en septembre 1975 de ne projeter, entre 19 et 21 heures, aucun programme à contenu sexuel ou violent. Cette mise au banc de l'immoralité sur le petit écran à l'heure du dîner résultait de la pression croissante d'organisations familiales, religieuses et même politiques. Viablement, le public s'estimait saturé de violence et de sexe. Certains maîtres, comme M. Daney, de Chicago, avaient déjà pris des mesures sur le plan local pour interdire certains programmes jugés nocifs pour les jeunes. Des piquets de grève avaient fait leur apparition à l'entrée des studios de télévision dans plusieurs grandes villes et, prenant le vent, nombre de firmes de publicité à Madison Avenue avaient réduit dans leurs flashs publicitaires le niveau de violence et de sexualité.

Cependant, en octobre 1975, l'Association des auteurs, des producteurs et des metteurs en scène avait attaqué les trois chaînes précitées en justice : « l'heure familiale » (une heure qui dure vingt minutes) constituait, selon eux, une forme de censure. Dans un document de deux cent trente-cinq pages, le juge de Los Angeles, M. Ferguson, explique sa décision : « Si l'heure familiale » continue à être imposée, cela doit être en raison des décisions prises individuellement et séparément par chacune des trois chaînes et non pas à la suite de pressions gouvernementales. Si le gouvernement veut inter-

venir dans la réglementation des programmes télévisés, il doit le faire, non pas dans le cadre de discussions à huis clos, mais en conformité avec les procédures administratives prévues par la loi ».

La F.C.C. (Commission pour les communications fédérales) avait, en effet, passé de tout son poids sur les trois chaînes pour qu'elles auto-censurassent « l'heure familiale » : la guilde des metteurs en scène américains exige à présent la démission de M. Richard Wiley, président de la F.C.C. D'ailleurs, la décision du juge de Los Angeles provoque à New-York, siège des quartiers généraux de N.B.C., A.B.C. et C.B.S., une véritable tempête. Elle pose, en outre, un problème dont on ne voit pas la solution. En l'absence d'une véritable censure gouvernementale, l'industrie cinématographique et celle de la télévision, contraintes de tenir compte des normes morales admises du public, se sont toujours « réglementées » elles-mêmes, se sont en quelque sorte auto-censurées. Cette autocensure, pratiquée avec un excès de zèle pendant longtemps, s'était peut-être trop relâchée, mais elle reflétait dans l'ensemble la moralité moyenne ambiante. En déclarant illégale la « self-regulation » sous prétexte qu'elle viole la liberté d'expression tout en répudiant par la même occasion toute forme de contrôle gouvernemental des médias, le juge Ferguson abat d'un seul coup toutes les digues capables d'arrêter le flot de violence et de sexe que les « marchands de films », mus par le seul appât du gain, jettent sur le marché. Il n'y a plus, du coup de code moral en vigueur sur les ondes, et le droit à la libre expression vient de prêter main-forte à celui de... libre entreprise.

LOUIS WIZNITZER.

Le budget des sociétés en 1977

CRÉER POUR 15 MILLIONS

L'État budgétaire verra-t-il comme l'an passé les parlementaires qui ont voté la loi du 7 août 1974 en dénonçant les effets, la mauvaise qualité des programmes, notamment, et l'emprise des sondages, c'est-à-dire de la publicité ? Le rapport de M. Joel Le Tac, député U.D.R. de Paris peut le laisser penser. S'il note que la gestion est devenue « plus rigoureuse qu'auparavant sur le plan financier notamment », il conclut en revanche que « la qualité des programmes, au moins jusqu'à ces derniers mois, a laissé beaucoup à désirer par rapport à ce qui se faisait du temps de l'Office, en particulier, dans le domaine de la création. Les téléfilms américains, trop souvent de bas niveau, ont envahi nos écrans, les jeux et les sempiternels débats constituant l'essentiel du maigre « festin d'images offert aux téléspectateurs ».

Le gouvernement attend du prélèvement de la redevance — dont le montant a été porté à 162 F (+ 4,2 %) pour le noir et blanc et à 243 F (+ 4 %) pour la couleur, c'est-à-dire des tarifs publics qui augmentent, malgré le plan Barre — un produit net de 2 milliards 367 millions de francs, en progression de 13,93 %, par rapport à 1976, à peine plus que la moyenne du budget de l'Etat. Dans ces conditions peut-on espérer vraiment du neuf pour 1977, compte tenu de la politique menée actuellement par les chaînes ? Le député socialiste de la Drôme, M. Georges Filhoux a remarqué en disant une comparaison entre les comptes d'exploitation 1974 (O.R.T.F.) et les comptes actuels des sociétés, que si les dépenses de personnel étaient équivalentes, les sommes consacrées à la fabrication des programmes baissent.

Pour concilier l'organisation libérale, mise en place par la loi du 7 août 1974, et les recommandations faites par l'Etat au printemps dernier sur les

questions de la création — en réponse à une visite du réalisateur Jean-Christophe Averty — une somme de 15 millions de francs est attribuée directement à chaque chaîne et doit être affectée à « un effort de diversification des émissions et de renouvellement des talents » ; on peut s'interroger sur le sens qu'attribuent les chaînes à cet engagement et des ambiguïtés qu'entretiennent le mot « création », mais en volume, les recommandations présidentielles sont respectées, ce sont les présidences des chaînes elles-mêmes qui en ont déterminé, en revanche les questions déontologiques portant en particulier sur les cumuls de fonctions demeurent en suspens.

Il est intéressant au demeurant de confronter le « précepte » de 15 millions de francs qui doit encourager la création — il représente moins de 5 % des budgets de TF1 et d'A2 — et le montant que reçoivent chaque chaîne : TF1, 301 millions ; A2, 394 millions ; FR3, 351 millions. La publicité, d'autre part, représentera 61,5 % des ressources de la première chaîne et 50,7 % de celles de la deuxième (écart corrigé par un transfert de redevance de 15 millions entre TF1 et A2 afin de mieux équilibrer les deux types de recettes).

Outre les encouragements à la création, les attributions préétablies — où le gouvernement répartit la redevance sans tenir compte des clés de répartition reposant sur les sondages d'audience et les notes de qualité — représenteront à 143 millions : 21 millions vont à TF1, 62 millions pour financer le coût de l'utilisation du réseau de FR3 ; 20 millions à A2, dont 5 millions pour financer la liaison par satellite avec le Pacifique ; 83 millions à T.D.F. — M. E.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF1 : 15 h. Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret présente une édition à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF1 dernière. Pour les jeunes : « Les Inks », de Claude Fierand (le mercredi, 17 h. 30).

A2 : 13 h. (les samedis et dimanches), le journal du week-end ; 14 h. 30, « Flashs » (sauf les samedis et dimanches) ; 18 h. 30 (sauf les samedis et dimanches), le journal d'Hélène Vidi ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Patrick Poivre d'Arvor, les samedis et dimanches) ; vers 23 h. Dernière édition.

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision les signes (*) renvoient à la rubrique « Écouter, voir », aux articles de première page de l'entente : (E) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie ; (TF) les émissions de TF1 relayées en province par FR3.

FR3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.).

A2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF1 : 9 h. 30 (le dimanche), La source de vie ; 10 h. Présence prémonitrice ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur : questions à propos de « Dieu est Dieu, nom de Dieu », de M. Clavel ; le centre pastoral Halles-Beaubourg (le 16) ; « Monseigneur Pouget » (le 23) ; 11 h. messe à l'église Saint-Méry, à Paris (le 16) ; à l'église Saint-Pierre-de-Liens, de Bourges-sur-Joine (le 23).

Écouter, voir

ATELIER DE CRÉATION
RADIOPHONIQUE : RIEN.

— Dimanche 14 novembre, France-Culture, 20 h. 40.

Harold Portnoy a travaillé pendant une année pour faire parler les gens, des gens très différents, de « rien », de ce que cela signifiait pour eux ce mot, « rien ». Ils ont dit beaucoup. Et de l'idée du néant sont venues des paroles, des émotions : confidences sur la vie personnelle, professionnelle, réflexions sur les problèmes institutionnels, questions sur la société. Un « tremplin pour le vide » ; une émission pleine de choses.

MAGAZINE : CHEFS-
D'ŒUVRE EN PÉRIL. LES
ABBAYES DE NORMAN-
DIE.

— Dimanche 14 novembre, A 2, 23 h. 15.

Interdit d'antenne en octobre 1975, à la suite d'une décision conjointe du président-directeur général de l'O.R.T.F. et de M. Maurice Druon, alors ministre des affaires culturelles, le magazine de Pierre de Lagarde refait son apparition, le dimanche soir à une heure tardive. Cette émission présente la Normandie de l'An Mil, celles des grandes abbayes. Parmi celles-ci, beaucoup, victimes de la Révolution et de l'insure du temps, se dégradent. A Cerisy-la-Salle, à Hambye, à Lessay, au Bec-Hellouin, des efforts de restauration ont été menés à terme. Restent d'autres vestiges... Pierre de Lagarde reprend sa croisière photographique pour la conservation du patrimoine architectural.

APRÈS-MIDI DE FRANCE.
CULTURE : AVEC LAW-
RENCE DURELL.

— Lundi 15 novembre, France-Culture, 15 heures.

En avant-première de la publication de *Monsieur ou le Prince des ténèbres*,

début d'un nouveau cycle romanesque, Jean Montalbetti reçoit Lawrence Durrell comme « invité du lundi » des après-midi de France-Culture. Cette émission de deux heures comprendra un portrait sous forme d'instantanés, un débat sur les thèmes de *Monsieur ou le Prince des ténèbres*, plusieurs rencontres entre l'écrivain et les habitants de son village de Sommières, dans le Gard, d'ant un dialogue avec Ludo Chardeon, spécialiste des plantes. Enfin, ce sera l'occasion de découvrir Oscar Epit, pseudonyme de Durrell aquatilliste, avec la participation de Marthe Nochy.

SOCIOLOGIE : LES SON-
DAGES.

— Mercredi 17 novembre, TF 1, 22 heures.

De la préparation du questionnaire au dépouillement des réponses Jacques Mousseron et Bernard Guillon ont suivi les étapes successives de la confection d'un sondage. Réalisée en collaboration avec des spécialistes de l'IFOP et de la SOPS, cette deuxième émission sur l'opinion publique est une explication des techniques, des méthodes utilisées pour établir chiffres et pourcentages des sondages. Instruments de mesure de l'opinion. A Sers, un enquêteur, une enquêteuse interrogent les habitants... Leurs réponses serviront de référence à une étude sur le niveau de vie.

THÉÂTRE : DOMMAGE
QUELLE SOIT UNE PU-
TAIN.

— Vendredi 19 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Enceinte de son frère Giovanni, Annabella épouse Soranzo. Constatant la folie, celui-ci, prépare sa vengeance. Giovanni le devance, il tue sa sœur et amante, assassine son rival avant de tomber lui-même sous les coups du valet Vasquez. Cette pièce de l'auteur élisabéthain John Ford a été accueillie avec enthousiasme à Ivry et dans les maisons de la culture en 1974. La mise

en scène de l'Américain Stuart Seide a été recréée pour la télévision, avec les acteurs de la troupe du « KKL », des spécialistes du répertoire shakespearien.

MAGAZINE VENDREDI :
FIDÈLE ? INFIDÈLE ?

— Vendredi 19 novembre, FR 3, 20 h. 30.

La fidélité conjugale reste pour plus de 50 % des Français la condition du bonheur du couple. Car le mariage reste une valeur sûre, même si, çà et là, on tente de vivre en communauté ou, plus fréquemment, de pratiquer l'union libre. Cette volonté d'être ensemble quel qu'il arrive et quelle que soit la durée du bail est-elle un vestige d'une société qui n'existe plus, celle de nos grands-parents ? Des couples récents, ou plus anciens, témoignent, s'interrogent sur l'adultère et ses délices éphémères, sur la jalousie et la trahison. M. Lévy, avocat au barreau de Paris, condamne le crime passionnel, François Chatelet donne son opinion de philosophe et la romancière Annie Leclerc cherche des solutions pour un meilleur équilibre entre l'homme et la femme au sein du couple. L'enquête de Francis Bouchet et Loly Clerc éclaire un problème qui n'est pas si nouveau.

VARIÉTÉS : ZOUC OU LE
MIROIR DES AUTRES.

— Vendredi 19 novembre, TF 1, 22 h. 10.

Elle occupe l'espace, tout en noir, assise sur une chaise, ou gesticulant à côté de cette chaise, « la grosse » qui a maigri, Zouc, fait saillie comble au Théâtre de la Ville. Six ans après *l'Alibou*, créé à la Vieille-Grille, café-théâtre exip, Zouc présente maintenant son *Alibou*. Avec ses silences, ses grimaces et son humour sur les petites choses dérisoires elle a pris sa place parmi les comiques. Quelques-uns de ses sketches ont été filmés pour cette émission et Zouc, dans son pays, la Suisse, raconte qui elle est.

Les films de la semaine

ASSASSINS ET VOLEURS
de Sacha Guitry.

— Dimanche 14 novembre, A 2, 14 h. 50.

Jean Poirot, homme du monde neurasthénique, raconte sa vie à Michel Serault, cambrioleur aburi, avant que celui-ci ne le tue, à sa demande. L'histoire ne finit pas du tout comme prévu. Elle est forcément amoral, débordante d'humour noir et prestement enlevée par les acteurs que Guitry aimait choisir et diriger.

TARZAN ET LES SI-
RENES, de Robert Florey.

— Dimanche 14 novembre, TF 1, 17 h. 25.

Pour la dernière fois, Johnny Weissmüller est Tarzan. Après quinze ans d'exercice, il est un peu épuisé, mais toujours efficace ; et ce film n'est pas le moins spectaculaire d'une série qu'on redécouvre sur FR 3 depuis quelques temps.

QUEIMADA, de Gillo
Pontecorvo.

— Dimanche 14 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Une île des Antilles, en 1815 et 1825, Marlon Brando manipule les Noirs pour assurer les intérêts commerciaux des compagnies sucrières anglaises. Action romanesque, décor exotique et allusions à des problèmes contemporains : impérialisme, colonialisme, libération des peuples sous-développés. La fable, politique, est portée par un film d'aventures réussi.

LA BELLE DE SAIGON,
de Victor Fleming.

— Dimanche 14 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Pour retrouver Jean Harlow, la star aux cheveux blond platine, qui fit une ascension fulgurante au début du parlant et mourut brutalement en 1937, après avoir lancé un nouveau « sex-appeal ». Ce film où le thème du « triangle amoureux » et de l'adultère bourgeois refluent dans une atmosphère exotique met en valeur ses traits physiques, mais elle apporte à son personnage de prostituée au grand cœur plus d'humour que de conviction.

LA NUIT DU CHASSEUR,
de Charles Laughton.

— Lundi 15 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Dans cet unique film qu'il ait réalisé, Charles Laughton, monstre sacré de l'écran, a laissé à Robert Mitchum le soin d'exprimer ses fantasmes. La vieille lutte entre le bien et le mal passe par les chemins les plus étranges, ceux des *Chants de Maldoror* en particulier. L'aventure de deux enfants poursuivis par le loup-garou Mitchum et

protégés par Lillian Gish, mère-grand armée d'un fusil, est un inquiétant et fascinant voyage aux profondeurs du subconscient et de la vie infantile.

RIVALITÉS, d'Edward
Dmytryk.

— Lundi 15 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Un drame de famille (inspiré peut-être bien du fait divers scandaleux dont la fille de Lana Turner fut l'héroïne) au scénario trop compliqué, à la mise en scène très conventionnelle. Se réduit, en fait, à une rivalité d'actrices célèbres : Bette Davis et Susan Hayward, s'affrontant, se déchirant avec de grands effets. Ce qui permet à Dmytryk un festival de misogynie.

M. SMITH AU SÉNAT,
de Frank Capra.

— Mardi 16 novembre, A 2, 20 h. 30.

Un candidat chef de boy-scouts, que des politiciens véreux ont pris comme homme de paille, joue les bon Quichottes à démant de Washington. Tout Capra, avec son sens aigu de la satire humoristique, son idéalisme, sa fidélité aux grands principes de la démocratie américaine, est dans cette comédie, drôle et généreuse, typique aussi de l'ère rooseveltienne. La scène du discours de M. Smith (Jonas par un James Stewart constamment remarquable) est un morceau d'anthologie.

TARZAN TROUVE UN
FILS, de Richard Thorpe.

— Mardi 16 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Tarzan et Jane adoptent un bébé perdu dans la jungle, sans doute pour que le mythe se perpétue comme il a commencé, car ce couple ne peut pas avoir un enfant comme tout le monde. Il y a, dans cette série, un mouvement cyclique. Les mêmes aventures recommencent dans le même univers hollywoodo-africain, illustration poétique d'une nature sauvage où la civilisation des hommes blancs ne fait qu'apparaître le trouble. On ne s'en lasse pas.

ON ACHÈVE BIEN LES
CHEVAUX, de Sidney Pollack.

— Jeudi 18 novembre, A 2, 20 h. 30.

Brillante et fidèle adaptation du roman d'Horace Mc Coy. Retour aux années 30 et à la grande dépression économique qui ravagea les États-Unis jusque dans les plus simples valeurs de vie. Tableau infernal, insupportable, des « marathons de la danse », de la dégradation imposée à l'homme par le chômage et la misère. Dramatique interprétation de Jane Fonda et Michael Sarrazin.

LES QUATRE CAVALIERS
DE L'APOCALYPSE, de Vi-
cente Minnelli.

— Jeudi 18 novembre, FR 3, 20 h. 30.

« Remake », d'après le roman de Blasco Ibañez, d'un ancien succès du cinéma muet (avec Rudolph Valentino). Le plus surprenant est qu'il ait été tourné par Minnelli, car il y a tout un monde de cette grande fresque historique à la comédie musicale et au drame psychologique, spécialités du cinéaste. On ne peut pas dire que ce soit réussi, il y a trop de médias dans l'épopée, et la reconstruction de Paris sous l'occupation allemande est entachée d'invasivité. Mais Minnelli a fait de ce sujet ambitieux l'histoire d'un décor progressivement envahi puis désintégré par des forces étrangères : la discorde, la guerre, la folie. Et c'est cela qui est intéressant.

L'ESCAPADE, de Michel
Soutter.

— Vendredi 19 novembre, A 2, 22 h. 50.

Escapade conjugale, double inconstance, double crise sentimentale. C'est moins vendeuse à la suisse que figures de ballet sur les motifs : l'amour, le bonheur, la vie à deux. Un monde légèrement décalé par rapport au réel comme l'était celui de Raymond Queneau. Rien n'est prévisible et tout est important. L'humour arrive quand on ne s'y attend pas, et c'est de plus, délicatement féministe. Un œuvre essentielle pour la connaissance de Michel Soutter.

LA PRINCESSE D'EBOLI,
de Terence Young.

— Dimanche 21 novembre, TF 1, 17 h.

La princesse d'Eboli était borgne et c'est pourquoi Olivia de Havilland, un œil masqué d'étoffe noire, ressemble un peu à un corsaire. Quant à la passion despotique du roi d'Espagne Philippe II pour la dame et les péripéties qu'elle engendra, on s'en souvient fort peu. Le scénario est anémique et le film se traîne dans des décors typiques sans arriver à décoller de l'imagerie historique conventionnelle.

LA FEMME ET LE PAN-
TIN, de Josef von Sternberg.

— Dimanche 21 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Ce dernier film de l'association Sternberg-Marlene Die-

trich est devenu extrêmement rare et c'est pourquoi il ne faut pas le manquer. Le mythe de Marlene vu par son « créateur » atteint ici son apogée esthétique. Dans les décors artificiels d'une Espagne au baroque exagéré, vêtue d'extravagantes toilettes, apparaissant comme une idole dans les serpents et les confetti d'un carnaval déchaîné, Marlene est une superbe abstraction, l'image du pouvoir sadique de la femme faisant subir mille tourments amoureux à un adorateur vieillissant qui ressemble, d'ailleurs, à Sternberg. Un poème baudelaire qui est, peut-être, l'histoire des rapports de la vedette et du metteur en scène, qui est, en tout cas, le chef-d'œuvre, jadis méconnu, d'un art starnbergien du cinéma.

QUI 7, de Leonard Keigel.

— Dimanche 21 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Jeux de l'amour, du crime et de la mort dans un suspense où l'on retrouve les ressorts dramatiques et les fausses pistes chères à Hitchcock. Cet « à la manière de » débridé, où Romy Schneider est à la fois séduisante et inquiétante, est réalisé avec beaucoup de savoir-faire et tient en haleine jusqu'à une fin qui rappelle celle de *Flem Solais*, de René Clément, dont Leonard Keigel fut l'assistant.

PIÈGE AU GRISSI, de
Burt Kennedy.

— Lundi 22 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Un film policier noir, violent et dur sur le rôle que joue l'argent dans la société américaine et sur la manière de le gagner. Densité sociale des interprètes.

M. 15 DEMANDE PRO-
TECTION, de Sidney Lumet.

— Lundi 22 novembre, FR 3, 20 h. 30.

D'après un roman de John Le Carré, une histoire d'espionnage où le monde des agents secrets est démythifié. Complexité psychologique et désenchantement, pas de héros mais des fonctionnaires avançant prudemment dans un univers feutré, inquiétant, marqué par la trahison. Mise en scène efficace.

TÉLÉTHÈQUE DE CHAILLOT

DU 16 AU 20 NOVEMBRE (PROGRAMME UNIQUE) : 15 h. Entretien, Louis Ferdinand Céline, de Pierre Dumayet ; 15 h. 30, « L'art et les hommes », Caillet, le mécanisme de l'espèce, de J.-M. Drot ; 16 h. « Théâtre d'aujourd'hui », *Macbeth*, de L. de Guyencourt, réal. J.-Ch. Lagneau ; 16 h. 45, Essai, *Ubu roi*, réal. J.-Ch. Averty.

RADIO-TELEVISION

Samedi 13 novembre

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Numéro un... N. Peyrac ; 21 h. 30, Sports : Match Reims ; 22 h. 30, Sports : Championnat d'Europe de volley-ball.

CHAÎNE II : A2

20 h. 30, Dramatique : Le Lazun de la Grande Mademoiselle, d'A. Castelot, réalisation

Y.-A. Hubert, avec M. Duchaussoy, F. Seigner, J. Dumesnil.

Les tribulations d'un cadet de Gascogne qui ont la malchance de pleurer et la cuisine personnelle d'Henri 17. Il paraît qu'il ne s'agit pas d'histoire romanesque.

22 h. 5, Magazine : Les gens heureux ont une histoire ; 22 h. 45 (●), Variétés : Drôle de baraque.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R), Comédie-Française : « L'École des femmes », de Molière, réal. R. Bouleau, avec I. Adjani, B. Blier, R. Rimbaud, M. Luccioni.

FRANCE-CULTURE

20 h. 5, La Danse des turpitudes (deuxième partie), de R. Ménard, avec M. Vitold, C. Hubeau, M. Barthelemy ; 21 h. 55, Ad libitum ; 22 h. 5, La fugue du samedi ou mi-fugue, m'insais ; 22 h. 50, Pétrole.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Echanges internationaux de Radio-France : « Les bijoux de Madame » (Wolff-Perrault), par les chœurs et l'orchestre symphonique de la S.B.C., direction A. Aréas, avec H. Howell, J. Winfield, A. Turp ; 23 h. (●), Vieilles cires : Solomon, pianiste ; « Sonata n° 35 » (Haydn) ; « Variations et fugues sur un thème de Haydn » (Brahms) ; « Berceuse et ré-bénédict majeur » (Chopin) ; 0 h. 5, Les post-modernes américains.

Dimanche 14 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15 (III), Émissions philosophiques et religieuses ; 12 h. (III), Le magazine du dimanche ; 13 h. 30 (III), Vite le cirque ; 14 h. (III), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30 (III), Sports : Direct à la une ; 17 h. 40 (R), Film : « Tarzan et les sirènes », de R. Florey (1947), avec J. Weissmuller, B. Joyce, L. Christian, F. Wagner (N.).

Un aventurier, qui se fait passer pour le dieu d'une peuplade africaine, veut épouser une jeune indigène. Elle s'enfuit. Tarzan vient à son aide.

18 h. 45, Feuilletton : Les jours heureux ; 19 h. 15, Les animaux du monde. 20 h. 30 (R), Film : « Quelqu'un de bien », de G. Pontecorvo (1963), avec M. Brando, E. Marqués, R. Salvatori, J. Lyons. Au début du dix-neuvième siècle, dans une île des Antilles, un agent du gouvernement britannique poursuit les Noirs à la révolte contre les Espagnols afin d'assurer le monopole de la canne à sucre à des compagnies sucrières anglaises.

22 h. 20, Les élections partielles : premiers résultats ; 22 h. 40 (●), Séries... Heureux comme Dédé en France, par N. Lidenstein. Enquête sur la communauté juive en France.

CHAÎNE II : A2

10 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 11 h. La télévision des téléspectateurs en super-8 ;

CHAÎNE III : FR 3

16 h. 15, Magazine : Des animaux et des hommes ; 17 h. 5, Résultats sportifs ; 17 h. 10, Jeu : Chacun chez soi (finale) ; 18 h. 5, Série : Super Jaimie ; 19 h. Stade 2.

20 h. 30, Variétés : Récital (Marie Laforêt) ; 21 h. 25, Les élections partielles : premiers résultats ; 22 h. (●), Série soviétique : Les ombres disparaissent à midi ; 23 h. 15 (●), Chef-d'œuvre en partit : Les abbayes de Normandie.

CHAÎNE III : FR 3

11 h. A. Écrans ouverts ; 11 h. 30, Immigrés parmi nous ; 17 h. 35, Pour les jeunes : Colargol ; 17 h. 50 (R), Série : Méditerranée (famille) ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h. Magazine Hexagonal : Faux et usages de faux ; 20 h. 5, Feuilletton : Flèche noire.

20 h. 30, Portrait : L'homme en question... Le professeur Laborit ; 21 h. 30, Aspects du court métrage français ; 22 h. 30 (R), (●), Cinéma de minuit (cycle de l'âge d'or hollywoodien (1932-1945) : « La Belle de Saigon », de Y. Fleming (1933), avec C. Gable, J. Harlow, G. Raymond, M. Astor (v.o. sous-titrée, N.).

Une blonde prostituée échoue dans la maison d'un planteur de caoutchouc. Elle s'éprend de lui, mais il lui préfère, au temps, la femme vertueuse de son assistant.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... L'imagination économique aux temps médiévaux ; à 8 h. 22, Alexandre : le rêve du Dieu soldat ; à 8 h. 30, Échec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Partit pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h. Pétrole ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Empire », de J. Ester, 15 h. 2 (●), Les apports de France-Culture... L'invité du lundi : Lawrence Durrell ; 18 h. 2, Musique plurilingue ; 18 h. 30, Feuilletton : « La Jungle » ; 19 h. 25, Présence des arts ; 19 h. 55, Pétrole ;

20 h. 5, L'homme qui voulait être un chien, d'E. Dessarre, avec R. Varré, P. Privat, J. Pamiès ; 21 h. 10, « L'autre scène » ou « Les Vivants et les Morts » ; 22 h. 30, La danse contemporaine ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Pétrole.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade ; 8 h. Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h. En direct du Théâtre d'Orsay : concert avec M. von Esmond, baryton, T. Koopman, clavecin, R. Van der Meer, violoncelle (Schubert, Haydn, Purcell, Bach, Haendel) ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra bouffon ;

13 h. 45, Petites formes ; 14 h. La tribune des critiques de disques : « Tosca » (Puccini) ; 17 h. Le concert éphémère de J. Messiaen, Debussy, Mozart, Bernstein, Brahms, Ligeti ; 19 h. La route des jongleurs ; 19 h. 25, Jazz vivant ;

20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France : Semaines musicales de Zurich 76... Orchestre de la Tonhalle, direction K. Boehm ; « Symphonie n° 2 » (Schubert) ; « Symphonie n° 2 » (Brahms) ; 22 h. Cycle de musique de chambre (Mozart) ; 0 h. 5, Concert extra-européen ; 1 h. 15 (●), Tréva, De l'Égypte au Maroc.

Lundi 15 novembre

CHAÎNE I : TF 1

10 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30 (●), (R), La caméra du lundi, « La Nuit du chasseur », de Ch. Laughton (1955), avec R. Mitchum, Sh. Winters, L. Gish, B. Chaplin, S.J. Bruce (N.).

Un policier féroce, qui a plusieurs meurtres sur la conscience, s'efforce de capturer un tueur en série pour s'emparer d'une somme d'argent.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chantiers et musiciens des rues ; 14 h. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30, L'île aux enfants ; 15 h. 35, Pour chaque enfant ; 15 h. 40, L'île aux enfants ; 15 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 16 h. 45, Une minute pour les femmes ; 17 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

Mardi 16 novembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chantiers et musiciens des rues ; 14 h. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30, L'île aux enfants ; 15 h. 35, Pour chaque enfant ; 15 h. 40, L'île aux enfants ; 15 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 16 h. 45, Une minute pour les femmes ; 17 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : le club d'Ulysse ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Un mouvement étudiant (ANEF) ; 20 h. Les Jeux de 20 heures. 20 h. 30, Variétés : Récital (Marie Laforêt) ; 21 h. 25, Les élections partielles : premiers résultats ; 22 h. (●), Série soviétique : Les ombres disparaissent à midi ; 23 h. 15 (●), Chef-d'œuvre en partit : Les abbayes de Normandie.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... L'imagination économique aux temps médiévaux ; à 8 h. 22, Alexandre : le rêve du Dieu soldat ; à 8 h. 30, Échec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Partit pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h. Pétrole ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Empire », de J. Ester, 15 h. 2 (●), Les apports de France-Culture... L'invité du lundi : Lawrence Durrell ; 18 h. 2, Musique plurilingue ; 18 h. 30, Feuilletton : « La Jungle » ; 19 h. 25, Présence des arts ; 19 h. 55, Pétrole ;

20 h. 5, L'homme qui voulait être un chien, d'E. Dessarre, avec R. Varré, P. Privat, J. Pamiès ; 21 h. 10, « L'autre scène » ou « Les Vivants et les Morts » ; 22 h. 30, La danse contemporaine ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Pétrole.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade ; 8 h. Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h. En direct du Théâtre d'Orsay : concert avec M. von Esmond, baryton, T. Koopman, clavecin, R. Van der Meer, violoncelle (Schubert, Haydn, Purcell, Bach, Haendel) ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra bouffon ;

13 h. 45, Petites formes ; 14 h. La tribune des critiques de disques : « Tosca » (Puccini) ; 17 h. Le concert éphémère de J. Messiaen, Debussy, Mozart, Bernstein, Brahms, Ligeti ; 19 h. La route des jongleurs ; 19 h. 25, Jazz vivant ;

20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France : Semaines musicales de Zurich 76... Orchestre de la Tonhalle, direction K. Boehm ; « Symphonie n° 2 » (Schubert) ; « Symphonie n° 2 » (Brahms) ; 22 h. Cycle de musique de chambre (Mozart) ; 0 h. 5, Concert extra-européen ; 1 h. 15 (●), Tréva, De l'Égypte au Maroc.

Mercredi 17 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 (III), Émission du C.N.D.P. (reprise de 12 h. 15) ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chantiers et musiciens des rues ; 14 h. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30, L'île aux enfants ; 15 h. 35, Pour chaque enfant ; 15 h. 40, L'île aux enfants ; 15 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 16 h. 45, Une minute pour les femmes ; 17 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : le club d'Ulysse ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Un mouvement étudiant (ANEF) ; 20 h. Les Jeux de 20 heures. 20 h. 30, Variétés : Récital (Marie Laforêt) ; 21 h. 25, Les élections partielles : premiers résultats ; 22 h. (●), Série soviétique : Les ombres disparaissent à midi ; 23 h. 15 (●), Chef-d'œuvre en partit : Les abbayes de Normandie.

20 h. 30, Émission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi premier ; 13 h. 30 (III), Réponse à tout ; 13 h. 45 (III), Série : Maîtres et valets ; 14 h. 5, A la bonne heure ; 14 h. 35, Pour chaque enfant ; 14 h. 40, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Feuilletton : Anne leur après four ; 15 h. 45, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien ! raconte.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... L'imagination économique aux temps médiévaux ; à 8 h. 22, Alexandre : le rêve du Dieu soldat ; à 8 h. 30, Échec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Partit pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h. Pétrole ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Empire », de J. Ester, 15 h. 2 (●), Les apports de France-Culture... L'invité du lundi : Lawrence Durrell ; 18 h. 2, Musique plurilingue ; 18 h. 30, Feuilletton : « La Jungle » ; 19 h. 25, Présence des arts ; 19 h. 55, Pétrole ;

20 h. 5, L'homme qui voulait être un chien, d'E. Dessarre, avec R. Varré, P. Privat, J. Pamiès ; 21 h. 10, « L'autre scène » ou « Les Vivants et les Morts » ; 22 h. 30, La danse contemporaine ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Pétrole.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade ; 8 h. Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h. En direct du Théâtre d'Orsay : concert avec M. von Esmond, baryton, T. Koopman, clavecin, R. Van der Meer, violoncelle (Schubert, Haydn, Purcell, Bach, Haendel) ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra bouffon ;

13 h. 45, Petites formes ; 14 h. La tribune des critiques de disques : « Tosca » (Puccini) ; 17 h. Le concert éphémère de J. Messiaen, Debussy, Mozart, Bernstein, Brahms, Ligeti ; 19 h. La route des jongleurs ; 19 h. 25, Jazz vivant ;

20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France : Semaines musicales de Zurich 76... Orchestre de la Tonhalle, direction K. Boehm ; « Symphonie n° 2 » (Schubert) ; « Symphonie n° 2 » (Brahms) ; 22 h. Cycle de musique de chambre (Mozart) ; 0 h. 5, Concert extra-européen ; 1 h. 15 (●), Tréva, De l'Égypte au Maroc.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations tous les heures) ; 5 h. La nuit à la une ; 7 h. Gérard Sire ; 9 h. 10, Le magazine de Pierre Bouziller ; 10 h. Ses à malices (samedi) ; Questions pour un samedi ; 11 h. Anne Gaillet ; 12 h. Rétro-ondes ; 13 h. (●) Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche) ; L'oreille en coin ; 15 h. L'heure de musique classique ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Danse ; 19 h. Journal ; 20 h. 10, Marche ou rêve (samedi) ; La tribune de l'économie ; dimanche : Le masque et la plume ; 22 h. 10, Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE : Informations à 7 h. (cult.) ; 7 h. 30 (cult., mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ;

R.T.L. : (Informations tous les heures) ; 5 h. 30, Maman Rivière ; 9 h. 15, A.M. Peyron ; 11 h. 30, La case du jour ; 13 h. 15, Le journal de Philippe Goussier ; 14 h. 15, Mélanie Grégoire ; 14 h. 30, Appelles, on est là ; 15 h. 30, Journal de Jacques Paul ; 19 h. Hic Parade ; 21 h. Les romans sont sympas ; 22 h. Journal ; 24 h. Variétés.

RADIO-MONTE-CARLO : (Informations tous les heures) ; 5 h. 30, José Sarré ; 7 h. 15, Écoutez Grand ; 9 h. 30, J.-P. Foucault ; 11 h. 30, Jeux ; 12 h. 40, Quinz ou double ; 13 h. R.M.-C. Choc ; 14 h. 30, Le cœur et la maison ; 15 h. 30, Toute la vérité ; 17 h. Radio plus ; 19 h. Hic Parade ; 20 h. 30, Gérard Klein ; 22 h. 30, Journal ; 0 h. Mots.

RADIO-TELEVISION

Jeudi 18 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 (III). Emission du C.N.D.P. (reprise à 11 h.). 12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout. 13 h. 30 (III). Midi première : 13 h. 35 (III). Emissions régionales : 13 h. 50 (III). Objectif santé : 14 h. Les vingt-quatre jeudis : 18 h. 5 (III). A la bonne heure : 18 h. 35. Pour les petits : 18 h. 40. L'île aux enfants : 19 h. 5. Feuilleton : Anne, jour après jour : 19 h. 43. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional : 13 h. 50. Accordéon en balade : 14 h. Aujourd'hui.

madame, à 15 h. (R.). Feuilleton : Mon fils : 15 h. 50. Aujourd'hui magazine : 18 h. Fenêtre sur... : 18 h. 5. Le palmarès des enfants : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Emission réservée aux formations politiques : La majorité : 20 h. 30 (R.). Film : « On achève bien les chevaux », de S. Pollack (1971), avec J. Fontana, M. Sarrazin, G. Young, S. York.

En 1812, dans un douaire de Californie, des couples, poussés par la misère, se livrent, jusqu'à l'épuisement, à un marathon de la danse, dans l'espoir de gagner une prime.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Histoire des enfants : 19 h. 5. Emission régionale : 20 h. Les jeux de 20 heures.

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma (cycle Vincente Minnelli) : « Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse », de V. Minnelli (1961), avec G. Ford, J. Thulin, L. J. Cobb, Ch. Boyer, P. Henreid, Y. Minnelli.

Plus de 50 ans de l'histoire d'une famille argentine et de ses deux filles à un Français et à un Allemand. Pendant les années 40, en France occupée, les deux branches se retrouvent dans les camps opposés.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5. Matinales : 8 h. Les chemins de la connaissance. L'imagination économique aux temps médiévaux : 8 h. 30. Alexandre : le rêve du Dieu soldat : 8 h. 30. En étrange pays : 9 h. 7. Matinée de la littérature : 10 h. 45. Questions en zigzag : 11 h. 2. Recherche musicale : 12 h. 5. Partis pris : 12 h. 45. Panorama : 13 h. 30.

17 h. 15. L'heure de pointe : 18 h. 2. Musique plurielle : 18 h. 30. Feuilleton : George Sand (P. Schimann) : 19 h. 25. Biologie et médecine : 19 h. 55. Poésie : 20 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical : 9 h. 2. Cantate : 10 h. La règle du jeu : 12 h. La chanson : 12 h. 35. Sélection concert : 12 h. 40. Jazz classique : 13 h. 15.

13 h. 15. Micro-lecture : 14 h. Méthodes sans paroles. Nouvelles auditions : 14 h. 15. Les grands classiques : 15 h. Saint-Saëns, Synanowski, Saint-Saëns, Ravel, Debussy : 15 h. 30. Emission musicale : 19 h. 10. Après nous la liberté : 19 h. 35. Kiosque : 19 h. 40. En scène : 20 h. 30. Soirée lyrique. En direct de l'auditorium 104 : « Armide » (Lully), par le nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. B. Ancelet, avec I. Garsault, G. Bréver, J. Chénard, et G. S. Musique néo-médiévale : 0 h. 30. Espagne.

Vendredi 19 novembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout : 12 h. 30 (III). Midi première : 13 h. 35 (III). Emission du C.N.D.P. : 17 h. 30 (III). Cuisine : La grande cocotte : 18 h. 5 (III). A la bonne heure : 18 h. 35. Pour les petits : 18 h. 40. L'île aux enfants : 19 h. 5. Feuilleton : Anne, jour après jour : 19 h. 43. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30. Retransmission théâtrale : « Domage qu'elle soit une putain », de J. Ford, réal. G. Vergès, avec O. Espérandieu, T. Fortin, Ch. Malavoy, L. Roy, B. Régent.

Ensemble de son frère, auquel la lie un amour vrai bien qu'incertain. Annette épouse l'un de ses soupçons qui, conscient d'avoir été utilisé, cherche à connaître son rival. Une pièce étonnante, écrite vers 1625 et jouée en 1974, sur la scène du Théâtre des Quartiers d'Ivry, dans l'interprétation du groupe 333.

22 h. 10 (R.). Variétés : Zou ou le miroir des autres, réal. Ch. Brabant.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional : 13 h. 50. Journal des sourds et des mal-entendants : 14 h. Aujourd'hui, madame : 15 h. (R.). Série : Les rues de San-Francisco : 15 h. 50. Aujourd'hui magazine : 18 h. Fenêtre sur... : 18 h. 45. Le palmarès des enfants : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45 (R.). La caméra invisible.

20 h. 30. Feuilleton : La cour au ventre : 21 h. 30. Emission littéraire : Apostrophes, prés. B. Pivrot : 22 h. 45 (R.). Ciné-club : « L'Esquadrille », de M. Soutter (1973), avec M. Dubois, P. Clément, A. Moya, G. Wood, J.-L. Trinité.

A l'occasion d'un voyage, Paul trompe sa femme, Anne, avec Virginie, qui son compagnon, Auguste, a renvoyé. Et Anne se laisse séduire par un moment par Ferdinand, un suicidaire.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Histoire de France et Des livres pour nous : 19 h. 5. Emission régionale : 20 h. Les jeux de 20 heures.

naie : 19 h. 40. Tribune libre : Un mouvement étudiant (FNAGE) : 20 h. Les jeux de 20 heures.

20 h. 30 (R.). Magazine vendredi. Faits divers : Fidéle ? Infidèle ? Plus de 50 ans de l'histoire d'une famille argentine et de ses deux filles à un Français et à un Allemand. Pendant les années 40, en France occupée, les deux branches se retrouvent dans les camps opposés.

21 h. 30 (R.). Culture : Méditerranée (septième partie : Espaces), de C. Villard. Comment la culture méditerranéenne (dans la distinction des tâches de l'homme et de la femme) est à la base de l'organisation des espaces. L'histoire de la Méditerranée, c'est aussi l'histoire de ses cités.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5. Matinales : 8 h. Les chemins de la connaissance. L'imagination économique aux temps médiévaux : 8 h. 30. Alexandre : le rêve du Dieu soldat : 8 h. 30. En étrange pays : 9 h. 7. Matinée des arts du spectacle : 10 h. 45. La lettre et la marge : 11 h. 2. Lecture d'un poème : 12 h. 5. Partis pris : 12 h. 45. Panorama : 13 h. 30. Musiques extra-européennes : 14 h. Un livre.

17 h. 15. L'heure de pointe : 18 h. 2. Musique plurielle : 18 h. 30. Feuilleton : George Sand (P. Schimann) : 19 h. 25. Biologie et médecine : 19 h. 55. Poésie : 20 h. 30.

20 h. 30. Tirage limité. Dixième anniversaire des Ateliers Fata-Morgana, par F. Estébe : 21 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 20. La danse contemporaine : 23 h. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical : 9 h. 2. Les grandes voix : 9 h. 2. La règle du jeu : 12 h. La chanson : 12 h. 35. Sélection concert : 12 h. 40. Jazz classique : 13 h. 15.

13 h. 15. Micro-lecture : 14 h. Méthodes sans paroles. Nouvelles auditions : 14 h. 15. Les grands classiques : 15 h. Saint-Saëns, Synanowski, Saint-Saëns, Ravel, Debussy : 15 h. 30. Emission musicale : 19 h. 10. Après nous la liberté : 19 h. 35. Kiosque : 19 h. 40. En scène : 20 h. 30. Soirée lyrique. En direct de l'auditorium 104 : « Armide » (Lully), par le nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. B. Ancelet, avec I. Garsault, G. Bréver, J. Chénard, et G. S. Musique néo-médiévale : 0 h. 30. Espagne.

Samedi 20 novembre

CHAÎNE I : TF 1

11 h. 30 (III). Emission du C.N.D.P. : 11 h. 55 (III). Philatélie club : 12 h. 30 (III). Midi première : 13 h. 35 (III). Emission du C.N.D.P. : 17 h. 30 (III). Cuisine : La grande cocotte : 18 h. 5 (III). A la bonne heure : 18 h. 35. Pour les petits : 18 h. 40. L'île aux enfants : 19 h. 5. Feuilleton : Anne, jour après jour : 19 h. 43. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Sophie Desmarets) : 21 h. 35. Série : Mac Coy, avec Tony Curtis.

Première aventure d'une série de cinq épisodes, révisés par un Arsené Lupin à l'américaine, et très endetté.

22 h. 50 (R.). Variétés : Les comiques associés.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional : 13 h. 50. Consommation : A vos marques : 13 h. 45. Préhistoire : L'âge des hommes (Les hommes des cavernes) : 14 h. 35. Les jeux de 20 heures : 17 h. 10. C'est pour rire, de M. Lancelot : 18 h. 5. Concours : La course autour du monde : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45 (R.). La caméra invisible.

20 h. 30. Dramatique : « Gustav », d'après M. Aymé, adapt. et dial. A. Franck, réal. G. Jorre, avec J. Turpin, Cl. Mauros, H. Crémieux, J. Jehanneuf.

Un homme dans un petit village bien tranquille, un couple d'intellectuels bien parisiens fait souffler un vent de révolte contre les traditions rurales. Pas pour longtemps.

22 h. 5. Variétés : Les gens heureux ont une histoire : 22 h. 45 (R.). Variétés : Drôle de baraque.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les ateliers du magicien : 19 h. 5. Emission régionale : 19 h. 40. Alexandre : le rêve du Dieu soldat : 8 h. 30. En étrange pays : 9 h. 7. Matinée des arts du spectacle : 10 h. 45. La lettre et la marge : 11 h. 2. Lecture d'un poème : 12 h. 5. Partis pris : 12 h. 45. Panorama : 13 h. 30. Musiques extra-européennes : 14 h. Un livre.

20 h. 30. Portrait : L'homme en question. Léon Zitrone : 21 h. 45. Aspects du court métrage français : 22 h. 30 (R.). Cinéma de minuit (cycle l'âge d'or hollywoodien 1932-1945) : « La Femme et le Pantin », de J. von Sternberg (1932), avec M. Dietrich, R. Atwill, C. Romero, E. Everett Horton (v.o. sous-titrée, N.).

À la fin du siècle dernier, une danseuse espagnole se laisse séduire par un jeune homme qui lui fait subir humiliations et souffrances.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5. Matinales : 8 h. Les chemins de la connaissance. L'imagination économique aux temps médiévaux : 8 h. 30. Alexandre : le rêve du Dieu soldat : 8 h. 30. En étrange pays : 9 h. 7. Matinée des arts du spectacle : 10 h. 45. La lettre et la marge : 11 h. 2. Lecture d'un poème : 12 h. 5. Partis pris : 12 h. 45. Panorama : 13 h. 30. Musiques extra-européennes : 14 h. Un livre.

17 h. 15. L'heure de pointe : 18 h. 2. Musique plurielle : 18 h. 30. Feuilleton : George Sand (P. Schimann) : 19 h. 25. Biologie et médecine : 19 h. 55. Poésie : 20 h. 30.

20 h. 30. Tirage limité. Dixième anniversaire des Ateliers Fata-Morgana, par F. Estébe : 21 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 20. La danse contemporaine : 23 h. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical : 9 h. 2. Les grandes voix : 9 h. 2. La règle du jeu : 12 h. La chanson : 12 h. 35. Sélection concert : 12 h. 40. Jazz classique : 13 h. 15.

13 h. 15. Micro-lecture : 14 h. Méthodes sans paroles. Nouvelles auditions : 14 h. 15. Les grands classiques : 15 h. Saint-Saëns, Synanowski, Saint-Saëns, Ravel, Debussy : 15 h. 30. Emission musicale : 19 h. 10. Après nous la liberté : 19 h. 35. Kiosque : 19 h. 40. En scène : 20 h. 30. Soirée lyrique. En direct de l'auditorium 104 : « Armide » (Lully), par le nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. B. Ancelet, avec I. Garsault, G. Bréver, J. Chénard, et G. S. Musique néo-médiévale : 0 h. 30. Espagne.

Dimanche 21 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 (III). Emissions religieuses et philosophiques : 12 h. 15 (III). Bon appétit, d'Y. Mourouli : 13 h. 30 (III). Vite le cirque ! : 14 h. (III). Les rendez-vous du dimanche : 15 h. 35. Sports : Direct à la une : 17 h. 10 (R.). Film : « La Princesse d'Éboli », de T. Young (1984), avec O. de Havilland, C. Roland, P. Scorsfield, D. Price.

Le roi d'Espagne Philippe II, épris de la princesse d'Éboli, contrarie la liaison de celle-ci avec un baronnet d'Éboli.

18 h. 45. Feuilleton : Les jours heureux : 19 h. 15. Les animaux du monde.

20 h. 30. Film : « Qui ? », de L. Kelgel (1970), avec M. Ronet, R. Schneider, S. Bach, G. Tini.

Un homme soupçonne la maîtresse de son frère d'avoir assassiné celui-ci. Mais le meurtre a repoussé et la situation se complique.

21 h. 30 (R.). Questionnaire : Jacques Fauvet, Jean-Louis Seron-Schreiber reçoit le directeur du « Monde ».

CHAÎNE II : A 2

10 h. 30. Emission du C.N.D.P. : 12 h. 30. Magazine des spectacles : Ecran blanc, rideau rouge : 13 h. 30. Série : Kim et Cie : 14 h. 30. Cinéma : 14 h. 55. Téléfilm : Une maison dans l'Ouest : 18 h. 15. Magazine : Des animaux et des hommes : 17 h. 5. Résultats sportifs : 17 h. 10. Jeu : Chacun chez soi : 18 h. 5. Série : Super Jaimie : 19 h. 10. Sports : Stade 2.

20 h. 30. Variétés : 21 h. 30 (R.). Série soviétique : Les ombres disparaissent à midi (Le pont) : 22 h. 30 (R.). Documentaire : Chefs-d'œuvre en péril (les abbayes catalanes).

22 h. 5. Variétés : Les gens heureux ont une histoire : 22 h. 45 (R.). Variétés : Drôle de baraque.

CHAÎNE III : FR 3

11 h. 4. A écrans ouverts : 11 h. 30. Immigrés parmi nous : 17 h. 35. Pour les jeunes : Colargol au Far-West : 17 h. 30. Culture : Méditerranée (rediffusion de la septième partie : Espaces) : 18 h. 45.

18 h. 45. Spécial DOM-TOM : 19 h. Magazine régional : Hexagonal : Le souvenir suspendu : 20 h. 5. Feuilleton : Flèche noire.

20 h. 30. Portrait : L'homme en question. Léon Zitrone : 21 h. 45. Aspects du court métrage français : 22 h. 30 (R.). Cinéma de minuit (cycle l'âge d'or hollywoodien 1932-1945) : « La Femme et le Pantin », de J. von Sternberg (1932), avec M. Dietrich, R. Atwill, C. Romero, E. Everett Horton (v.o. sous-titrée, N.).

À la fin du siècle dernier, une danseuse espagnole se laisse séduire par un jeune homme qui lui fait subir humiliations et souffrances.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5. Matinales : 8 h. Les chemins de la connaissance. L'imagination économique aux temps médiévaux : 8 h. 30. Alexandre : le rêve du Dieu soldat : 8 h. 30. En étrange pays : 9 h. 7. Matinée des arts du spectacle : 10 h. 45. La lettre et la marge : 11 h. 2. Lecture d'un poème : 12 h. 5. Partis pris : 12 h. 45. Panorama : 13 h. 30. Musiques extra-européennes : 14 h. Un livre.

17 h. 15. L'heure de pointe : 18 h. 2. Musique plurielle : 18 h. 30. Feuilleton : George Sand (P. Schimann) : 19 h. 25. Biologie et médecine : 19 h. 55. Poésie : 20 h. 30.

20 h. 30. Tirage limité. Dixième anniversaire des Ateliers Fata-Morgana, par F. Estébe : 21 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 20. La danse contemporaine : 23 h. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical : 9 h. 2. Les grandes voix : 9 h. 2. La règle du jeu : 12 h. La chanson : 12 h. 35. Sélection concert : 12 h. 40. Jazz classique : 13 h. 15.

13 h. 15. Micro-lecture : 14 h. Méthodes sans paroles. Nouvelles auditions : 14 h. 15. Les grands classiques : 15 h. Saint-Saëns, Synanowski, Saint-Saëns, Ravel, Debussy : 15 h. 30. Emission musicale : 19 h. 10. Après nous la liberté : 19 h. 35. Kiosque : 19 h. 40. En scène : 20 h. 30. Soirée lyrique. En direct de l'auditorium 104 : « Armide » (Lully), par le nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. B. Ancelet, avec I. Garsault, G. Bréver, J. Chénard, et G. S. Musique néo-médiévale : 0 h. 30. Espagne.

Lundi 22 novembre

CHAÎNE I : TF 1

10 h. 30 (III). Emission du C.N.D.P. (reprise à 14 h.). 12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout : 13 h. 30 (III). Midi première : 13 h. 35 (III). Emissions régionales : 13 h. 50 (III). Objectif santé : 14 h. Les vingt-quatre jeudis : 18 h. 5 (III). A la bonne heure : 18 h. 35. Pour les petits : 18 h. 40. L'île aux enfants : 19 h. 5. Feuilleton : Anne, jour après jour : 19 h. 43. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30. La caméra du lundi : « Piège au grisi », film de B. Kennedy (1986), avec G. Ford, E. Sommer, R. Hayworth, J. Cotten, R. Montalban.

Un inspecteur de police est pris de l'envie de gagner facilement de l'argent comme les cads de la pègre.

Vers 22 h. Documentaire : Harlem.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional : 13 h. 50. Chanteurs et musiciens des rues : 14 h. 5. Aujourd'hui, madame : 15 h. (R.). Série : Les rues de San-Francisco : 15 h. 50. Aujourd'hui magazine : 18 h. Fenêtre sur... : 18 h. 45. Le palmarès des enfants : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45 (R.). La caméra invisible.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes : 21 h. 55. Chronique : Les années Bonheur racontées par G. Bonheur. (1983 : Sous les drapeaux).

22 h. 50. Polémique : L'huile sur le feu.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Flash : 19 h. 5. Emissions régionales : 19 h. 40. Tribune libre : M. Bry, vice-président des universités de Paris : 20 h. Les jeux de 20 heures.

20 h. 30. Cinéma public : « M 15 demande protection », de S. Lumet (1967), avec J. Mason, S. Signoret, M. Schell, H. Anderson.

Un haut fonctionnaire du Foreign Office enquête sur le suicide d'un de ses collaborateurs, qui a été accusé de sympathies communistes et découvre un réseau d'espionnage.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5. Matinales : 8 h. Les chemins de la connaissance. L'imagination économique aux temps médiévaux : 8 h. 30. Alexandre : le rêve du Dieu soldat : 8 h. 30. En étrange pays : 9 h. 7. Matinée des arts du spectacle : 10 h. 45. La lettre et la marge : 11 h. 2. Lecture d'un poème : 12 h. 5. Partis pris : 12 h. 45. Panorama : 13 h. 30. Musiques extra-européennes : 14 h. Un livre.

13 h. 30. Even à la musique : 14 h. 5. Poésie : 14 h. 5. Un livre des arts : « Mémoires du roi David », de C. Colclough : 15 h. 2. L'après-midi de France-Culture : L'envie du clou : 17 h. 15. L'heure de pointe : 18 h. 2. La gazette du clou : 18 h. 5. Feuilleton : George Sand (P. Schimann) : 19 h. 25. Présence des arts : 19 h. 35. Poésie : 20 h. 30.

20 h. « La Fange », de V. P. Ferguson, avec L. Badie, M. Vitold, P. Clay, F. Chaumette : 21 h. L'autre scène ou

les Vivants et les Dieux : 22 h. 30. Entretiens avec I. Calvino : 23 h. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical : 9 h. 2. Clair-obscur : 10 h. Anthologie de la musique espagnole : 12 h. 15. La chanson : 12 h. 35. Sélection concert : 12 h. 40. Jazz classique : 13 h. 15.

13 h. 15. Micro-lecture : 14 h. Méthodes sans paroles. Nouvelles auditions : 14 h. 15. Les grands classiques : 15 h. Saint-Saëns, Synanowski, Saint-Saëns, Ravel, Debussy : 15 h. 30. Emission musicale : 19 h. 10. Après nous la liberté : 19 h. 35. Kiosque : 19 h. 40. En scène : 20 h. 30. Soirée lyrique. En direct de l'auditorium 104 : « Armide » (Lully), par le nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. B. Ancelet, avec I. Garsault, G. Bréver, J. Chénard, et G. S. Musique néo-médiévale : 0 h. 30. Espagne.

20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France : Semaines musicales de Zurich 76. Orchestre de la chambre : direction E. Leinsdorf, avec le pianiste E. Gulets : Concerto pour piano et orchestre en la mineur (Schumann) : « Symphonie n° 7 » (Brahms) : 22 h. 30. Musique savante : 23 h. Musique de chambre : 0 h. 3. Chantiers palestiniens : 1 h. 15 (R.). Trève.

Les écrans francophones

Lundi 15 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Télé-mémoires : 21 h. 55. La pensée et les hommes.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Mosaïque : 21 h. 15. Face au sport : 22 h. 45. Football.

Jeudi 18 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Marcus Welby : 21 h. 5. L'enlèvement, film d'A. Singer.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. L'homme de fer : 21 h. Football : Italie-Angleterre.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Temps présent : 21 h. 25. Star et Hutch : 22 h. 15. A Mosaïque.

Vendredi 19 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Colditz : 21 h. La Folle Parade, film d'H. Kling.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Colditz : 21 h. Coppelia, ballet de R. Petli.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Chapeau melon et bottes de ciré : 21 h. 15. Situation 76 : 21 h. 55. Daguerreotype, film d'A. Varda.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Macbeth, opéra de G. Verdi.

Samedi 20 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Carbon : 21 h. Ne jouez pas avec les Martiens, film d'H. Lanot.

Lundi 15 novembre

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Chapeau melon et bottes de ciré : 21 h. 15. Fruit amer, film de E. Audry.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Mosaïque : 21 h. 15. Face au sport : 22 h. 45. Football.

Jeudi 18 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Marcus Welby : 21 h. 5. L'enlèvement, film d'A. Singer.

LA SÉCULARISATION

DEPUIS 1961, les Colloques internationaux de l'Institut d'études philosophiques de Rome ont étudié la démythification. Chaque année, ils réunissent théologiens, philosophes, historiens et sociologues de divers pays, et sont publiés en des ouvrages qui comptent parmi les meilleurs de ce genre. L'ensemble constitue un tour d'orgue, qui devait naturellement conduire au problème de la sécularisation, à celui surtout de son interprétation, de son herméneutique. Au sens le plus large, la sécularisation est l'acte de transposer un contenu religieux en un cadre profane. Le *secundum*, le sésame, le levier, le point d'appui, c'est assurer l'autonomie de l'homme en rapport au religieux. Pour certains, cette sécularisation est l'œuvre du christianisme: le monde chrétien n'est plus plein de dieux, sacré comme celui des anciens, mais livré par Dieu à l'homme. Selon Bonhoeffer, c'est le mouvement vers l'autonomie et la responsabilité de l'homme dans un monde qui ne se fonde plus sur religion et *secundum*. Pour d'autres, au contraire, elle est la mort progressive du christianisme: c'est le primat du *sacculum*, du monde entendu comme temporalité incarnée au cœur même de l'être et de toute la réalité. La politique alors, hors de toute religion et de toute transcendance, devient le lieu privilégié de la sécularisation. Les questions historiques notamment, sont limitées. Mais, puisqu'il faut poser une fois encore, nous tiendrons à étudier des rapports entre christianisme et sécularisation, en raison même de son actualité et des oppositions qu'on y rencontre.

Pour ses adversaires, la sécularisation est le passage d'une compréhension verticale à une compréhension horizontale du monde : c'est la conversion du haut vers le bas, dit Vittorio Mathieu. Ce concept a été construit pour mettre le passé à distance dans un monde qui a atteint sa maturité. Ainsi Brualde montre qu'il est la norme d'un oubli de l'être, qui vise la récupération anthropologique du religieux. Le rôle du chris-

tianisme au contraire est d'inviter sans cesse à une interrogation sans mesure ni partage qui réclame une problématique de l'être : l'Esprit absolu, dont l'être est imperissable, exige une telle attitude. Plusieurs s'attachent à mettre en lumière les conséquences théoriques et pratiques de la sécularisation. Elle se caractérise en effet par le nivellement de la différence ontologique, c'est-à-dire par ce total oubli de l'être que dénonce Bruaire.

Selon Wittgenstein, pour le langage sacré, « *Pénitence n'est pas* » : il doit en effet montrer de manière exhaustive « ce qui est » et en être sûr. Le science alors se substitue à la religion. Le langage n'évoque plus aucun « arrière-monde » : il est le simple signe d'un fait, il ne donne plus à penser. Ne se soulevant que de l'objet, il élimine les sujets. Ainsi perd-il son caractère de dialogue et d'appel : exhalant tout sens transcendant, il devient une information. Ce qui conduit à des conséquences politiques : le seul langage possible devient celui du pouvoir.

Ces conséquences pratiques sont dénoncées avec le plus de vigueur par Jean Bruu. Pour lui, de toutes les catastrophes qui se sont abattues sur la civilisation occidentale, la sécularisation est la pire. En éliminant les notions de vérité et de transcendance, elle a condamné le monde moderne à un dilemme inéluctable : dictature dans les pays totalitaires, pourriture dans les régimes libéraux. Dire que c'est en se mettant au service de l'homme qu'on se met au service de Dieu, c'est oublier qu'on en vient ainsi à manipuler l'homme en se servant de Dieu.

Éliminer toute idée de transcendance, c'est faire de l'histoire le tribunal suprême : le succès justifie tout. Mais, disait Kierkegaard, le jugement dernier juge l'histoire. La sécularisation produit une autre forme de sacré plus tyrannique que toute Eglise. Ainsi, suivant Éliot, notre monde enfante deux sortes de sacré : le sacré d'ordre, qui sont la science, la technique et l'État ; le sacré de transgression, qui sont le sexe et la révolution.

secularisation intégrale montrent qu'elle est le résultat nécessaire de l'histoire : elle est un processus au cours duquel les « arrière-mondes » ayant tous disparu, il ne reste plus que le monde historique et social, le monde humain. Elle consiste donc à substituer les concepts de la culture à la « pensée » de l'empire de la religion, et aussi finalement de la métaphysique, et à essayer de les comprendre et de les vivre pour ce qu'ils sont en eux-mêmes. L'histoire et la temporalité remplacent la transcendance et l'éternel. Pour Weizsäcker, c'est la christianisation qui a entraîné l'hellénisme sans orientation métaphysique. Le déclin de la métaphysique doit donc provoquer celui du christianisme. La « culture » a longtemps été considérée comme une manifestation de Dieu dans le siècle ; la « civilisation » lui succède, mais enfia l'homme libre et responsable.

sur l'homme, vivait du temps et fait l'homme. Enamantant, Sereno pense même démontrer *l'impossibilité de la foi*. Celle-ci porte sur *l'invisible* et s'exprime par une *manifestation visible* : le visible veut prouver l'invisible et l'invisible le visible. Cette contradiction implique au moins le doute. Le doute est la manifestation visible et, sur la base de cet isolement, porte la foi sur le langage en laissant le doute dans l'inexprimé. La foi admet le doute, mais elle exige qu'elle s'en libère, même pour un instant. Cependant le doute est nécessaire à la foi, car la foi est visible et le visible ne dissipe pleinement. On ne se sauve de cette contradiction que par l'intolérance d'une fausse conscience. « Lorsque cette fausse conscience se laisse aller, comme cela se produit chez Mathieu et chez beaucoup d'autres, à l'expression de la foi originale, non sécularisée, cette nostalgie de l'intolérance à l'état pur. »

Beaucoup enfin adoptent une attitude plus et diversement nuancée. Certains défendent une « religion sécularisée », qui apparaît à d'autres comme une invitation à redécouvrir l'Ancien

Testament, hors de toute métaphysique. La philosophie grecque a vicié le christianisme : il faut désormais le penser et le vivre comme un projet de liberté et de justice dans un monde historique. On retrouve ainsi la tendance à politiser la religion. D'autres refusent cette déviation et s'inspirent plus ou moins de Hegel, qui n'employait pas le mot de sécularisation, mais qui en fait en a donné une analyse remarquable, à laquelle se réfèrent même ceux qui la critiquent.

L'un des problèmes les plus intéressants et les plus discutés du Colloque a été celui du rôle de la philosophie dans la sécularisation : pour les uns elle la provoque, pour d'autres elle la limite ou la redresse. Selon Hegel, la sécularisation est devenue condition et élément du « discours philosophique » comme le « milieu divin » pouvait l'être autrefois. Elle est succession de deux « figures » de la conscience : « l'homme pieux » et « l'homme pieux-sec ». Cependant, dit-il, dans l'histoire nous ne risquons pas : elle appelle une relève, ce qu'il appelle le « troisième homme ». Ce troisième homme c'est en somme Hegel lui-même, c'est-à-dire la philosophie de la religion, puisque la philosophie est la vérité de la religion.

Mais la plus juste interprétation, celle qui repose sur les analyses religieuses, philosophiques et historiques les plus profondes, paraît bien être, dans leur diversité même, celle de penseurs comme Ricœur, Gêtré, Dubarbie et bien d'autres. Certes, le christianisme est soustrait de la portée universelle d'un tel déterminisme, puisqu'elle repose sur l'Incarnation. S'il rappelle avec force que la théologie d'Israël a une pointe polémique vigoureuse contre les religions ambiantes, à partir de la conception d'un Dieu qui se manifeste en un être humain, Dieu qui n'est donc pas démiurge mais créateur, qui est tout autre et cependant uni à sa création. Il s'ensuit, comme le souligne Gêtré, qu'il faut renoncer à la tentation malsaine entre le sacré et le profane, à l'opposition entre le sacré et le produit historique de la foi chrétienne, mais la mondialité du monde est une conséquence de l'Incarnation. La créa-

tion implique une sécularisation positive du monde. Ce qui ne signifie pas, montre Vergote, qu'on puisse opposer Dieu et le monde comme deux altérités exclusives : tout en subsistant par lui-même, le monde n'est pas un système fermé. Dieu y est intérieurement présent en tant que transcendance immanente. Ce qui conduit à l'affirmation rationnelle et croyante d'une « culture à double foyer ».

Est-ce à dire que tout soit expliqué ? Non, certes. Récuser maintenant le rôle de l'âge de la sexualisation, le fait est prouvé dans les réticences, les polémiques ou apologetiques : elle répond à l'accusation d'idéologie par la revendication d'utopie. Mais elle doit dépasser ce stade et échapper à ce déchirement entre l'idéologie et l'utopie, en retrouvant sa double dimension *« qui entraîne à la manière de la religion et détruit à la manière de la psychanalyse »*. En définissant la sexualisation *« dans à penser »* et *« à laisser à désirer »* (Jean Gracchi), l'étude terminale de Dubarlat, qui peut servir de conclusion, est à la fois humble, sincère et profonde. Elle analyse notre temps, définit notre mutation et se garde de la décrire, puisqu'elle est en cours. *« Actuellement, les sociétés humaines interagissent et il faut laisser l'homme à ses interrogations. »* Interroger, mais pas l'attitude même de celui qui interroge. L'homme est une eschatologie ? Le Dieu chrétien, en effet, interroge l'homme comme l'homme interroge. Il le prie comme l'homme le prie.

* **Herméneutique de la sécularisation.** Actes du seizième colloque organisé par le Centre international d'études humanistes et par l'Institut d'études philosophiques de Rome, sous la direction d'Enrico Castelli, avec la participation de Ricoeur, Levinas, Ellul, Panikkar, Tillette, Vergote, etc. Aubier édit. 1978, 1 volume de 502 pages, 66 F.

LIVRES REÇUS

— *Matinales*, Itinéraire spirituel, par Jean Sullivan, Gallimard, 1978, 49 F.
— *L'Argent et le Pouvoir*, par Philippe d'Arcy, 1976, 199 p., 21 F.

Portraits

L'âme : Kerguédal, vingt-deux ans, vagabond et poète

(Suite de la page 9.)

« Et puis non. Dans une sorte d'inspiration brutale et subtile je me suis senti obligé de partir malgré ma fascination pour les Himalayas. Et vite... J'ai pris l'air. Mon voyage n'avait duré qu'un mois et demi. »

Curieux, cette alternance des suites et des retours dans cette vie zébrée, traversée d'éclairs, d'objurgations intimes. Plus tard, Kergueland reprend sa route, cap sur les Cévannes. Il en revient tout aussi subitement.

« A cause des foin dans la ferme du mon père », dit-U.

Les travaux physiques ne l'apaisent pas. Il y aura d'autres bourlingues encore qui ne combleront guère plus ce qu'il considère comme un abîme intérieur. Notre femme Breton se jure d'aller au delà des visions nietzschéennes, rimbaudiennes, de sonder les grands mystères spirituels auxquels il aimerait donner des racines scientifiques. Il se fait alors « rosicrucien » (secte de la Rose-Croix). Crie « enfin » au terme

de son transit aventureux. Clame
avoir trouvé « la réalité vraie ».
Aspire à parvenir jusqu'aux
grands initiés. Remet tout en
question. Regarde avec moins de
complaisance les poètes maudits.
Et de me confesser, sublimé
et candide :

*« J'étais blessé dans ma chair
en tant que payson ! En tant que
chercheur d'abolu, j'étais blessé
dans mon âme... »*

Re-départ : Liverpool, Londres, Polkastone. Tristesses et mélancoliques. Mals plus de déchéance. Kerguelad parle de s'installer aux Etats-Unis, bifurque sur la Cornouaille anglaise. Amours diverses. Idéalisations extrêmes de la femme qui aboutit, à des naufrages. Travaux forcés : agricoles et littéraires. Approche aux alentours de ses vingt et un ans d'une sorte de sérénité. Mais que faire, socialement, dans la 1^{re} moitié du 19^e siècle ? En 1876, c'est encore la fuite dans l'aveugle vagabondage dans l'espace et le temps. Kerguelad part en Egypte, participe à des fouilles archéologiques, visite Le Caire, Alexandrie, l'Irrance ne dépassera pas six semaines. Quand il débarque à Marseille, il n'a plus un sou vaillant en poche. Il perdra sept kilos sur les routes du stop qui le conduisent tout de même à Plouvara. A peine 3-4-5 francs. Il se rabat sur le sol de la ferme que son père lui dit : « 7/2 tranquilles demain. Comme toujours, des tas de choses à faire... »

Avant les prunelles égyptien-

nés, l'horizon de la terre bretonne.
Matlin... Kérquada fauchée
l'herbe de Boscullan. Et le m'in-
terroge. Tout y est dans cette
jeunesse traversée de cris, d'éclats,
de « chasses » spirituelles ». C'est
un itinéraire typique. Une route
« beau » telle que d'autres l'ont
fait. Mais voilà : elle est le
résultat d'un jargon payant et
d'une débauche intellectuelle. L'autr
du temps. En cette jeunesse qui
s'achève, on peut lire tous les
signes du romantisme moderne :
les flamboyements ; de l'alcool, le
recours à l'herbe », la tentation
de l'Orient, la recherche d'une
éthique et d'une spiritualité
véhicules hors de toute situation
concrète. Des personnalités
indistinctement. Mais aussi la
non-violence, le respect des « an-
ciens » et des parents, et la volon-
té ; après les inévitables chutes
et embarras, de trouver une équi-
libre personnel dans une société
où prévaut le « chaos » et la « non
chance ». Kérquada se résume à
la grande à rejeter les vices et les
drogues.

Le soleil s'est levé. Mon visiteur

travaille toujours dans le jardin, efficace et précis, lançant sa faux dans les grandes touffes. Au vagabond de Kandahar, Liverpool et Le Caire, je ne puis que donner l'asile de mon feu, l'escalade rurale près de la mer. Et le voyant ainsi dans les rayons, tandis que l'herbe folle vole sous ses coups assurés, que mes chiens, hémis, reviennent près de lui, je me demande si sa vérité ne consisterait pas à reprendre la terre de ses parents, à allier les travaux de plume et de charrue, à réinventer cette paysannerie intellectuelle et, pour ainsi dire, hardique, qui consisterait à écrire la vie dans l'humus aussi bien que dans les cahiers. C'est tout ce que je peux espérer.

On célèbre vagabond américain, on trouve, dans *Vanity of Duloux*, cette phrase :

« Don't break your tenderness. »
(« Dérange pas ta tendresse ».)
Non, dérange pas ta tendresse pour ce monde, Kérguédel ! Il est un temps pour les bourlingiers. Il est un temps pour habiter. Habite.

XAVIER GRALL

DETROMPONS-NOUS : contrairement à tout ce qu'il se dit, s'écrit et se pense ces temps-ci, notre sort futur ne se joue nullement entre société libérale plus ou moins avancée, collectivisme, socialisme à visage humain ou non, dictature dure ou demi-dure. Théories ! Abstractions ! Gérer, organiser, prévoir, gouverner, la question n'est pas là. Il faut se soulever contre l'unique objectif des prétendants, c'est de se placer dans les sondages, de passer du « plutôt pour » au « tout à fait pour », de ne jamais encontre le « plutôt moins », en somme de progresser par degrés réguliers vers le « passionnément avec » de l'amour idéal.

Seulement, comme toujours, comme dans toutes les périodes de pré- (la pré-)renaissance, la pré-révolution,

Pamphlet
FAUT-IL DÉTRUIRE

Pamphlet

FAUT-IL DÉTRUIRE PARIS ?

COME ça va, Gabriel Domenech! Qui tu as donc fait Paris pour qu'il l'empoigne, l'étrille, le vilipende de la sorte? Est-ce la Mère nation, cette antique déesse à cornes et à queue d'ancien député de Haute-Provence, rédacteur en chef au Ménétral? Gardes-vous d'écarter un tel sujet de conversation, car il est trop près du cœur des gens qui ne sont pas, comme vous, tant, Parisiens, accablés de l'importance aux extrémistes de Bretagne, du rayonnement de la région parisienne, de la puissance de nos troupes appelées à l'Océanie et qui ne représentent rien, démontrant ainsi que VOUS nous considérez non comme des Français aussi désireux que vous de faire connaître les hommes de Malgaches, des Congolais, des Algériens... encore que rien ne prouve que la majorité de ceux-là seraient si mécontents de l'être encore. Qui, par ailleurs, a transformé ces événements de Corse en guerre de sécession... et qui a séparé les vichiteux du Midi en mettant microbes et bandes sous le nez du pauvre paysan. Une vraie technique sténographique!

Mais qu'attendre d'autre d'une capitale dont on ne compte plus les crimes ? L'histoire de la Commune d'ancienne Marcell, la Fronde, la Révolution de 1789, les Trois Glorieuses, la Révolution de 1848, la Commune de 1871, laquelle pourrait bien avoir été suscitée par les troubles de la Commune de 1871 ? L'histoire de la Commune de 1871, laquelle pourrait bien avoir été suscitée par les troubles de la Commune de 1871 ? L'histoire de la Commune de 1871, laquelle pourrait bien avoir été suscitée par les troubles de la Commune de 1871 ?

trot, il y mène de quarante ans ?
Et M. Domenech de conclure fièrement : « Pour nous, provinciaux, la question ne se poserait pas, car nous sommes de la même génération et souvent davantage pour être admis comme citoyens à part entière. »

— Non, c'est un notable jureusement conservateur. Mais il ne s'agit pas simplement d'une allergie politique. Pussant de la tête au ventre, il dénonce la République, le socialisme, le Lumière qui se gaxe aux dépens du pays. « Vous seriez bien en peine de produire les cent mille tonnes de viande, quatre cent cinquante millions de francs de viande, qui se font chaque année, croissants comme vous commencez chaque année. » Et Marseille alors ? Depuis quand les vaches paissent-elles sur la Camargue ? Et la France ? pour que certains coups de cette volée de bois vert atteignent leur cible. Oui, le complexe de supériorité du Parisien repose sur du vent, oui, du parti pris, oui, de la mauvaise foi, oui, de l'aveuglement, oui, de l'aveuglement, l'administration joue en permanence du Courteline. Oui, il

concentration des chemins de fer ou celle des industries irrite à juste titre la province. Oui, mille fois oui, la douceur de vivre se meurt au bord de la Seine. Faut-il que cette douceur s'efface ? Notre pamphlétaire ne va pas jusque-là. Il ne souhaite, à l'exception qu'un minimum d'équilibre entre toutes les régions de France et que le respect des identités régionales. C'est sans doute terrifié que nous pouvons le rejoindre.

GABRIELLE ROLIN.

(*) Gabriel Demoschek : *Paris, ce suffit !* / Editions Jean-Claude Simenon, 142 p., 23 F.

par tests successifs et sélection statistique, garanti représentatif des réactions et opinions du pays, selon une fiabilité absolue.

Cette Chambre nationale des sondés professionnels (C.N.S.P.) siégera en permanence, aux lieux et place de l'Assemblée nationale et du Sénat, devenus caducs. Ses membres recevront évidemment une indemnité à déterminer (pas trop mince afin d'assurer leur indépendance, pas trop élevée pour ne pas les pervertir). Plus d'élections, dont l'inutilité dans cette perspective est évidente : économies d'argent, d'énergie, de papier et de campagnes électorales abusivement étendues à la quasi-totalité de la durée des mandats.

Les sondés nationaux, reflétant la volonté du peuple avec une précision inconnue jusqu'alors, décréteront et légiféreront en toute souveraineté. Le peuple lui-même, assuré d'être représenté comme jamais, pourra se livrer enfin à ses activités favorites en parfaite quiétude : la pêche ni le week-end à la campagne ne lui posent plus, certains dimanches, de cas de conscience. « Vivez, nous sondons », pourrait être la devise

du régime. L'exécutif se recrutera au sein de la G.N.S.P. par compétition, les meilleurs sondés devenant membres du G.N.S.P. élu. Le premier sondé de France, ou grand sondé, sera le président : lui pourra se vanter de connaître mieux que lui le sentiment d'un pays qu'à son tour il aura la charge de faire sonder. Dans ce jeu de miroirs infini se réalisera la coïncidence de la pensée et de la parole, la recherche en valeur par les philosophes.

Encore ne sera-ce là qu'une étape vers le sondage "total intégré" qui, lui, se passera même de la Chambre, quand la télé individuelle, gratuite et obligatoire aura été installée partout, chaque récepteur couplé à un terminal d'ordinateur. Le grand sondé, le huit-para-des-peuples à sonder-eul-même, interrogera chacun, et chacun lui répondra dans l'instant (trois touches : « oui », « non », « attends un peu »), la totalisation des réponses grâce à l'électronique, étant immédiate.

immédiate.

Traité d'amitié avec la Poldavie ?
— 87,31 % de oui ? Signé tout à l'heure.

Les centrales nucléaires aux aragones ?
— 91,07 % de oui. Cral.

L'impôt à la source ? — Attendez un peu (57,94 %).

Les courses hippiques tri-quotidiennes ? 220 à l'heure sur les routes ? La retraite à quarante ans ?
— 68,15 %, 50,01 %, 83,27 %. Enlevés.

Le pouvoir deviendra un vrai plaisir. Formule la loi : « La sondatrice assurera la démocratie. »

« Et le terrain-fort pour un sexe ? »

— Les flos de la Sonda, parlent.

JEAN GUICHARD-METLI.

JEAN GUICHARD-METLI.

LE MONDE AUJOURD'HUI

SOCIÉTÉ

EMPLOI

Comment déjouer les pièges des tests

UN poste à pourvoir, une petite annonce, trois candidats : scénario désormais classique. Vous avez l'âge souhaité, les diplômes exigés, l'expérience requise... Vous n'êtes pas le seul ! C'est pourquoi intervient, à la fin de l'entretien, un cabinet de sélection chargé de faire le tri, à grand renfort de tests.

Que vous soyez comptable ou directeur des ventes, ingénieur ou chef du personnel, vous voilà parti pour contempler et compléter des séries de figures géométriques, de dominos, de cartes à jouer, de chiffres et de lettres. Vous devrez résoudre quantités de devinettes, assembler des cubes, construire un petit village, analyser des tâches d'encres, dessiner des arbres.

Même si vous ne voyez pas du tout le rapport entre votre métier et ces curieux exercices, les résultats permettront aux spécialistes d'affirmer que vous êtes intelligent, sociable, productif... ou bien débile, instable ou paresseux. Le diagnostic, généralement, ne laisse pas indifférent les employeurs... Est-ce juste ? Est-ce tolérable ? Est-ce objectif ? C'est ainsi.

Et c'est pourquoi, depuis 1961, à Lyon, le syndicaliste Jean Gobet apprend aux candidats à se défendre. Sans recette miracle, mais avec obstination et compétence, ce manuel rend à tous les « testables » de bien grands services. Car si l'on ignore certains « trucs », le piège risque d'être fatal. Voici, parmi bien d'autres, trois problèmes. Il faut remplacer le point d'interrogation par la bonne réponse. Vous avez 30 secondes par question (et votre carrière peut en dépendre...) :

(I) Un 2 ; douze 5 ; huit 4 ; dix ?

(II) 434 (Q) ; 327 (T) ; 875 (H) ; 927 (N) ; 220 (G) ;

(III) A3U1S2 USA
A3E6F1C5R2N4 ?

Essayez donc... Fréquemment utilisées, les quarante questions de ce genre forment le « test de raisonnement », édité par le Centre de psychologie appliquée, font « sécher » la majorité des cadres, même sortis de grandes écoles, alors que les enfants de douze-treize ans réussissent beaucoup mieux, sans se livrer à de savants calculs.

Vous ne voyez pas ? Le truc est si « bête » qu'on ne l'apprend pas tout de suite. En (I), le chiffre arabe qui suit chaque mot désigne simplement le nombre de lettres qui le composent : dans « un », il y a 2 lettres, etc., dans « dix », il y en a 3. La lettre entre parenthèses, dans la question (II) est, à chaque fois, l'initiale du nombre écrit en chiffres : la réponse est donc « D » (Deux cent vingt). Enfin, on doit remarquer que l'ordre des lettres, en (III), est à retrouver d'après les chiffres qui le suivent : A en troisième position, U en première, S en seconde, donnent USA ; la série suivante donnera FRANCE.

Voilà votre intelligence mesurée. Reste à savoir si vous êtes, à découvrir votre caractère, vos faiblesses, défauts, penchants ou « complexes ». Sans que vous puissiez y prendre garde, ni vous protéger : rien n'est plus innocent, en apparence, que les « tests projectifs ». Le « Thematic Apperception Test », de Murray, où vous devez inventer un récit à partir des images muettes que l'on vous montre, le test de frustration de Rosenzweig, où il s'agit de remplir les « bulles » d'une bande dessinée évoquant des situations banales de la vie quotidienne, tout cela n'a pas

l'air bien méchant. On risque pourtant de vous classer (et votre dossier avec) parmi les personnes à tendance paranoïaque. Il suffit de peu pour que votre psychisme ne soit pas « conforme » au profil implicitement souhaité : employé obéissant mais dynamique, réservé mais efficace, bon père et bon époux, etc.

Là aussi, Jean Gobet explique patiemment les gaffes à ne pas commettre. Elles sont nombreuses. Imaginer, par exemple, un contremaître consciencieux, à qui l'on a toujours appris à se taire quand il n'est pas sûr de sa réponse. On lui présente les dix tâches d'encres du célèbre test de Rorschach. A quel lui font-elle penser ? Quatre fois, il distingue une forme nette. Pour les autres, il hésite, et préfère rester muet. Recalé ! C'est très mal vu : mieux vaut commenter chaque tâche, à la même vitesse, sans émotion. Sinon...

Au regard de l'expérimentation psychologique, la plupart de ces tests ont déjà une valeur scientifique discutable et discutée : il suffit de voir comment chaque auteur dénonce aléatoirement l'arbitraire des méthodes concurrentes. Mais leur utilisation pour la sélection et l'embauche pose un autre problème : de quel droit un tiers peut-il faire expertiser la personnalité de quelqu'un et décider de sa situation sociale en fonction de cet « examen » ?

Après tout, puisqu'il s'agit d'un contrat de travail, pourquoi n'y aurait-il pas réciprocity ? Savoir combien votre futur patron est névrosé pourrait aussi vous faire réfléchir... En attendant, l'action de Jean Gobet est utile. Et même, tout bonnement, morale.

ROGER-POL DROIT.

* Les tests démythifiés. Manuel de psychologie appliquée. 304 p., 33 F. Aubier-Montaigne.

LA VIE

Juste à temps

BON, 6 heures moins 5. J'ai complété le dossier des admissions d'urgence et l'ai transmis à mon chef, j'ai fini le classement et rangé les fiches dans les casiers. Je n'oublie rien ? Un coup d'œil sur mon bureau : la chemise du courrier pour demain ici, les crayons élimés dans le pot, la règle et le sous-main à leur place, la lampe éteinte : je suis irréprochable.

Encore deux minutes... J'ai retiré ma gilette du vestiaire pour l'avoir à portée de la main, suspendue à la patère, derrière la porte. Plus qu'une minute, je la saisis au vol et je fonce : je ne serrerai pas la main de Bourgois ce soir, je lui dirai juste... Ça sonne ! Bonssoir Bourgois.

Le lendemain, ponctuel comme si de rien n'était, je suis au bureau dès 8 heures moins 5.

Bonjour, mon vieux Bourgois, tu excuseras ma précipitation d'hier soir, quelle équipe ! Donc, le te quitte en catastrophe, l'arrive à l'ascenseur le premier, je résume la grille au nez des autres, je descends seul. Je fonce au milieu des gens : rue d'Amsterdam j'ai cru que je pouvais encore traverser au rouge et j'ai failli passer sous un idiot de taxi. Je grimpe à la gara quatre à quatre par l'escalier roulant : à la terrasse du buffet, j'ai dû bousculer le garçon et son plateau dans un fauteuil, parce que j'ai entendu derrière moi une cascade de verres.

Le train de 19 h. 08 s'éloignait à cinquante mètres, je pique un sprint, je saute sur le dernier marchepied, c'était bon, il a fallu que je me pousse dedans comme à la mèche. Le train a bien roulé, à peine dix minutes. Mais la maison n'est pas tout près de la gare et déjà je redémarrais sec, quand j'ai eu la veine de ma vie : je tombe sur un voisin en voiture qui me dépose à ma porte.

Fermée à clé ! Je tambourine, et ma femme qui n'arrive jamais. Elle ouvre, et mon gosse qui se tait dans mes pattes avec un vase modelé à l'école. Patafata, tout cassé et le même qui chialait ! Le pied quelque part et bouclé dans sa chambre. Mais j'avais bien fait de prendre des risques : juste comme le pousse le bouton de la télé, c'était le coup d'envol.

ROBERT BANIOL.

A MUNICH

Une vente de « souvenirs militaires »

A la Hof Brau Haus, les serveuses d'âge mûr, en juquette bariolée et chaussettes blanches, réticulent à longueur de journée d'importantes cargaisons de bière en pintes de 1 litre, au son d'un orchestre bavarois dans une ambiance qui tient à la fois d'un réfectoire du Club Méditerranée et de la cantine de chez Renauld. Loin de ce tapage, la comtesse Tyra Klenau von Klenau et son fils, le comte Arnhard, procédaient, il y a quelques jours, à la vente aux enchères de souvenirs militaires de toutes origines et de toutes époques.

Dans les bureaux feutrés, au quatrième étage d'un des immeubles coossus de la Maximilianstrasse, il n'y avait guère plus d'une soixantaine de personnes, en majorité des Allemands, auxquels s'étaient joints quelques collectionneurs ou marchands français, belges, anglais, italiens et suisses. On était entre experts de bonne compagnie. Pas de cris interminables ni de fièvre apparente. A l'heure des comptes, la secrétaire polyglotte n'en annonçait pas moins un chiffre d'affaires de 500 000 deutschemarks, soit à peu près 1 million de francs français.

Un casque de bronze chinois de la période Chou (1100-1200 avant Jésus-Christ), mis au jour en 1925 à l'occasion de la construction d'une ligne de chemin de fer, a trouvé preneur pour 20 000 deutschemarks (40 000 F). Les enchères ont monté aussi sur une épée de justice du dix-septième siècle. Mais les amateurs se sont surtout intéressés aux pièces plus récentes.

Il s'ont défilés cependant un képi d'officier français des spahis datant de 1900, qui n'a pas trouvé preneur pour 50 DM (100 F), et lui ont succédé une casquette du 3^e régiment de uhlans mis à prix 250 DM (500 F) et adjudgée 5600 DM (11 200 F) tandis qu'une casquette de la garde prussienne atteignait 7 100 DM (14 200 F).

Dans l'imposante théorie de coffrets à cigarettes, manuscrits, objets d'art et autres souvenirs de III^e Reich proposés aux acheteurs,

une lettre écrite pendant le procès de Nuremberg par Goering à sa femme a fait 2 800 DM (5 600 F). Les trente-sept pièces d'un service d'argenterie ayant appartenu au même Goering ont été adjugées 6 100 DM (12 200 F) et on a donné 5 200 DM (10 400 F) pour une cruche en argent de même provenance. Une feuille de papier sur laquelle ont signé seize des trente-neuf accusés de Nuremberg a trouvé preneur pour 3 500 DM (7 000 F) et une aquarelle de 29 x 22 centimètres peinte en 1918 par Hitler a atteint 8 000 DM (16 000 F).

Quant au bâton du generalfeldmarschall Model, décoré et argenté de la croix de Malte et d'algues germaniques, vedette de cette vente, il n'a effectivement pas fait l'objet d'enchères verbales : seules lettres acceptées, en effet, les offres écrites pour cet objet exposé la semaine précédente à la Bourse aux armes de Neuchâtel (le Monde du 8 novembre). Il restera donc quelques mois encore dans la salle d'exposition de Graf Klenau le temps que se manifestent, par lettre, les acquéreurs. Le fils du maréchal Model, qui met l'objet en vente, a fait savoir qu'il espérait fermer un nt que cette pièce, évaluée à 50 000 DM (100 000 F) au moins, resterait en Allemagne soit chez un collectionneur, soit dans un musée.

Au nombre des encheurisseurs de Munich figurait un commerçant belge, encore tout étonné d'avoir vu la vente de « souvenirs de guerre » mais qu'il avait organisée il y a quelques mois à Versailles, perturbée par des manifestants.

CLAUDE FABERT.

● ERRATUM. — Dans la chronique de Gabriel Matzneff « L'amour est-il un crime ? », 8 novembre, il fallait lire à la troisième colonne : « Je courtais l'adultère article 330 et l'article 331 qui établit que tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sur une personne d'un enfant de l'un et l'autre sexe âgé de moins de quinze ans sera puni de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans », et non « qui établit ».

SPORTS

LES FÉDÉRATIONS FRANÇAISES FACE A L'HORIZON 80 DES JEUX OLYMPIQUES

GYMNASTIQUE : pour une extension géographique des chances

Notre enquête sur les fédérations sportives dites olympiques (« le Monde » des 9, 11, 12 et 13 septembre) continue aujourd'hui avec la gymnastique. Cette discipline, grandement popularisée par les exploits de Nadia Comaneci, à Montréal, semble devoir retrouver en France une place qui correspondrait à la faveur qui lui accordent les jeunes.

L'exploit de Boerio, gagnant à Montréal la médaille de bronze du concours individuel à la barre fixe, ne doit pas nous faire prendre le Soleil pour les étoiles. Certes, le mérite et le talent de cet athlète sont à reconnaître, mais la gymnastique française, en ce mois de juillet 1976, ne faisait que sortir de sa léthargie. Du moins peut-on admettre que Boerio ne soit pas un phénomène d'un renouvellement, ce que l'on se serait gardé de prétendre quatre ans auparavant.

Ce qui modifie l'appréciation que l'on peut porter sur la progression de ce sport, c'est le plan de réorganisation que la Fédération française de gymnastique a mis en pied depuis 1970. La division de l'hexagone en six zones ayant chacune leur direction technique et administrative avait pour but non seulement d'élargir la base des licenciés, mais aussi de renforcer la qualité en profondeur, de faire en sorte que le club lui-même forme des gymnastes capables de bien figurer au niveau régional.

De même qu'un élève ira de l'école primaire au lycée, et éventuellement à l'université, le gymnaste doit pouvoir bénéficier d'un enseignement adapté et progressif, explique M. Magakian, directeur technique national. La formule de la régionalisation permettrait non seulement de multiplier les stages, mais aussi d'implanter efficacement des sections sport-études rattachées à des centres d'activité. Les sections sport-études groupent cent dix-huit gymnastes, soit le tiers de

réelle. Mais elles ne rendent pas compte à elles seules de l'effort de progression. Le nombre des stagiaires bénéficiant d'une formation annuelle est passé en six ans de deux cents à mille six cents ! En 1969, cinquante-sept clubs sur neuf cents fournissaient un gymnaste classé dans les vingt premiers. En 1976, ce sont cent dix clubs qui pouvaient prétendre à cet honneur, preuve de l'accroissement en surface de la qualité. Du même coup, la Fédération renouait à favoriser un club parmi d'autres pour en faire le « fournisseur » de l'équipe nationale, politique qu'elle aurait pu suivre comme d'autres fédérations — en 1976, quatorze internationaux sortaient de Montceau-les-Mines — mais dont les effets à long terme sont néfastes.

L'extension géographique des chances offre enfin l'occasion d'un meilleur brassage et modifie considérablement les relations humaines.

Toutefois, la Fédération française de gymnastique ne saurait s'en tenir à ces premières constatations, aussi satisfaisantes soient-elles. Elle ne peut oublier qu'elle a connu il y a deux ans une légère baisse d'effectifs que n'explique pas seulement l'augmentation du prix des licences (11). Elle doit intéresser le public à ses activités et non plus laisser croire que la gymnastique se concerte que les pays étrangers qui se disputent un titre olympique tous les quatre ans. C'est cet aspect des choses qui devrait marquer la présente olympiade. Dans les quatre ans à venir, il reste à parfaire la formation du plus grand nombre et à renforcer l'élite. Mais la Fédération française aura-t-elle les moyens de répondre à l'engagement qu'elle a succédé aux Jeux olympiques ? Elle-même craint que non. Car, dit-elle, « s'il est relativement facile pour un club de sports tels que le football ou le basket-ball d'animer des séances d'entraî-

nement avec peu d'entraîneurs, il n'en est pas de même pour la gymnastique. La complexité des gestes techniques, mais surtout le souci de la sécurité de l'enfant lors de l'accomplissement d'exercices difficiles, nécessite un nombre important d'entraîneurs. Or, sur ce point, et malgré les efforts entrepris, la Fédération reste loin du compte.

Pour faire face à de nombreuses sollicitations, des efforts d'imagination sont nécessaires. Par exemple, alors que de multiples activités sont proposées aux jeunes durant les vacances scolaires, le stage de musique, de danse, de sculpture, etc., devenait paradoxal qu'en 1976, la Fédération ne puisse répondre à aucune demande de ce type pour ce qui concerne la gymnastique. De cela aussi les dirigeants se sont inquiétés, prévoyant des camps d'été et d'hiver, selon une formule suffisamment ouverte pour que les familles puissent le cas échéant passer leurs vacances à proximité.

Bien des choses bougent en ce qui concerne la gymnastique, et le plan de reconstruction paraît devoir donner de bons résultats. Mais nous n'en sommes encore qu'aux prémices.

FRANÇOIS SIMON.

Prochain article :

VOILE : se mettre à l'œuvre dans toutes les séries

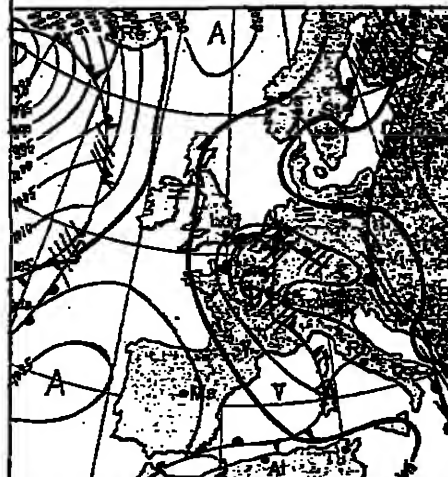
FOOTBALL. — Le match France-Irlande, comptant pour la qualification pour la Coupe du monde, sera retransmis en direct sur Antenne 2, mercredi 17 novembre, à 20 h. 30.

TENNIS. — La Fédération italienne de tennis a officiellement informé la Fédération chilienne qu'elle participerait à la finale de la Coupe Davis à Santiago, au mois de décembre.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 NOVEMBRE A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 13 novembre à 0 heure et le dimanche 14 novembre à 24 heures :

Un courant de perturbations continuera à circuler sur l'Atlantique, mais il sera rapidement dévié vers le Nord-Est en abordant l'Europe occidentale. Il pénétrera donc assez lentement en France.

Dimanche 14 novembre, il pleuvra le matin en Bretagne. Ces pluies gagneront dans la journée la Normandie, le Centre, l'Est et le Nord-Est. Au cours de la journée, le ciel sera généralement nuageux, les éclaircies prédominant dans la vallée du Rhône et les régions méditerranéennes. Les vents viendront du nord sur la moitié est de la France ; ils seront forts près de la Méditerranée et surtout au large.

Samedi 13 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget, de 1 011,4 millibars, soit 759,6 millibars au mètre. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 : le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Alais, 16 et 11 ; Biarritz, 14 et 8 ; Caen, 12 et 7 ; Cherbourg, 10 et 4 ; Clermont-Ferrand, 11 et 6 ; Dijon, 8 et 7 ; Grenoble, 7 et 3 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 10 et 7 ; Marseille-Mariniana, 13 et 9 ; Nancy, 8 et 5 ; Nantes, 10 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 8 ; Paris-Le Bourget, 8 et 5 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 18 et 8 ; Rennes, 10 et 3 ; Strasbourg, 6 et 1 ; Toulouse, 14 et 6 ; Poitiers-Poit, 20 et 11. Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 12 ; Amsterdam,

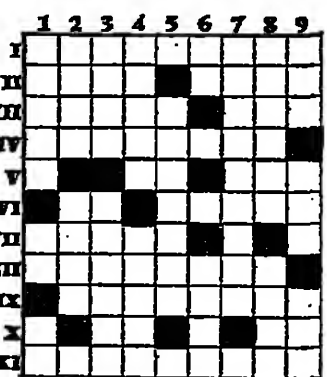
PRÉVISIONS POUR LE 14 NOVEMBRE DÉBUT DE MATINÉE



8 et 4 ; Athènes, 18 et 12 ; Berlin, 9 et 5 ; Bonn, 8 et 3 ; Bruxelles, 10 et 5 ; Casablanca, 21 et 17 ; Coppenhague, 10 et 3 ; Genève, 7 et 5 ; Lisbonne, 18 et 7 ; Londres, 6 et 5 ; Madrid, 13 et 1 ; Moscou, 1 et 0 ; New-York, 5 et 1 ; Palma de Majorque, 18 et 11 ; Rome, 17 et 14 ; Stockholm, 8 et 3.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1612



HORIZONTALEMENT

I. Avec elle, il est facile d'avoir pignon sur... II. Tribunal. Lieu de retraite campagnarde. III. Outils. Garni de pointes (épées). IV. Avant les jambes polluées. V. En pièces. Fosse à des actions d'éclat. VI. Saccage. VII. Mécontentement. VIII. Nuisance à la beauté d'un décor. IX. Peuvent être de l'avant-veille (féminin adjectif). X. Pronom. Dans le champ. XI. Il n'est pas étonnant qu'on le rencontre dans le quartier.

VERTICALEMENT

1. Mis sur la voie. Difficile à battre. Accord de l'élève. 2.

Embrasse le champ visuel d'un optimiste ; Jouis avec le feu. — 3. Coule en France. Cachalot. — 4. Constatant quand elle devient fatale : Coule en Normandie. — 5. Dignes de respect. — 6. Abréviation ; Habille une jolle fille. — 7. Catastrophiques. — 8. Famille à ceux qui étaient voués aux galères : Va des pieds à la tête. — 9. Abrège une citation ; Un point ; Devra donc arriver.

Solution du problème n° 1611

Horizontalement
I. Egoût ; Eunuque. II. Us ; Rua. III. NE ; Semblé ; Eals. IV. Epient ; Rac ; Lie. V. Tel ; Bâtirait. VI. Irone. EOM. VII. Ure ; Des ; Bus. Lu. XIV. Moutier ; St ; Nuées. XV. Essor ; Emeutes.

Verticalement
1. Nettoie ; Plume. 2. Guépe ; Spa ; Ra ; 3. Ce ; Y ; Bus. 4. Se ; Retires ; LA. 5. Endormie ; Ader. 6. GMT ; Elder. 7. Béquilles. 8. Unira. Unau. 9. SM. 10. C. 11. Cabello. 12. Ure ; C. 13. Allé ; Or. 14. Tito ; Eléocle. 15. Ete ; Rosa ; Xeuze. GUY BROUTY.

JUSTICE

Libres opinions Sur les flagrants délits

par HENRI LECLERC (*)

TOUT le monde peut y aller. C'est là, sur le quai des Orfèvres. La première salle d'audience à gauche en entrant. Ça fonctionne tous les jours. Venez un peu en avance et vous pouvez espérer être assis. Il y a fait très chaud. Dans le box sont entassés des personnages aux vêtements frillés et aux mines patibulaires. Un ou deux avocats s'agitent. La tribune, entre, et l'audience commence. Au galop. C'est qu'il va falloir juger quarante ou cinquante personnes dans l'après-midi : quelques minutes pour chaque affaire, comprenant l'interrogatoire du prévenu, parfois des dépositions de témoins, la réquisitoire, la plaidoirie, le délibéré et l'annonce du jugement.

En huit mois d'observation, Christian Hennion, journaliste à *Libération*, constate qu'environ six mille prévenus se sont vu attribuer à Paris environ quatre mille années de prison. C'est le résultat de cette observation quotidienne qu'il vient de résumer, comptes rendus bruts, rapportages quasiment sténographiés, dont tous ceux qui ont fréquenté les « flags » pourront constater l'absolue honnêteté (1).

Ces récits sont cruels. Ils n'épargnent aucun des acteurs de cette pauvre cérémonie judiciaire. Récitements du public, complaisances polles des protagonistes, réflexions sèches, plaisanteries vulgaires prennent, lorsqu'elles sont là, écrites, une dimension de dérision grotesque et tragique qui nous saisi de honte. Dans le box, le prévenu, le visage défilé, sale, humilié par la garde à vue, la nuit au dépôt, ne trouve pas ses mots. De toute façon, il ne parle pas la langue rituelle de la cérémonie. Parfois même, il reste un objet muet. Et quand une femme malade vient d'être condamnée à quatre mois de prison (« comme ça, vous pouvez vous soigner, puisque vous prétendez être malade »), personne ne répond à son cri de désespoir : « Il n'y a pas d'hôpital à Rennes. Pour aller à l'hôpital, j'ai bien à attendre de la vie ; je mourrai en volant ».

Le prévenu est un objet. De lui, personne ne sait rien, sinon son casier judiciaire. Son passé ne s'inscrit qu'en un négatif abstrait ou un néant. Comment et pourquoi est-il devenu délinquant ? Qu'a-t-il fait de positif ? Qu'est-ce ? Qu'importe. Mais, en fait, sa personnalité n'est-elle pas suffisamment définie par le fait qu'il est là, et sa culpabilité n'est-elle pas de ce seul fait présumée ? « Ces gens-là », ils se ressemblent tous. Félix Guattari, dans sa remarquable préface, rappelle que la flagrance de la culpabilité de celui qui est traîné devant cette juridiction dépend moins des faits, que de son être en tant que tel.

Le seul dossier d'instruction a été constitué par la police. Le président le découvre en même temps qu'il fait connaissance avec celui qu'il va juger. Le procureur, souvent, se contente de marmonner qu'il requiert l'application de la loi. L'avocat, quand il intervient, est presque toujours commis d'office. Ne sachant rien d'un homme qu'il doit défendre, il ne peut que se battre au niveau des faits contre un dossier qu'il n'a vu que quelques instants ou, dans le meilleur des cas, ressasser les thèmes généraux sur les causes de la délinquance ou le bon usage de la justice. Il est la bonne conscience de ce tribunal et de la société. « De quoi vous plegnez-vous mon ami, la société assure votre défense ! » Elle le fait à bon compte d'ailleurs, puisque l'avocat ne recevra jamais 1 centime de rémunération, portant seul la charge financière de cette fonction de défense, avant qu'on lui fasse porter la charge morale de son échec quasi inévitable. « Nous ne sommes pas un bureau de bienfaisance », répliquera très souvent un président à un avocat, qui faisait observer que la prison n'était pas un remède pour un jeune chômeur qui récidivait dans la voie des vols.

Ne nous laissons pas d'illusions : les spectateurs qui emplissent les salles d'audience sont du côté du président, du procureur. Lorsque tombent les années de prison, les visages s'illuminent.

Et en lisant l'objective chronique de C. Hennion, ils se réjouissent sans doute qu'il y ait un lieu où l'on ne se préoccupe pas trop de la personnalisation des gens, mais plutôt de la répression des délits. Jusqu'au jour où ils viendront constituer ce petit groupe toujours présent aussi : les proches humiliés et silencieux de celui qui est broyé par la machine implacable. Ils auront oublié qu'ils applaudissent la veille. Le lendemain, ils seront dans la longue cohorte grise qui s'entasse aux portes des prisons aux heures de veille.

La machine fonctionne si bien que, lorsqu'il s'agit pour le pouvoir de frapper vite et fort contre des manifestants ou des militants politiques, le tribunal des flagrants délits représente un instrument autrement plus pratique et donc plus efficace que la Cour de droit de l'Etat. Souvenons-nous qu'en mai 1968, c'est un tribunal de flagrants délits, réuni un dimanche matin, qui, envoyant en prison des manifestants, donna au mouvement qui se cherchait encore le plus beau mot d'ordre unificateur : « *Libérez nos camarades* » ; qu'après chaque manifestation, les flagrants délits frappent, comme ils ont frappé depuis le début du siècle des centaines de militants ouvriers.

Récemment, un tribunal de Saint-Nazaire, siégeant ainsi en flagrants délits, fallit bien créer une émeute en jetant en prison une dizaine de paysans par un jugement que la cour d'appel devait annuler, car les juges, dans leur précipitation, n'avaient même pas pris la peine de respecter les formes. Récemment encore, à Paris, un militant se vit trapper de deux ans de prison pour port d'une tige de fer en manifestation... Un procureur s'écria, à l'issue de ces audiences : « Politique ou droit commun, pour moi c'est la même chose ». Il voulait dire qu'il considérait un délit politique comme un délit de droit commun. Mais on peut retourner la proposition, ici, la signification politique de la répression des délinquants apparaît clairement.

Justice des pauvres, justice expéditive, les flagrants délits frappent aux marges de la société, au lieu social même où se constitue la délinquance : jeunesse, chômage, détachement de l'urbanisme moderne, appauvrissement comme une rengaine. Mais ici, un chômeur est un paria, un jeune pauvre de banlieue une graine de gangster, un petit récidiviste un gredin inamendable ; et la seule réponse que l'on donne au problème de la délinquance, c'est la prison, cruelle, mais surtout inefficace, et même criminogène, si l'on en croit les spécialistes.

Alors pourquoi ? Pourquoi envoyer en prison des gens dont on sait qu'ils sortiront plus délinquants, plus insérés, moins insérés ? Comment ne pas penser à la lumineuse hypothèse de Michel Foucault, selon laquelle la prison, dont chacun peut constater qu'elle échoue à réduire le crime, sert en fait « à produire la délinquance-type spécialisée, forme politiquement et économiquement moins dangereuse, à la limite utilisable d'illégalité, à produire des délinquants, milieu apparemment marginalisé mais centralement contrôlé ».

Si c'est à ce niveau qu'il faut poser le problème, on peut dire que les flagrants délits sont les fournisseurs d'origine de la prison. Faut-il en demander la suppression ? Sans doute. Mais nous sommes habitués depuis des années à ces réformes pénales ou pénitentiaires dont on croyait qu'elles amélioreraient les choses, mais qui ne changent rien, parce que le problème posé est celui de notre système judiciaire, indissolublement lié à notre type de société. Là seulement sont les remèdes.

(*) Avocat au barreau de Paris.

(1) Christian Hennion : *Chronique des flagrants délits* (Stock 2).

Une lettre du président des Assurances du groupe de Paris

Nous avons reçu de M. Bernard Fagès, président des Assurances du groupe de Paris, la lettre suivante :
« Le Monde, dans son numéro du 2 novembre 1976, a rapporté des déclarations qu'aurait faites l'éditeur de M. Flatto-Sharon, actuellement réfugié en Israël. Ces déclarations, mettant en cause le groupe Paternelle, il apparaît à celui-ci nécessaire de préciser :
Qu'il n'y a pas d'affaire de la Paternelle, comme pourrait le laisser croire le titre de l'article de votre journal du 3 novembre ; que cette société ainsi que le groupe auquel elle appartient ne sont nullement en difficulté ;
— Quand à la Société auxiliaire hypothécaire, elle a été victime d'une escroquerie pour laquelle elle a déposé plainte, en octobre 1974, et dont la justice est aujourd'hui saisie.

Mme Marthe Richard est autorisée à faire saisir « La Grande Maison »

Mme Simone Roze, président du tribunal de Paris s'est prononcée, le 12 novembre, sur les deux instances en référé engagées respectivement par Mme Marthe Richard et M. Roger Borniche, pour demander la saisie du livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, *La Grande Maison*, publié par les Presses de la Cité (*le Monde* du 11 novembre).

D'un côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Chenevier, en déclarant : « (...) Les défenses ne sauraient empêcher la saisie du livre de M. Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, *La Grande Maison*, publié par les Presses de la Cité (*le Monde* du 11 novembre). Dans le passé, à l'égard d'informations, M. Chenevier ne peut faire présumer que la demande de saisie est justifiée par le fait que M. Chenevier a été condamné à l'interdiction de paraître à l'extérieur de son pays, en 1974, pour des faits de corruption. (...) »

D'autre part, si Mme Marthe

SECRÉTAIRE NATIONAL DU PARTI DES FORCES NOUVELLES

M. Alain Robert poursuit « Libération » en diffamation

Devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Alain Dupuy, M. Alain Robert, secrétaire national du P.F.N. (Parti des forces nouvelles), poursuivait vendredi 12 novembre, pour diffamation, la directrice de « Libération », Mme Zina Rouabah, à laquelle il demande 100 000 F de dommages et intérêts.

Dans un article du 12 janvier 1976, intitulé « L'enlèvement de M. Hazan — P.D.G. de la société Phonogram — desot sans doute favoriser un mouvement d'extrême droite », M. Dominique Prot, écrivain, à propos de M. Robert : « Si n'a pas été incriminé, il n'en a pas moins été entendu par la police. »

Dès l'abord, les avocats de la défense rappellent que la quotité d'extrême gauche n'avait pas été seul à parler de cette audition puisque, quarante-huit heures avant lui, *le Monde* en faisait mention (11-12 janvier 1976) et que l'*Humanité* puis le *Canard enchaîné* et *Rouge la*

signaient ensuite sans recevoir de démenti.
« Si j'ai porté plainte seulement contre *Libération* affirme M. Alain Robert, assisté de M. Roland Paynard, c'est qu'il laissait entendre que je pouvais moi aussi être l'un des responsables. C'était une atteinte délibérée à mon honneur et à ma réputation. Au demeurant, je n'ai jamais été interrogé par la police. »

Le seul témoin qui aurait pu confirmer le propos, M. Marc Terrasson, inspecteur principal à la police judiciaire, s'est retranché derrière le secret professionnel.

Pour sa part, M. Jean-Paul Lévy, l'un des deux avocats de la défense, a rappelé la carrière de M. Robert au sein des mouvements d'extrême droite. En 1945, il a été tour à tour fondateur d'Occident en 1963, du GUD (Groupe Union Droit) à la faculté d'Assas en 1968, secrétaire général d'Ordre nouveau en 1970 et membre du Front national avant de participer, en 1974, à la création du P.F.N. Il a d'autre part organisé le service d'ordre de la campagne électorale de M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

M. Alain Robert est de ceux qui veulent faire régner l'ordre nouveau avec des forces nouvelles, plaide à son tour M. Henri Leclerc, mais qui trempe la main dans les pires opérations. Il pourra s'estimer heureux que nous ne lui demandions pas à notre tour des dommages et intérêts.
Le jugement sera rendu le 3 décembre. — F. B.

Un procès met en cause la rigueur de la sélection de l'élevage charolais

La cour d'appel d'Orléans, intervenant vendredi 12 novembre après cassation d'un arrêt de la cour de Bourges, a renvoyé, à cause de l'absence d'un témoin, au 28 janvier l'examen

du différend qui oppose un agriculteur normand, M. Jean-Louis Noize, à un éleveur, M. André Soulier, sur l'origine et la qualité d'un élevage charolais.

Qui est le père de Canada ?

De notre envoyé spécial

Orléans. — Comment un agriculteur, qui croit acheter un troupeau de pure race charolaise, découvre qu'un éleveur normand « trépatouille ». Et comment le cas arrive.

C'est, en deux phrases, l'histoire d'un agriculteur normand, M. Jean-Louis Noize. En 1970, il apprend que sa femme va reprendre son propre élevage. Il lui faut donc trouver autre chose. Il « fait » les petits annonces. « Demande associé pour important élevage charolais sélectionné », lit-il dans un hebdomadaire agricole. Euh... de lettres, visites, affaire conclue. En décembre de la même année, M. Noize achète la moitié du troupeau de M. André Soulier, éleveur à la solide réputation. Il s'associe avec lui pour gérer le cheptel : sobriété, plus les jeunes et trois taureaux, le tout réparti par moitié entre les deux associés. M. Noize, éleveur sélectionné depuis vingt ans, indemne de brucellose, gratifié de vingt-cinq prix d'honneur et de cinquante premiers prix obtenus dans des concours, est un vétéran, exportateur en Amérique du Sud, en Grande-Bretagne et en Yougoslavie.

M. Noize engage 263 000 francs. Il est persuadé d'avoir fait une bonne affaire. Début 1972, les services du « Herd book » procèdent à des analyses sanguines comparatives. Sur un lot de onze taureaux, il y en a un qui n'est pas sélectionné depuis vingt ans, indemne de brucellose, gratifié de vingt-cinq prix d'honneur et de cinquante premiers prix obtenus dans des concours, est un vétéran, exportateur en Amérique du Sud, en Grande-Bretagne et en Yougoslavie.

M. Noize engage 263 000 francs. Il est persuadé d'avoir fait une bonne affaire. Début 1972, les services du « Herd book » procèdent à des analyses sanguines comparatives. Sur un lot de onze taureaux, il y en a un qui n'est pas sélectionné depuis vingt ans, indemne de brucellose, gratifié de vingt-cinq prix d'honneur et de cinquante premiers prix obtenus dans des concours, est un vétéran, exportateur en Amérique du Sud, en Grande-Bretagne et en Yougoslavie.

Un rapport égaré...

En 1837, le comte de Bouillé a une intuition : plutôt que de criser les vaches comme cela se pratique à l'époque pour obtenir des animaux ayant les qualités des uns et des autres sans leurs défauts, il propose une sélection pure. Il choisit de sélectionner des bovins qui sont implantés dans la région de Charolles depuis le Moyen Âge, dont la viande est fameuse. Pour que l'expérience ait plus de rigueur, une commune est empruntée, en 1894, aux Britanniques, qui ont la possibilité d'acheter des bovins d'un élevage génétique des bêtes. C'est le « Herd book » — il en existe désormais pour les différentes races — qui permet de déterminer l'ascendance de chaque bête. Actuellement on connaît donc la filiation des animaux inscrits au « Herd book » jusqu'à quatre fois le prix d'un animal ordinaire. Un reproducteur peut atteindre la somme de 1 million de francs de l'élevage. La Chine, le Brésil, l'Argentine, la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Canada, tous les pays qui veulent développer leur élevage à

vienne achètent des vaches charolaises. Cette réputation s'est faite grâce à une sélection rigoureuse. Les fondateurs du « Herd book » le savent, qui ont soigneusement gardé leurs statuts de représentants des éleveurs charolais. Les pouvoirs publics en sont conscients qui désignent un ingénieur agronome comme directeur du « Herd book ». Or le directeur M. Soulier a révélé que les canons de la rigueur se sont singulièrement ramolis en Charolles.

Le père du fameux Canada n'est pas le célèbre Ultima ? Qu'à cela ne tienne, une commission fera endosser cette paternité à Titus, un taureau mort dont, curieusement, on ne connaît pas le groupe sanguin. On s'étonne que, sur une centaine de bêtes, onze soient « fausses ». Pourquoi donc ? La proportion admise est de 3 %, avait dit à l'audience de Bourges le secrétaire général du « Herd book », M. Bomby. Quant à écrire plus tard que ce taux ne doit pas excéder 1 %, sur plus de quatre-vingt mille bêtes déclarées par an, on ne compte pas plus de sept cents contrôles. Savoir comment déterminer dans ces conditions la qualité de l'élevage charolais ?

Une généalogie fantaisiste

Huit pour cent de bêtes fausses dans un cheptel, cela signifie qu'au bout de quelques générations, tous les animaux ont une généalogie fantaisiste. Et c'est dans ces conditions d'établir des livres et de faire payer de lourdes cotisations aux inscrits ? Comment justifier, en outre, le prix de vente des animaux ?

Au reste, plusieurs vaches et veaux ont été vendus à l'étranger sur la foi des certificats français. Ces animaux risquent de bouleverser le travail de sélection de dialèses d'années par des croisements consanguins notamment. Les services agricoles de certaines ambassades commencent à s'inquiéter sérieusement de la chose.

L'affaire est donc grave. Les dirigeants du « Herd book » sont des éleveurs élus. Ils trouvent, on l'a vu, l'erreur de filiation normale. Mais ils sont juges et partie. Ne seront-ils pas tentés d'écarter le scandale ? Le ministre de l'Agriculture a en charge l'élevage bovin qui est une source importante de devises. Surtout, il ne faut pas laisser commettre de la France de faire écarter la vérité ? L'ingénieur agronome directeur du « Herd book » au moment de l'instruction a été depuis chargé d'autres fonctions sans avoir été entendu par la cour. Le rapport fait par l'inspecteur divisionnaire

A FR3

« LA PETITE JUSTICE »

Un dossier précis et inquiétant, mais, en outre, une analyse de l'ordonnance et de la dérive de la justice — de la région Bourgogne, s'est apparemment égaré dans les dédales de l'administration centrale. Facheux.

ALAIN GIRAUDO.

A l'aide d'une série d'exemples concrets et révélateurs, les auteurs de l'émission ont souligné les défaillances d'une justice qui rend le justiciable le plus souvent amer et désabusé, même si l'on est en voie d'obtenir satisfaction. A travers divers cas, simples et bien choisis, on nous a montré que la justice coûte cher (1 200 F pour un pot de yaourt avarié), alors qu'il s'agit de celle de tous les jours, « une petite justice » qui intéresse pourtant le plus grand nombre. On a vu que la justice est fréquemment inefficace, impuissante à faire exécuter ses décisions, que la justice est décevante quand les victimes d'un promoteur malhonnête sont encore poursuivies par un huis-clos alors que le coupable est déjà condamné, voire déjà libéré.

Des conclusions ? Elles ont été succinctement évoquées. Un magistrat fait illusion — sans trop y croire — à la possibilité de créer un fonds de garantie pour l'exécution des jugements visent les débiteurs insolvables.

Un avocat a préféré parler, plutôt que d'une tarification, d'une amiable clarification de la répartition des avocats. Une représentante de l'Institut national de la consommation a mis en valeur l'efficacité croissante — mais difficile — des associations de consommateurs a mis en sur retenus les brèves propos d'un avocat d'une organisation de consommateurs qui affirme que « le recours à la justice est un privilège », que les judiciaires doivent faire l'avance des frais de justice et que beaucoup y renoncent. Il a finalement déclaré que la justice devrait être un service public, c'est-à-dire gratuit.

M. Olivier Guichard, ministre de la justice, a, pour sa part, dit, en trois minutes, qu'il n'y avait pas de « petites affaires », a regretté que la justice semble « trop lointaine » et il a seulement fait part d'un projet, plus exactement d'une expérience : celle de faire passer la justice de paix disparue depuis 1958, pour retrouver une justice de conciliation où le juge était assisté par des « notables de cantons ».

A la fin d'une telle émission, on pouvait attendre une autre conclusion — ou pas de conclusion du tout — et le télé-spectateur avait tout lieu d'être aussi déçu que bien des justiciables.

FRANCIS CORNU.

FAITS DIVERS

DEUX POLICIERS IMPLIQUÉS A MARSEILLE DANS UN TRAFIC D'ARMES AU PROFIT DU « MILIEU »

De notre correspondant

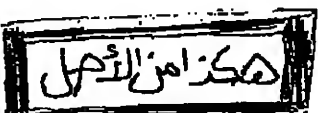
Marseille. — Une enquête de la sûreté urbaine de Marseille — déclinée à partir de renseignements fournis par la police de Lyon — vient d'aboutir, au début de la semaine, à l'arrestation dans un bar de Marseille d'un gendarme de la police. M. Ange Casanova, vingt-sept ans, en poste à Marseille depuis deux ans, venant de Lyon. M. Casanova était en compagnie de deux hommes, M. Jean-Louis Almaric, moniteur d'éducation physique, et Pierre Vran, repris de justice, demeurant aux Salins-Marie-de-la-Mer. Tous trois ont été écroués et inculpés de détention d'armes.

En effet, au cours d'une perquisition effectuée au domicile du policier, les enquêteurs devaient mettre la main sur un grand nombre d'armes, pistolets automatiques et mitraillettes ; dans son véhicule, se trouvaient également deux pistolets mitrailleurs Stear et un lot de cartes nationales d'identité. Ces cartes avaient été dérobées par M. Robert Leroy, trente-sept ans, sans-brigadier

de police au commissariat de Rivedu-Oler (Loire), chez lequel on a également saisi quatre pistolets de gros calibre et un autre lot de cartes d'identité volées.

Parallèlement, l'enquête a établi que M. Robert Leroy était en relations étroites avec un certain Raphaël Flory, aujourd'hui en fuite, policier révoqué, propriétaire du Bar de la presse, rue La Fayette, à Lyon, qui, pour les enquêteurs, était chargé de l'approvisionnement en armes et fausses cartes des milieux de Paris, Lyon et Marseille.

Un avion-taxi s'écrase en Irlande : sept morts. Un avion-taxi d'une compagnie de louage de Genève s'est écrasé au sol au moment du décollage à l'aéroport de Shannon (Irlande), couvert par un épais brouillard. Les sept occupants de l'appareil, du type Piper Apache, ont été tués, et il a fallu une heure pour retrouver l'épave en raison des conditions atmosphériques.



SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 13 - Dimanche 14 novembre

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Elektra (sam, 20 h.) ; Une heure de musique de chambre (dim, 18 h. 30).
 Comédie-Française : Lorenzaccio (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Châtelet : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Odéon : Il Campiello (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 TNP : Comme il vous plaira (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Petit TNP : Dialogues d'adultes (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).

Les salles municipales

Neufvilles : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Boulogne-Billancourt : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Boulogne-Billancourt : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).

Les autres salles

Atelier : Monsieur chasse (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Athénée : La Séquière (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Bouffes du Nord : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Centre culturel du XVII^e : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).

Les théâtres de banlieue

II : Les Caprices de Marianne (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Théâtre du Marais : La Crèche opéra (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Théâtre d'Orsay : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Théâtre de la Plaine : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Théâtre de la Plaine : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, sam, 15 h. : La Rue sans joie, de G.W. Pabst, 18 h. 30 : Les Femmes de l'air, de J. Cassavetes, 20 h. 30 : Les Femmes de l'air, de J. Cassavetes, 22 h. 30 : Les Femmes de l'air, de J. Cassavetes.

Les exclusivités

L'ALLEU OU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.
 ANATOMIE D'UN RAPPORT (Fr.) : ABC, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.
 BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : ABC, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.

Festival du théâtre immigré

A Paris, en banlieue et en province. Renseignements : 506-08-84 à Puteaux.

Festival d'automne

Bouffes du Nord : Dérivés tourtereaux de Dumas, 20 h. 30.
 Bouffes du Nord : Dérivés tourtereaux de Dumas, 20 h. 30.
 Bouffes du Nord : Dérivés tourtereaux de Dumas, 20 h. 30.

Les concerts

Concerts de la salle de l'Opéra : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Concerts de la salle de l'Opéra : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Concerts de la salle de l'Opéra : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).

American Church : E. Hehr, clavier (Rameau, Bach) (dim, 18 h.).
 Théâtre Esplanade : D. Horowitz, piano (Scriabine, Rachmaninov, Frank Martin, Chopin) (dim, 18 h.).
 Salle Chopin : E. Hehr, clavier (Rameau, Bach, Bartók) (dim, 20 h. 30).

Le music-hall

Bouffes-Parisiens : La Belle Héroïne (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Bouffes-Parisiens : La Belle Héroïne (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Bouffes-Parisiens : La Belle Héroïne (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).

Jazz et pop

(Voir théâtres de banlieue.)
 Pavillon de Paris : Naxos (sam, 20 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, sam, 15 h. : La Rue sans joie, de G.W. Pabst, 18 h. 30 : Les Femmes de l'air, de J. Cassavetes, 20 h. 30 : Les Femmes de l'air, de J. Cassavetes, 22 h. 30 : Les Femmes de l'air, de J. Cassavetes.

Les exclusivités

L'ALLEU OU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.
 ANATOMIE D'UN RAPPORT (Fr.) : ABC, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.
 BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : ABC, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.

Festival du théâtre immigré

A Paris, en banlieue et en province. Renseignements : 506-08-84 à Puteaux.

Festival d'automne

Bouffes du Nord : Dérivés tourtereaux de Dumas, 20 h. 30.
 Bouffes du Nord : Dérivés tourtereaux de Dumas, 20 h. 30.
 Bouffes du Nord : Dérivés tourtereaux de Dumas, 20 h. 30.

Les concerts

Concerts de la salle de l'Opéra : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Concerts de la salle de l'Opéra : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Concerts de la salle de l'Opéra : Les Femmes de l'air (sam, 20 h. 30 ; dim, 14 h. 30 et 20 h. 30).

Les films nouveaux

L'AFFICHE ROUGE, film français de Franck Cassault, avec Pierre Clementi : Impérial, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.
 UN CADAVRE AU DESSERT, film américain de Robert Moore, avec Alice Guinard, v.o. : Studio Alpha, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.
 UNE FEMME A SA FENÊTRE, film français de Pierre Grimal, avec Romy Schneider et Philippe Noiret : Molière, 15 h. 30 ; Cinéma, 18 h. 30 ; Cinéma, 20 h. 30 ; Cinéma, 22 h. 30.

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS



DIMANCHE 14

SELECTION OFFICIELLE : LE COUP DE GRACE

de Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta
 R.F.A. / 9 h - 13 h - 20 h

L'OMBRE DES CHATEAUX

de Daniel Duval / France / 11 h - 15 h 30 - 22 h

PREMIERE VISION EN FRANCE :

REQUIEM POUR UN REVOLUTIONNAIRE de Ferenc Grunwalsky / Hongrie / 11 h - 17 h 30 - 20 h

PANORAMA 76 : SAFRANA ou le droit à la parole

de Sydney Sokhona / Mauritanie / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : LA ROUE (1^{ère} partie)

de Abel Gance / France / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRESENCE DU CINEMA ALLEMAND :

LA DECHEANCE DE FRANTZ BLUM de Reinhardt Hauff / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINEMA FRANÇAIS :

DES JOURNEES ENTIERES DANS LES ARBRES de M. Duras / 13 h - 15 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA SOVIETIQUE :

LES TZIGANES MONTENT AU CIEL de Emil Lotianu / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA JAPONAIS :

LE DUEL SILENCIEUX de Akira Kurosawa / 9 h - 13 h

CINEMA ITALIEN DES ANNEES 30 :

VECCHIA GUARDIA de Alessandro Blasetti / 11 h - 21 h 45

LUNDI 15

SELECTION OFFICIELLE :

LO SCOPONE SCIENTIFICO de Luigi Comencini / Italie / 11 h - 15 h - 20 h

PREMIERE VISION EN FRANCE EXPROPRIACION

de Mario Robles / Venezuela - Pérou / 11 h - 17 h 30 - 20 h

PANORAMA 76 : AJANI OGUN

de Ola Bolagun / Nigéria / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : LA ROUE (2^e partie)

de Abel Gance / France / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRESENCE DU CINEMA ALLEMAND :

VERLORENES LEBEN / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINEMA FRANÇAIS de Michèle Rosier

MON CŒUR EST ROUGE / 13 h - 15 h 45 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA SOVIETIQUE

L'ÉTOILE D'OULOUGUEV de Latif Faisiev / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA JAPONAIS :

BARBEROUSSE de Akira Kurosawa / 8 h - 12 h 30

CINEMA ITALIEN DES ANNEES 30 :

IL GRANDE APPELLO de Mario Camerini / 11 h - 21 h 45

HOMMAGE A JEAN GABIN / OLYMPIC ENTREPOIT

Dim. : Gueule d'Amour / Lundi : Pépé le Moko

PRESENCE DU CINEMA / THEATRE 71

SOVIETIQUE / Dim. 15 h : Comment le czar Pierre le Grand...
 17 h : L'eau vivante

ALLEMAND / Lundi : 20 h 30 La déchéance de Frantz Blum

22 h 00 Paule, Paule Ander

Renseignements et réservations : L'EMPIRE. Tél. : 766-59-19.

Prix : 10 F double séance (9 h. et 11 h.).
 15 F autres séances, 10 F moins de vingt-cinq ans.
 Abonnement : 150 F (vingt séances)

MAISON DES ARTS
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX
 Place de l'Hôtel-de-Ville
 94000 CRETEIL (Métro Créteil-Préfecture)

Mardi 16 novembre, à 20 h. 30
JACQUES HIGELIN
 Jazz-Rock

PRINCES DES PLACES. — Abonnés : 20 francs.
 Étudiants/Jeunes Travailleurs : 15 francs.
 Jeunes/Adultes : 10 francs ; Non abonnés : 20 et 30 francs.
 Renseignements Location : 899-94-50, de 12 h. à 19 h.

(PUBLICITE)
SAINT-SÉVERIN - mardi 16 novembre 20 h. 45
DELANDE : DE PROFUNDIS
MAURICE DURFLE : REQUIEM
 Maîtrise d'enfants de la Résurrection.
 Les Petits Chanteurs de Sainte-Marie d'Antony.
 Ensemble instrumental. Direction Francis BARDOT.
 LOCATION DURAND.

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONSUMMATION

BILLET

De l'essai comparatif
...aux choix politiques

Organisés par l'Union fédérale des consommateurs (éditrice de la revue *Chus choisir* ?) (1), les ateliers généraux de la consommation qui se sont tenus les 12 et 13 novembre, à Paris, étaient ambigus par le nombre des thèmes abordés aussi bien que par la multiplicité des actions envisagées.

De deux heures en deux heures, des sujets aussi variés que les tarifs de l'assurance, la nécessaire réglementation de l'utilisation de l'automobile, la qualité des produits alimentaires sur les points de vente, la meilleure utilisation des voitures particulières (destinées à faciliter une politique des transports collectifs), le logement et l'urbanisme, la presse, la télévision et l'information des consommateurs, la pollution des rivières, les problèmes de l'énergie nucléaire, l'initiation, la surconsommation et la sous-consommation furent abordés.

Simultanément, des « ateliers » proposaient aux visiteurs de compléter les remarques collectées par les organisateurs et réunies par ailleurs dans un épais « cahier des doléances », avec ce mot d'ordre : « Consommateurs, dites-le... ». Objectif : une proposition sous les quatre d'heures. Tout cela, on s'en doute — et c'est la raison inévitable du foisonnement des idées — fut inégal quant à la qualité.

Même flottement dans les interventions « politiques ». Répondant aux questions après son allocution inaugurale, Mme Scrivener, secrétaire d'État à la consommation, s'employa de sa voix calme et posée à convaincre ses interlocuteurs qu'il ne fallait pas mélanger les genres (« Qui trop embrasse, mal étreint ») et se refusa à tout commentaire sur les opérations de rachat de journaux menées par M. Robert Hersant, contre qui l'U.F.C. vient de porter plainte.

MM. d'Inbarne, directeur du CERBE (Centre de recherches pour le bien-être), et Duhaucourt,

professeur d'économie à la faculté de droit de Reims et membre du parti communiste, avaient accepté de répondre contradictoirement aux questions fort mélangées d'un auditoire qui passait sans gêne apparente du pouvoir des monopoles aux économies d'énergie et à la qualité des produits alimentaires.

M. Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste, tenta de convaincre ses interlocuteurs de la dimension « politique » des problèmes de consommation, bien que l'apolitisme soit à la mode. Après avoir affirmé que la puissance publique ne reconnaît pas aux organisations de consommateurs un pouvoir qu'elle n'aurait pas attribué, il rappela la nécessité d'acquiescer les comportements inflationnistes de chacun, en prêtant à long terme et en indexant non seulement la rémunération de l'épargne, mais aussi les remboursements des emprunteurs.

Au total, ces « ateliers généraux » ont révélé une incontestable richesse d'idées, mais ont aussi reflété l'évolution de l'Union fédérale des consommateurs, qui naguère faisait porter tout son effort sur la publication d'essais comparatifs et qui, aujourd'hui, avec le soutien de quatre-vingt unions locales, cherche à aborder, dans leur complexité, les aspects économiques et politiques de la défense des consommateurs. Consistent désormais au sein de l'U.F.C., des traditionalistes et des contestataires, des « politiques » résolus et des « politiques » qui cherchent ou ont déjà trouvé leur voie, des ménages souchés de la faire le « meilleur choix » et des militants qui ont décidé d'être des citoyens consommateurs et usagers à part entière.

Se dégageait-il de ce foisonnement une ligne d'action cohérente pour des objectifs communs ?

JOSÉE DOYERÉ.

(1) 7, rue Léonard-Reynaud, 75016 Paris.

ÉNERGIE

Augmenter le prix du pétrole est un droit

déclare le président du Venezuela

C'est apparemment sans enthousiasme qu'a été accueillie dans les pays industrialisés la mise en garde américaine aux pays exportateurs de pétrole contre une hausse éventuelle du prix du « brut ».

Si, de source autorisée aux Communautés européennes, on a

● L'EXPLOITATION DU GISEMENT CHARBONNIER DE LA HOUVE (Moselle) sera vraisemblablement prolongée. — M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a annoncé le 12 novembre, à Metz, qu'il allait « proposer au gouvernement une décision favorable pour les travaux de maintien et de prolongement jusqu'en 1985 de l'exploitation du gisement de la Houve, à Cruicourt ».

Le ministre, qui a visité le site possible d'implantation d'une centrale nucléaire sur la Moselle, canalise à Cattenom, à une vingtaine de kilomètres de Luxembourg, a déclaré que « la procédure d'enquête d'utilité publique sera largement accélérée pour permettre à tout le monde de s'exprimer ».

● ACCORD DE COOPERATION ELF-PETROFINA. — Les deux sociétés française et belge, dans le but d'assurer une meilleure utilisation de leurs capacités de raffinage, viennent de conclure un accord d'échange intercommunautaire de capacités. ELF traitant en France du pétrole brut pour Petrofin, alors que cette dernière mettra à la disposition de la société française une capacité annuelle égale de raffinage en Grande-Bretagne. Cet accord est prévu pour cinq ans.

● UN CONSORTIUM DE VINGT ET UNE BANQUES AMÉRICAINES a accordé à l'Argentine un prêt de 500 millions de dollars sur quatre ans. L'accord négocié en juin (le *Monde* du 21 juillet) a été signé le 29 octobre à New-York et, selon M. Adolfo Díaz, gouverneur de la Banque centrale d'Argentine, « marque un retour » de son pays sur le marché international des capitaux. — (A.F.P.)

qualifié cette intervention d'opportune, c'est parce que, selon les experts de Bruxelles, une hausse de 10 % s'ajoutant à une charge supplémentaire de 5 milliards de dollars pour les Neuf.

Les États-Unis se livrent d'ailleurs à une justification économique de leur mise en garde. Les experts américains ont calculé qu'une augmentation de 15 % — c'est le chiffre qu'avait avancé le chah d'Irak — ferait passer leur taux d'inflation de 6 % à 7 % et ramènerait leur taux de croissance de 4 % à 3 %.

À Paris, le porte-parole de l'Élysée, M. Jean-Philippe Lecat, a déclaré que la France ne rendrait publique sa position que lorsqu'elle serait saisie « officiellement » des propositions américaines. Et si M. Barre, avant de s'envoyer pour l'Égypte, a affirmé que « toute hausse serait préjudiciable aux économies occidentales », il n'en a pas moins admis qu'il était « normal » de prendre en considération les intérêts des pays producteurs.

Enfin, à Tokyo, la concertation semble l'emporter sur la confrontation puisque, après deux jours de réunions, dirigeants politiques et économiques du Japon et de l'Organisation des

pays exportateurs de pétrole ont décidé le 12 novembre de former des groupes de travail pour étudier en commun les problèmes énergétiques japonais et ceux du développement industriel des pays arabes.

À deux jours de la réunion de la commission économique de l'OPESP — chargée de préparer les dossiers techniques de la prochaine conférence ministérielle convoquée pour le 15 décembre à Doha (Qatar) — les pays exportateurs ont eux aussi été particulièrement discrets. Seul le président du Venezuela, M. Carlos Andrés Pérez, a de nouveau justifié le principe d'une augmentation des prix. Cette controverse sur le prix du pétrole, a affirmé M. Pérez, « ne recevra pas de réponse définitive tant que le dialogue Nord-Sud ne débouchera pas sur des perspectives claires pour les pays du tiers-monde ».

Augmenter le prix du pétrole, a-t-il ajouté, n'est ni le résultat d'un caprice ni un abus des membres de l'Organisation des pays producteurs. C'est un droit pour un groupe de pays qui ont vu les jours augmenter les prix des produits manufacturés et des importations qu'ils sont obligés de faire, par la faute de l'inflation.

La hausse du prix du pétrole est un droit, a-t-il déclaré, car le pétrole est une ressource commune à tous les hommes. Les pays producteurs ont le droit de décider de son prix. C'est un droit qui ne peut être nié.

Le pétrole est une ressource commune à tous les hommes. Les pays producteurs ont le droit de décider de son prix. C'est un droit qui ne peut être nié.

Apprendre à manger

(Suite de la première page.)

La part des préparations industrielles qui diminuent la fatigue de la maîtresse de maison et lui font économiser du temps, est également en expansion. Les pommes de terre peuvent être achetées toutes épluchées sous forme de « chips » ou de frites surgelées, de flocons ou poudre, pour purée instantanée. Les diverses présentations de poissons surgelés évitent les inconvénients de la préparation pour les jeunes enfants notamment ; de très nombreux « desserts instantanés » évitent à la ménagère de confectionner des entremets.

En vingt ans, de 1952 à 1972, la production française de conserves de légumes a été multipliée par 5 : celle des pâtes cuites (raviolis, cannellonis), par 8 ; celle des plats cuisinés (cassoulet, couscous, etc.), par 28. L'utilisation des surgelés reste, en France, très inférieure à ce qu'elle est aux États-Unis, dans les pays scandinaves ou en Grande-Bretagne, mais elle progresse rapidement.

Il est peut-être inquiétant pour notre société que le profit soit très faible pour l'agriculteur, et qu'il soit au contraire relativement élevé pour certaines opérations mineures. Quand on compare le prix des sodas (de l'eau, du sucre, du gaz carbonique, de quelques arômes) avec le prix du lait, on mesure combien le système est anormal. De même, le fait de mettre un peu de confiture ou quelques morceaux de fruits dans un yaourt permet d'augmenter notablement le prix. Donner à un fromage blanc l'aspect et la consistance d'un fromage « légal » permet d'augmenter le prix marchand. On vend une image, on vend un slogan.

Les « magasins à grande surface » jouent un rôle important dans cette évolution. Autrefois, la ménagère demandait au commerçant le produit dont elle avait besoin ; aujourd'hui, dans les « libres-services », elle choisit avec les yeux. Autrefois, la ménagère faisait confiance à son épicer ou à sa crémière. Maintenant elle fait confiance à une marque, c'est-à-dire à un nom commercial, ce qui explique l'importance de la publicité.

L'évolution de notre alimentation concerne non seulement ce que nous mangeons (la production et la transformation des aliments), mais aussi le cadre du repas. En 1955, le

nombre de repas pris en collectivité en France était de l'ordre d'un milliard sept cents millions. En 1975, environ cinq milliards de repas ont été pris en collectivité. Cela constitue un fait social marquant : dans la région parisienne, 80 % des actifs déjeunent hors de leur domicile. Autrement dit, bon nombre d'enfants ne voient leurs parents que lors du repas du soir. Parfois les horaires de travail du père diminuent encore le nombre de repas où parents et enfants sont réunis. D'autant que la moitié des écoliers français déjeunent « à la cantine ».

L'homme industriel, le citoyen des pays développés, a des dépenses énergétiques beaucoup plus faibles que celles des générations précédentes : dans l'industrie et l'agriculture, de nombreux appareils remplacent le travail musculaire ; le chémin ne marche presque plus, il roule ; durant la saison froide, appartements et bureaux sont chauffés, et parfois même surchauffés — ce qui supprime les dépenses énergétiques de lutte contre le froid.

Toutefois, nous sommes sans cesse invités à « consommer » : les magasins d'alimentation regorgent de victuailles ; près de notre lieu de travail, des distributeurs automatiques de boissons ou d'aliments nous incitent à prendre quelque chose...

Une alimentation abondante et une vie sédentaire (c'est-à-dire d'une part abondante et faibles dépenses énergétiques) favorisent le surpoids, de « maladies de surcharge », surtout chez les individus génétiquement prédisposés.

Les Français — comme les habitants des autres pays industrialisés — ont été conduits à diminuer leur ration calorifique, puisque les rations moyennes actuelles sont sensiblement inférieures à celles qu'on observait il y a vingt-cinq ou trente ans. Mais certaines personnes, même lorsqu'elles ont une vie très sédentaire, éprouvent de grandes difficultés à régler leur consommation à un niveau d'apport d'environ deux mille calories par jour.

Les habitudes alimentaires dont nous avons hérité étaient adaptées à un mode de vie qui exigeait une activité physique importante. Ces habitudes deviennent nocives pour l'homme moderne. A une époque où l'industrie alimentaire nous propose sans cesse de nouveaux produits appétissants, il nous faut apprendre à limiter notre appétit et réapprendre à composer intelligemment notre ration.

La place des glucides a diminué, puisque nous consommons moins de pain, de féculents, de légumes (cependant, nous ingérons davantage de sucre, c'est-à-dire de saccharose).

La quantité de protéines d'origine végétale — apportées surtout par les céréales et les légumes secs — a diminué, alors que les protéines d'origine animale (fournies par les viandes, poissons, œufs, fromages et produits laitiers) ont très nettement augmenté.

La quantité de lipides s'est accrue et la nature des lipides a évolué. En France, entre 1955 et 1971, la consommation moyenne de lipides par personne et par jour s'est accrue de plus de 20 grammes : les lipides fournissent 9 calories par gramme, le « Français moyen » ingère chaque jour 200 calories lipidiques de plus qu'il ne faisait quinze ans plus tôt.

On a vu donc à un triple phénomène : baisse de la valeur calorifique totale de la ration liée principalement à la moindre consommation d'aliments riches en glucides, augmentation des protéines animales, augmentation très nette des lipides. Or il n'est pas souhaitable que les calories d'origine lipidique représentent plus du tiers des calories totales de la ration. Ce taux est largement dépassé aux États-Unis, au Canada, en Europe de l'Ouest. Dans la région parisienne, 44 % des calories sont d'origine lipidique (G. Péquignot). Il y a quelques années, on a beaucoup

● Pernod-Ricard, qui vient de recevoir l'aval des conseils d'administration des diverses sociétés intéressées, va mettre un terme à ses opérations de restructuration en absorbant Cusenier et C.D.C. Les conditions de l'opération seront soumises aux actionnaires le 30 décembre prochain. Il leur est proposé une action Pernod-Ricard contre une action Cusenier et une action Pernod-Ricard contre deux actions C.D.C., plus une souche en espèces de 5 F dans les deux cas.

La restructuration, engagée après l'O.P.E. de Pernod-Ricard sur Cusenier et C.D.C., a pour objectif de relancer les ventes des marques d'apéritif à base de vin et regrouper les réseaux de vente. Avec un chiffre d'affaires global supérieur à 1,5 milliard de F et quelque 4 800 salariés, ce groupe sera dans le peloton de tête mondial des fabricants de spiritueux.

insisté sur le rôle de cette forte consommation de lipides, ainsi que sur leur composition (acides gras saturés) dans le développement des lésions d'athérosclérose des vaisseaux coronaires. Il ne faut pas exagérer la responsabilité des lipides, car bien des facteurs interviennent : tabac, consommation élevée de saccharose, nature de l'eau de boisson, rythme bousculé de la vie moderne, sédentarité, facteurs génétiques. Il n'en demeure pas moins vrai que cette augmentation de la place occupée par les lipides dans la ration est préoccupante.

L'augmentation de la consommation de sucre a également des répercussions sur la santé publique. Elle était de l'ordre de 3 kilos par personne et par an en 1940, de 16,8 kilos par an en 1960 et de 33,4 kilos en 1974. L'usage du sucre « en nature » (morceaux ou poudre) n'augmente pas, et même diminue.

Les « utilisations industrielles » s'accroissent rapidement : sucre présent dans des sirops, sodas, fruites, entremets, crèmes glacées, yaourts pré-sucrés, lait gélatinisé aromatisé, etc.

En trente ans, de 1950 à 1973, ces utilisations « industrielles » ont presque doublé en France. Si on tient compte du fait que la consommation de sirops, fruites, crèmes glacées, desserts, est beaucoup plus élevée chez les enfants et les adolescents que chez les adultes et les personnes âgées, on doit conclure que les jeunes consomment indirectement trois fois plus de saccharose qu'en 1950.

Dans le processus de carence dentaire, la forte consommation de sucre n'est que l'un des facteurs en cause ; de même dans le développement des maladies de surcharge, obésité et athérosclérose, elle n'est qu'un facteur parmi beaucoup d'autres, mais les faits que nous venons de citer méritent cependant de retenir l'attention.

Docteur HENRI DUPIN.

Les « maladies de surcharge »

Une alimentation abondante et une vie sédentaire (c'est-à-dire d'une part abondante et faibles dépenses énergétiques) favorisent le surpoids, de « maladies de surcharge », surtout chez les individus génétiquement prédisposés.

Les Français — comme les habitants des autres pays industrialisés — ont été conduits à diminuer leur ration calorifique, puisque les rations moyennes actuelles sont sensiblement inférieures à celles qu'on observait il y a vingt-cinq ou trente ans. Mais certaines personnes, même lorsqu'elles ont une vie très sédentaire, éprouvent de grandes difficultés à régler leur consommation à un niveau d'apport d'environ deux mille calories par jour.

Les habitudes alimentaires dont nous avons hérité étaient adaptées à un mode de vie qui exigeait une activité physique importante. Ces habitudes deviennent nocives pour l'homme moderne. A une époque où l'industrie alimentaire nous propose sans cesse de nouveaux produits appétissants, il nous faut apprendre à limiter notre appétit et réapprendre à composer intelligemment notre ration.

La place des glucides a diminué, puisque nous consommons moins de pain, de féculents, de légumes (cependant, nous ingérons davantage de sucre, c'est-à-dire de saccharose).

La quantité de protéines d'origine végétale — apportées surtout par les céréales et les légumes secs — a diminué, alors que les protéines d'origine animale (fournies par les viandes, poissons, œufs, fromages et produits laitiers) ont très nettement augmenté.

La quantité de lipides s'est accrue et la nature des lipides a évolué. En France, entre 1955 et 1971, la consommation moyenne de lipides par personne et par jour s'est accrue de plus de 20 grammes : les lipides fournissent 9 calories par gramme, le « Français moyen » ingère chaque jour 200 calories lipidiques de plus qu'il ne faisait quinze ans plus tôt.

On a vu donc à un triple phénomène : baisse de la valeur calorifique totale de la ration liée principalement à la moindre consommation d'aliments riches en glucides, augmentation des protéines animales, augmentation très nette des lipides. Or il n'est pas souhaitable que les calories d'origine lipidique représentent plus du tiers des calories totales de la ration. Ce taux est largement dépassé aux États-Unis, au Canada, en Europe de l'Ouest. Dans la région parisienne, 44 % des calories sont d'origine lipidique (G. Péquignot). Il y a quelques années, on a beaucoup

insisté sur le rôle de cette forte consommation de lipides, ainsi que sur leur composition (acides gras saturés) dans le développement des lésions d'athérosclérose des vaisseaux coronaires. Il ne faut pas exagérer la responsabilité des lipides, car bien des facteurs interviennent : tabac, consommation élevée de saccharose, nature de l'eau de boisson, rythme bousculé de la vie moderne, sédentarité, facteurs génétiques. Il n'en demeure pas moins vrai que cette augmentation de la place occupée par les lipides dans la ration est préoccupante.

L'augmentation de la consommation de sucre a également des répercussions sur la santé publique. Elle était de l'ordre de 3 kilos par personne et par an en 1940, de 16,8 kilos par an en 1960 et de 33,4 kilos en 1974. L'usage du sucre « en nature » (morceaux ou poudre) n'augmente pas, et même diminue.

Les « utilisations industrielles » s'accroissent rapidement : sucre présent dans des sirops, sodas, fruites, entremets, crèmes glacées, yaourts pré-sucrés, lait gélatinisé aromatisé, etc.

En trente ans, de 1950 à 1973, ces utilisations « industrielles » ont presque doublé en France. Si on tient compte du fait que la consommation de sirops, fruites, crèmes glacées, desserts, est beaucoup plus élevée chez les enfants et les adolescents que chez les adultes et les personnes âgées, on doit conclure que les jeunes consomment indirectement trois fois plus de saccharose qu'en 1950.

Dans le processus de carence dentaire, la forte consommation de sucre n'est que l'un des facteurs en cause ; de même dans le développement des maladies de surcharge, obésité et athérosclérose, elle n'est qu'un facteur parmi beaucoup d'autres, mais les faits que nous venons de citer méritent cependant de retenir l'attention.

Docteur HENRI DUPIN.

● Pernod-Ricard, qui vient de recevoir l'aval des conseils d'administration des diverses sociétés intéressées, va mettre un terme à ses opérations de restructuration en absorbant Cusenier et C.D.C. Les conditions de l'opération seront soumises aux actionnaires le 30 décembre prochain. Il leur est proposé une action Pernod-Ricard contre une action Cusenier et une action Pernod-Ricard contre deux actions C.D.C., plus une souche en espèces de 5 F dans les deux cas.

La restructuration, engagée après l'O.P.E. de Pernod-Ricard sur Cusenier et C.D.C., a pour objectif de relancer les ventes des marques d'apéritif à base de vin et regrouper les réseaux de vente. Avec un chiffre d'affaires global supérieur à 1,5 milliard de F et quelque 4 800 salariés, ce groupe sera dans le peloton de tête mondial des fabricants de spiritueux.

A L'ÉTRANGER

LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE S'ACCÈLÈRE EN GRANDE-BRETAGNE

En Grande-Bretagne, le coût de la vie a augmenté de 1,8 % en octobre, contre 1,3 % en septembre et 1,4 % en août. Cette hausse, la plus forte depuis six mois, a fait remonter le taux d'inflation annuel (calculé par rapport au mois correspondant de l'année précédente) à 14,7 % contre 14,3 % en septembre. Calculé sur les trois derniers mois, le taux d'inflation atteint 19,3 % l'an.

Depuis juillet où il était retombé à 12,9 %, le taux annuel d'inflation n'a cessé d'augmenter. En octobre, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 3,8 %, notamment ceux de la viande, du pain, du beurre, des pommes de terre, du poisson et du chocolat. Un grand nombre d'autres produits et services ont aussi augmenté, en particulier le charbon, les vêtements, les loyers, les transports, les automobiles et les appareils électroménagers.

Les prochains mois ne s'annoncent guère meilleurs, entre les effets progressifs de la dévaluation de la livre qui renchérit le prix des produits importés, de nombreuses hausses ont déjà été appliquées depuis le début du mois où doivent entrer en vigueur d'ici peu, notamment sur le beurre, le lait, la viande, le pain, le fromage, l'essence, le gaz, les tarifs ferroviaires et l'intérêt sur les prêts immobiliers.

● BLE AMÉRICAIN POUR LA R.D.A. Les gouvernements américain et allemand viennent de conclure un accord prévoyant que les États-Unis fourniront 1,5 à 2 millions de tonnes de céréales par an à l'Allemagne de l'Est, indique un communiqué du département américain de l'agriculture. Cet accord n'est encore qu'un simple « arrangement » non officiel, comme l'accord de cinq ans signé avec l'U.R.S.S.

LA POLOGNE AU S.I.A.L.

un grand choix de produits alimentaires et agricoles de haute qualité offerts par les exportateurs polonais

POLSKA ANIMEX
WARSAWA

Animex
Warszawa, 14 rue Pulawska

volaille et gibier congelés
décoques de gibier
conserves de gibier
conserves de viande
œufs de caille au vinaigre

AGROS

Agros
Warszawa, 32/34 rue Zurawia

boissons alcoolisées
confiserie
conserves de fruits et de légumes
fruits et légumes congelés
demi-produits à base de fruits
tabac et produits du tabac

CZSRI

Horlex-Policoop Warszawa, B.P. 109

pommes de terre
fruits et légumes frais et congelés
demi-produits et produits à base de fruits et légumes
champignons
produits à base de viande
graines de consommation
fourrage, tourbe horticoles, fleurs

Nous vous invitons à visiter
le stand polonais au S.I.A.L.
Palais Sud, niveau 2

**VOUS Y SEREZ
LES BIENVENUS !**

مركز الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

LE CONSEIL DU GATT

Les États-Unis, mais aussi la France la Belgique et les Pays-Bas subventionnent leurs exportations

De notre correspondante

Genève. — Les conclusions du conseil du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), réuni à huis clos vendredi 12 novembre, ont été formelles : aussi bien le système DISC (Domestic International Sales Corporation) dont bénéficient les sociétés américaines de vente à l'étranger, que certaines modalités fiscales en vigueur en Belgique, en France et aux Pays-Bas, destinées à favoriser les exportations, sont en contradiction avec les dispositions de l'accord général. (Le Monde du 12 novembre).

Après avoir examiné quatre rapports d'experts — l'un élaboré à la suite d'une plainte de la Communauté européenne contre la législation DISC, les autres à la suite de plaintes américaines contre la Belgique, la France et les Pays-Bas — le conseil du GATT a estimé que les pratiques incriminées constituaient des subventions déguisées à l'exportation, et sont par conséquent en violation avec les règles de l'accord général, auquel pourtant les quatre pays visés ont adhéré.

LES RESERVES MONÉTAIRES DE LA GRANDE-BRETAGNE ont diminué en octobre de 455 millions de dollars, tombant à 4 703 millions de dollars, le plus faible montant enregistré depuis plus de cinquante ans. Aucun tirage n'a été effectué sur la ligne de crédit à court terme de 5,3 millions de dollars mise à la disposition de la banque d'Angleterre en juin dernier par les banques centrales de dix pays ainsi que par la Banque des règlements internationaux. Autant rentrée de devises n'a eu lieu au titre d'emprunts effectués sur le marché international des capitaux. Depuis fin février, les réserves britanniques ont baissé de 2 201 millions de dollars, en dépit d'emprunts totalisant plus de 2,5 milliards de dollars. (A.F.P.)

En dépit de cette condamnation globale, il est évident que les avantages fiscaux dont bénéficient les sociétés exportatrices de ces trois pays européens, grâce à leurs filiales domiciliées à l'étranger, sont sans commune mesure avec ceux que confère le DISC aux grandes firmes américaines. De même, leurs répercussions sur le commerce international sont nettement moindres que celles du DISC, les experts constatant que « des avantages auxiliaires d'autres parties contractantes étaient en droit de s'attendre, au titre de l'accord général, se sont trouvés annulés ou compromis ». — I. V.

Autres

● L'ABSORPTION DU DÉPARTEMENT TURBO-ALTERNATEURS de la Compagnie électro-mécanique (CEM) par Alsthom-Atlantique a été approuvée le 10 novembre par les conseils d'administration des deux sociétés (le Monde du 30 septembre). En contrepartie de ses apports constitués essentiellement par l'usine du Bourget, la CEM recevra 427 825 actions Alsthom-Atlantique, soit 8 % du capital social de cette société.

Par ailleurs, précise un communiqué, Alsthom-Atlantique recevra de la société suisse Brown Boveri et Cie, licenciée et actionnaire principal de la CEM, « les licences de fabrication et de vente nécessaires pour lui permettre de poursuivre, parallèlement aux fabrications du matériel de sa propre marque, la fabrication de turbo-alternateurs de la marque B.B.C. ».

● LA SOCIÉTÉ DIEPAL, filiale du groupe B.S.N. - Gervais-Danone, vient de signer avec

Les Japonais acceptent de limiter leurs ventes d'acier à la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les Japonais ont accepté de modifier leurs exportations de produits sidérurgiques vers la Communauté au cours de l'année 1977. Tels sont les résultats de la réunion du groupe de contact CECA-Japon, qui s'est tenu jeudi 11 et vendredi 12 novembre à Bruxelles.

Les six principaux groupes sidérurgiques nippons sont d'accord pour que leurs exportations, en 1977, vers les Neuf, ne dépassent pas le niveau atteint en 1976, ce qui revient à reconduire pour un an la promesse d'autolimitation faite à la Communauté pour l'année 1976. Cet engagement a été tenu, mais les ventes japonaises de produits sidérurgiques aux Neuf ont néanmoins fortement progressé durant les premiers mois de l'année en raison de l'attitude des producteurs « indépendants ». Les autorités

japonaises seraient d'accord pour essayer de faire en sorte que les exportations de ces « indépendants » vers la Communauté soient réduites de 40 % en 1977 par rapport à 1976. Les sidérurgistes japonais concurrencent vivement ceux de la Communauté sur des marchés extérieurs voisins comme la Suisse, l'Espagne, l'Autriche, etc. Sur ce plan, les conversations ont été moins positives, les Japonais ne se montrant pas disposés à freiner leur effort d'exportation sur ces marchés. — Ph. L.

Faits et chiffres

Conjoncture

la compagnie Pak Dabry, filiale du groupe américain Forcemot, pour la production et la distribution en Iran, à partir de 1978, des farines instantanées « et du lait pour enfants. Le groupe B.S.N. - Gervais-Danone est le premier producteur d'aliments pour enfants en France avec ses deux filiales Diepal et Gallie.

Automobile

● MERCEDES-BENZ a annoncé le 12 novembre, à Stuttgart, qu'elle demandait le rappel de tous les modèles de la 280 S à la 450 SEL construits entre septembre 1972 et décembre 1973 pour une vérification gratuite de la direction. Une assurance anormale de la direction pourrait en effet apparaître sur certaines de ces voitures en raison d'un défaut de fabrication.

● LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE (ex-G.N.A.P.F.) constate que le plan Barre, en matière de prix, « désespère sous une avalanche de faits et de dispositions qui sont autant de ruptures » dans le dispositif de blocage : hausse de l'indice en septembre, augmentation récente du prix des carburants, dérogations nombreuses et importantes. Ce plan « n'est qu'une vaste opération psychologique pour tenter de convaincre les Français de la volonté d'efficacité du pouvoir, en même temps qu'une entreprise de régression sociale, puisque, aux mesures d'austérité (blocage de revenus, démantèlement de la Sécurité sociale, stagnation des équipements, etc.) s'ajoute la hausse continue et partiellement acceptée de l'ensemble des prix ».

SYNDICATS

La fédération de l'équipement C.F.D.T. repousse un regroupement proposé par la confédération

S'il n'y a pas de crise à la C.F.D.T., comme l'affirment les dirigeants, du moins les débats internes continuent-ils de donner lieu à quelques éclats. A la mi-octobre, le congrès de la Fédération des cheminots avait repoussé — fait très rare — le rapport d'activité du secrétaire général sortant, M. Barbero, et celui-ci (passant au poste de trésorier) céda la place à M. Gilbert Billon.

La Fédération nationale de l'équipement et des transports (F.N.E.T.), en tenant son congrès du 19 au 21 octobre à Guidel (Morbihan), a, elle aussi, refusé de donner son quibus au secrétaire général sortant, M. Guy Bourley. Il n'a pas été réélu, non plus que le président et quatre autres membres du bureau. Les opposants ont porté à la tête de la fédération M. Michel Pernet, secrétaire général de l'Union des syndicats de l'équipement. De plus — ou surtout — la nouvelle majorité des congressistes a repoussé (par 60 % des mandats, contre 26 % et 12,5 % d'abstentions) le regroupement de leur fédération avec celle des

cheminots et d'autres organisations, pour constituer une « grande » Fédération générale des transports et de l'équipement (F.G.T.E.). Or cette fusion était préparée depuis plusieurs années, conformément aux décisions de la confédération, destinées à renforcer l'ensemble de ses structures. Traitant de l'affaire, Syndicalisme, organe confédéral, dans un article portant la signature de M. René Decallion, responsable du secteur organisation de la centrale, demande si c'est au congrès confédéral d'Anancy, « suite à la démission » par M. Edmond Maire de l'actuelle direction, que les militants d'extrême gauche dans la C.F.D.T., qui ont été pris, à quelques-uns, et donc dans des conditions assez peu démocratiques, la décision de remettre en cause les décisions antérieures ?

« (...) L'entrée de plusieurs militants de groupes d'extrême gauche au conseil et au bureau fédéral laisse craindre, par ailleurs, que la F.N.E.T. renouée (!) ne développe une politique qui n'ait que peu de choses à voir avec les perspectives et la stratégie de la C.F.D.T. » La question sera évoquée à un prochain bureau national de la C.F.D.T.

M. Michel Pernet s'est refusé à tout commentaire sur les conditions dans lesquelles il est devenu secrétaire général de la F.N.E.T. Il garde également le silence sur ses éventuelles activités ou sympathies politiques.

M. MAIRE (C.F.D.T.) : certains dirigeants C.G.T. sont imprégnés de cléricisme marxiste.

Prenant la parole au congrès de l'Union régionale C.F.D.T. des pays de Loire, le 12 novembre, Edmond Maire, secrétaire général de la centrale, a réaffirmé la volonté de parvenir à l'unité syndicale. « Mais qu'est-ce qui permet à la C.G.T., qui se déclare respecter toutes les opinions philosophiques et politiques, de traiter de réformiste l'organisation syndicale et de masse et de classe qu'est la C.F.D.T. ? (...) Les dirigeants de la C.G.T. qui se permettent de traiter la C.F.D.T. de réformiste, « par nature », sont imprégnés de cléricisme marxiste, de cette sorte de foi indébranlable en une vérité scientifique qu'ils possèdent seuls, « par nature ».

« (...) Pour nous, l'unité d'action signifie l'unité dans les rapports sociaux. De ce point de vue nous n'avons vraiment pas lieu d'être influencés par l'affirmation répétée de la C.G.T., selon laquelle elle est à la tête de toutes les luttes. »

● LA FÉDÉRATION F.O. DES POSTIERS a confirmé qu'elle ne s'associerait pas à la grève des P.T.T. du 19 novembre « en raison de l'amalgame fait dans les revendications » (Le Monde du 10 novembre).

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

VENTE DE BOIS PAR ADJUDICATION

VENDEUR : ARAB TIMBER CO.

Boite Postale 130, Lattakieh

Les offres devront être faites en dollars américains, FOB Lattakieh. L'acheteur supportera la dévaluation monétaire éventuelle après le contrat. Les départs pour l'offre et pour l'adjudication définitive sont de 5 % et 10 % respectivement. Seules seront considérées les offres directes provenant des acheteurs ou de leurs agents officiels. Le vendeur pourra ne livrer que les quantités disponibles pendant la période de livraison du 1-1-77 au 30-6-77. Paiement par lettre de crédit confirmée irrévocable sur la CBS Lattakieh. Dernier délai : le 21 décembre 1976, après quoi l'offre doit rester ferme. Les frais de publicité seront à la charge de l'acheteur. Le soumissionnaire doit offrir d'acheter tout le lot, mais le vendeur peut céder la marchandise à un ou plusieurs acheteurs. Quantités mises en vente : 1 000 à 1 200 tonnes (plus ou moins) des qualités suivantes :

Qualité A :

- 1) Grumes de noyer syrien, fraîchement coupées, exemptes de nœuds jusqu'à une longueur de 200 cm. Un seul nœud permis pour des longueurs de 200 cm et plus.
- 2) Longueurs de 200 à 210 cm dans une proportion de 20 % et le reste dans des longueurs de 220 cm et plus.
- 3) Diamètres de 40 cm à 50 cm dans une proportion de 30 % et le reste (70 %) à partir de 51 cm et plus.

Tolérance de couleur de médulle de couleur noire dans le diamètre de la grume ; les proportions suivantes doivent être complètes, sur la base du diamètre, mesure moyenne à partir du milieu de la grume, avec l'écorce extérieure :

- a) environ 15 % des grumes dans les diamètres de 40-50 cm ;
- b) environ 27 % des grumes dans les diamètres de 51 à 60 cm ;
- c) environ 33 % des grumes dans les diamètres de 61 cm et davantage ;

d) une inclinaison de 5 cm est permise dans les longueurs de 200 cm et une inclinaison de 10 cm dans les longueurs de 220 cm et plus.

Qualité B :

- 1) Même longueur que la qualité A et couleur mi-blanche. En ce qui concerne les conditions d'inclinaison, 10 cm sont permis pour les longueurs de 200 cm de chaque grume.
- 2) Diamètres : mêmes diamètres que la qualité A : 30 % de 40 à 50 cm et 70 % de 51 cm et plus.
- 3) Tolérance dans la couleur de la médulle : les proportions suivantes doivent être complètes, sur la base du diamètre, mesure moyenne, depuis le centre de la grume, avec l'écorce extérieure :

a) dans les diamètres de 40 à 50 cm, une proportion de 30 % ; b) dans les diamètres de 51 cm et plus, une proportion de 40 %.

Qualité C :

- 1) Grumes de noyer syrien coloré sur plus de 40 % du diamètre moyen.
- 2) En ce qui concerne les longueurs, elles sont de 180 cm à 200 cm dans une proportion de 5 % et de 200 cm à 210 cm dans une proportion de 20 %, et le reste du lot dans la proportion de 75 %, à partir de 220 cm et plus.

En ce qui concerne l'inclinaison, 10 cm sont permis dans les grumes d'une longueur de plus de 200 cm.

Qualité D :

- 1) Avec des grumes de noyer syrien propres à être façonnées au tour dans les diamètres de 30 cm et plus et des longueurs de 180 à 210 cm et plus, dans une proportion de 20 % ;
- 2) Grumes droites avec une inclinaison de 10 cm permise pour des longueurs de 220 cm ;
- 3) Tolérance dans la couleur de la médulle, 10 % du diamètre de la grume.

Grumes de qualité Skarta :

- 1) Longueurs de 180 cm et plus.
- 2) Diamètres à partir de 30 cm et plus, convenant à la fabrication de poutres.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX HYDRAULIQUES

DIRECTION DES GRANDS TRAVAUX (D4)

SECTION : D4 b

Sujet : ANNONCE D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Projet : Construction d'un réseau d'irrigation dans la région de l'ancien lac de Chiannitsa (Projet n° 372 000)

Le Ministre des Travaux Publics annonce l'ouverture d'un appel d'offres international pour l'exécution du projet mentionné ci-dessus, pour un coût estimé de SIX CENT MILLIONS DE draohmes.

Le projet sera financé en partie par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Les sociétés de travaux publics de cinquième classe, ainsi que des entreprises originaires de tous les pays membres de la Banque mondiale, ainsi que de Suisse, peuvent participer librement à ce concours.

L'appel d'offres aura lieu en deux fois comme suit : Premier stade : Expression d'un intérêt par les soumissionnaires, préqualification et sélection de certains d'entre eux, en tenant compte des capacités de chacun pour l'exécution du second stade.

Deuxième stade : Soumission d'offres économiques et autres documents écrits, selon les impératifs des documents d'appel d'offres du projet ; le soumissionnaire choisi comme ayant présenté l'offre la plus basse sera proclamé et il sera chargé de l'exécution des travaux prévus au contrat.

Les demandes écrites exprimant un intérêt de la part des soumissionnaires doivent parvenir à la Direction des Travaux Publics, 7, rue Themistokleous, Athènes (T.T. 141), Grèce, avant le 31 décembre 1976. La demande doit comprendre les documents suivants :

- a) Pour les firmes étrangères, une déclaration contenant la totalité de l'expérience de la firme soumissionnaire sur le plan technique et les travaux effectués par elle dans le passé, avec les certificats délivrés pour ces tâches, les capacités de la firme en ce qui concerne le personnel technique, le matériel et les chantiers disponibles, ainsi que des documents sur sa situation financière.
- b) Pour les sociétés grecques, une déclaration engageant leur responsabilité et confirmant que la société soumissionnaire est en possession d'un certificat d'entrepreneur de cinquième classe (E) valable à l'époque du concours.

La direction D4 fournira à tous les entrepreneurs intéressés par cet appel d'offres un bulletin d'information approuvé par l'ordre n° 43759/22-10-76, qui comprend des informations supplémentaires sur les points et aspects du projet et contient les conditions pour participer au concours, la documentation détaillée à préparer par les soumissionnaires potentiels, etc.

Publié par le Département des Travaux Hydrauliques du Ministère des Travaux Publics.

Prix

● DANS LA ZONE DE L'O.C.D.E. LES PRIX A LA CONSOMMATION ont augmenté en moyenne de 0,8 % en septembre, contre 0,5 % en août, en raison d'augmentations de tarifs publics au Japon. Pour les trois derniers mois connus, le taux annuel d'inflation se situe à 7,5 % (6,1 % de septembre à septembre). Cette moyenne marque toutefois d'amples variations d'un pays à l'autre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ETUDES FONCIERES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Goltzius - 92151 SURESNES CEDEX

CHEMIN DÉPARTEMENTAL 128

ÉLARGISSEMENT ENTRE LE CARREFOUR DU C.D. 60

A SCEAUX

ET L'AVENUE ROGER-SENGRO

A CHATENAY-MALABRY

ENQUÊTE PARCELLAIRE

AVIS

La public est informée que par arrêté préfectoral du 4 octobre 1976 une enquête parcellaire est prescrite sur le territoire des communes de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX concernant l'élargissement du C.D. 128 entre le carrefour du C.D. 60 à SCEAUX et l'avenue Roger-Sengro à CHATENAY-MALABRY.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 28 jours, du 15 novembre au 10 décembre 1976, à la mairie des communes de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX afin que les personnes qui le désirent puissent en prendre connaissance de 18 heures à 22 heures et de 14 heures à 17 heures (sauf dimanches et jours fériés) et consigner éventuellement leurs observations sur le registre, ou les adresser par écrit aux maires des communes intéressées ou à M. MELEN Pierre, 1, rue Pissarro, 75012 PARIS, sixième arrondissement.

A l'issue de cette enquête, les conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public dans les mairies de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX, les sous-préfectures et préfectures du département aux heures et jours normaux d'ouverture.

Cette publication est faite en application de la loi n° 75-1228 du 21 décembre 1975.

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

La période de référence pendant laquelle les cours du NAPO-LEON ont été pris en compte pour calculer le prochain prix de rachat de l'Emprunt 4 1/2 % 1978 par les services de l'Etat.

	13 nov.	diff.
4 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
5 % 1978	109,50	+ 0,50
5 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
6 % 1978	109,50	+ 0,50
6 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
7 % 1978	109,50	+ 0,50
7 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
8 % 1978	109,50	+ 0,50
8 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
9 % 1978	109,50	+ 0,50
9 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
10 % 1978	109,50	+ 0,50

gissement s'est terminée vendredi. D'après nos calculs, ce prix ressortirait à 125,70 F par titre. Rappelons qu'il sera applicable à partir du 1^{er} décembre 1976 et jusqu'au 31 mai 1977.

Formelles de l'Emprunt 7 % 1978 et de l'ensemble des obligations C.N.E. 3 %.

Banques, assurances, sociétés

d'investissement

La Providence S.A. annonce un bénéfice net de 10,39 millions de francs (+ 8,7 %) pour l'exercice clos le 30 septembre. Le montant du prochain coupon sera fixé à 13,80 F (13 F).

Le bilan de l'exercice d'O.P.F.I.

	12 nov.	diff.
B.C.T.	112	+ 14
Compagnie bancaire	109,50	+ 0,50
C.C.F.	109,50	+ 0,50
Crédit foncier	109,50	+ 0,50
Crédit national	109,50	+ 0,50
Financ. de Paris	109,50	+ 0,50
Locafin	109,50	+ 0,50
U.C.F.	109,50	+ 0,50
Créd. ind. et comm.	109,50	+ 0,50
S.N.L.	109,50	+ 0,50
Financ. Un. Europ.	109,50	+ 0,50
O.P.F.I.	109,50	+ 0,50
Préfin	109,50	+ 0,50
Schneider	109,50	+ 0,50
Suez	109,50	+ 0,50
A.G.P.	109,50	+ 0,50
Séfin	109,50	+ 0,50

Paribas, clos également le 30 septembre, a dégagé un bénéfice net de 60,17 millions de francs (contre 57,19). Le montant du dividende sera porté de 8 à 8,40 F par titre. Celui d'O.P.F.I.-Paris est fixé à 9,75 F contre 9,05 F. Avec un bénéfice de 19,92 millions de francs contre 12,01 millions.

Alimentation

Dans l'attente de connaître les conditions exactes dans lesquelles Pernod-Ricard procédera à l'absorption-fusion de Cusener et C.D.C., la cotation de ces deux dernières valeurs a été suspendue sur décision de la chambre syndicale. Dans la soirée de vendredi, l'on apprendait que les échanges s'effectueraient sur la base sui-

vante : une action Pernod-Ricard pour deux actions C.D.C., une action Pernod-Ricard pour une

action Cusener, plus une souche de 3 francs par titre dans les deux cas (voir d'ailleurs page 14).

	13 nov.	diff.
Beghin-Say	109,50	+ 0,50
B.N.-Gerv. Unif.	109,50	+ 0,50
Carrefour	109,50	+ 0,50
Castro	109,50	+ 0,50
Moët-Hennessy	109,50	+ 0,50
Mumm	109,50	+ 0,50
Ollivier et Cailly	109,50	+ 0,50
Pernod-Ricard	109,50	+ 0,50
Reaumur	109,50	+ 0,50
Saint-Louis	109,50	+ 0,50
S.A.S.	109,50	+ 0,50
Veuve Clicquot	109,50	+ 0,50
Vincent	109,50	+ 0,50
Club Méditerranée	109,50	+ 0,50
Ferris	109,50	+ 0,50
Jacques Borel	109,50	+ 0,50
P.L.M.	109,50	+ 0,50
Wendy	109,50	+ 0,50

action Cusener, plus une souche de 3 francs par titre dans les deux cas (voir d'ailleurs page 14).

Bâtiment et travaux publics

En dépit d'un ralentissement au deuxième semestre, les résultats de 1976 pour Lafarge seront supérieurs à ceux de l'année précédente.

Matériel élect. ne. services

publiques

	12 nov.	diff.
Auxil. d'entrepr.	109,50	+ 0,50
Bouygues	109,50	+ 0,50
Calva et Roux	109,50	+ 0,50
Ciments français	109,50	+ 0,50
Dumas	109,50	+ 0,50
E. J. Lafarge	109,50	+ 0,50
Général d'entrepr.	109,50	+ 0,50
Gé. Travaux de Mar.	109,50	+ 0,50
Lafarge	109,50	+ 0,50
Maté. élect. ne. serv.	109,50	+ 0,50
Poliet et Chausson	109,50	+ 0,50

riures de 20 % à 25 % à ceux de 1975, et le dividende de 15,75 F sera majoré. Plus de la moitié de ces résultats proviennent de l'étranger.

Matériel élect. ne. services

publiques

Alstom - Atlantique va acquérir le département turboturbines de la Compagnie électro-mécanique - C.E.M. en échange d'une part de 6 % dans son capital. L'opération qui fera d'Alstom - Atlantique un des

principaux constructeurs mondiaux dans ce domaine vient d'être approuvée par les deux conseils d'administration.

Le groupe Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 8 AU 12 NOVEMBRE

Une touche d'optimisme

REDUITE à quatre séances par le chômage du 11 novembre, la semaine éconolée a été bonne pour la Bourse de Paris.

Tout s'est déroulé suivant un scénario devenu désormais classique ou presque depuis bientôt un mois : les cours ont d'abord baissé les deux premiers jours, puis se sont assez vivement redressés à l'approche du week-end. A une toute petite différence près cependant. Pour la première fois, le marché a réussi à décoller alors que précédemment il par-

venait tout juste à effacer ses pertes initiales.

De fait, les hausses ont été assez nombreuses, et les différents indices ont progressé d'environ 1 % d'un vendredi à l'autre, ce qui n'était pas vu depuis la mi-octobre.

Seules les valeurs métallurgiques et les valeurs de pharmacie ont continué de s'enfoncer inexorablement.

Rien, pourtant, ne prédisposait particulièrement le marché à produire un tel effort, ni la hausse de l'or, signe de malaise monétaire, ni la hausse de l'inflation, ni la nouvelle baisse de Wall Street, où l'incertitude règne sur la politique de M. Jimmy Carter. La timide reprise technique enregistrée par la Bourse au New-York Stock Exchange ne pouvait non plus vraiment le déterminer à reprendre sa progression à un rythme aussi soutenu.

L'instinct de conservation aurait-il joué ? Possible. Les cours, en valeur réelle, c'est-à-dire pondérés de la hausse des prix, sont tombés bien en dessous des niveaux atteints lors de la crise de l'automne 1974. Que de fois y a-t-on fait allusion ces dernières semaines. Il est non moins certain que la vive reprise de Rhône-Poulenc (+ 9 %), après l'annonce de la vente de son dividende, a contribué aussi à réchauffer un peu l'atmosphère.

Mais en fait le véritable moteur de la hausse a été politique. Les opérateurs attendent avec impatience les résultats des élections législatives partielles qui doivent se dérouler dimanche prochain en France. Dans cette perspective, certains, parlant délibérément sur une victoire de la majorité, ont préféré simplement s'abstenir. Dans ces conditions, même faible, la reprise timide des ordres d'achat, jointe à un tassement des ventes, a suffi à provoquer une assez forte hausse.

A l'évidence, un succès, même mitigé, de la gauche risquerait de bouleverser les données du problème la semaine prochaine. Pour l'instant, les boursiers se refusent à vendre la peau de l'ours avant qu'il ne soit tué.

La hausse de l'or fin s'est encore accélérée, le lingot s'ajugeant à 1 385 F et 21 885 F, son cours le plus élevé depuis le 2 octobre 1975. La montée des pièces a été plus lente, ces dernières fléchissant même à la veille du week-end. De ce fait, le napoleon n'a progressé que de 3,40 F à 233,30 F.

Aux valeurs étrangères, l'ambiance des mines d'or. Les américaines et les allemandes ont finalement assez peu varié. Seul, Norsk Hydro a bien résisté.

ANDRÉ DESSOT.

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

consolidé de 10,373 millions de francs contre 8,575 millions, sans tenir compte du téléphone ni des ventes de matériel.

La filiale Thomson-Bronet a réalisé pendant les trois premiers trimestres un chiffre d'affaires

Industries, mines, pétrole

ou indexées

La période de référence pendant laquelle les cours du NAPO-LEON ont été pris en compte pour calculer le prochain prix de rachat de l'Emprunt 4 1/2 % 1978 par les services de l'Etat.

	13 nov.	diff.
4 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
5 % 1978	109,50	+ 0,50
5 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
6 % 1978	109,50	+ 0,50
6 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
7 % 1978	109,50	+ 0,50
7 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
8 % 1978	109,50	+ 0,50
8 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
9 % 1978	109,50	+ 0,50
9 1/2 % 1978	109,50	+ 0,50
10 % 1978	109,50	+ 0,50

gissement s'est terminée vendredi. D'après nos calculs, ce prix ressortirait à 125,70 F par titre. Rappelons qu'il sera applicable à partir du 1^{er} décembre 1976 et jusqu'au 31 mai 1977.

Formelles de l'Em

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE

— La « sommets » franco-britannique de Rambouillet.
— PORTUGAL : devant le congrès du P.C., M. Cabral admet que les communistes ont commis des erreurs.

3. PROCHE-ORIENT

— LIBAN : le contingent syrien de la « force arabe » accroit ses effectifs.

3. AMÉRIQUES

— JAPON : l'ouverture de la campagne électorale.

4. DIPLOMATIE

— AFRIQUE : le contingent syrien de la « force arabe » accroit ses effectifs.

5. POLITIQUE

— ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS : La Corse incertaine (III), par Jacques de Barrin.

6. PRESSE

— ÉDUCATION : Une rencontre entre universitaires et industriels à Grenoble.

7. RELIGION

— Après la dispersion de la communauté de Soanen, M. Jean-Claude Bevet s'est installé dans une coopérative ouvrière bretonne.

8. DÉFENSE

— De plus en plus de candidats aux concours de l'armée de l'air.

9. SCIENCES

— Du microprocesseur au robot domestique.

LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 9 à 16
— Au fil de la semaine : La fête « en parler ou la faire », par Pierre Vianon-Ponté.
— Lettre de Khartoum, par J.-P. Fauriol-Bugnot.
— La philosophie, par Jean Lacroix.
— Enquête : Comment déjouer les pièges des tests ?
— Radio-télévision : Au bout du compte, par Gérard Chouhan.
— La radio-télévision des années 80 : Le budget des sociétés de télévision en 1977.

16. SPORTS

— La fédération française de gymnastique face à l'horizon 80 des Jeux olympiques.

17. JUSTICE

— La rigueur de la sélection de l'élevage charolais est mise en cause.
— LIBRES OPINIONS : « Sur les Histoires défilées », par Henri Lécuyer.

18-19. SPECTACLES

— CINÉMA : Une femme à sa fenêtre, de P. Granier-Deferre.
— THÉÂTRE : le Portrait de Dorian Gray ; Acte essentiel ou Festival des immigrés.

20-21. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— ÉNERGIE : les réactions aux déclarations américaines.

22-23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

— ÉNERGIE : les réactions aux déclarations américaines.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13 et 14)
Annonces classées (22) : Carpi (8) ; Informations pratiques (16) ; Microscopie (15) ; Météo (16).

Le numéro du « Monde » daté 13 novembre 1976 a été tiré à 558 083 exemplaires.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

ETUDIANTS :

FUTURS

CHOMEURS ?

A B C D E F G

ARRIVÉ AU CAIRE VENDREDI SOIR

M. Raymond Barre évoque l'ensemble de la situation au Proche-Orient

De notre envoyé spécial

Le Caire. — M. Raymond Barre a été accueilli vendredi 12 novembre à 22 heures (heure locale) à l'aéroport d'Héliopolis, par M. Mamdouh Salem, premier ministre égyptien.

M. Barre et M. Salem ont eu un entretien de travail en tête à tête pendant que M. Salem, ministre du commerce extérieur, et M. Taittinger, secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui accompagnent le premier ministre, remontraient leurs homologues égyptiens. Après un déjeuner offert par M. Mamdouh Salem à la délégation française dans un grand hôtel aux bords du Nil, les deux premiers ministres ont visité l'Institut du pétrole, exemple éloquent de la coopération technique franco-égyptienne.

En arrivant au Caire, M. Raymond Barre s'est félicité de la date à laquelle se déroulait ce voyage, le premier qu'il ait fait à l'étranger en tant que chef du gouvernement. Au lendemain de la conférence de Ryd et du « sommet » arabe du Caire, les hommes politiques dans la région, sont en effet selon lui désormais davantage préoccupés par l'élaboration des solutions politiques. Il y a un an déjà, le président Sadate avait déclaré qu'il préparait « pour le printemps 1977 une session globale au Proche-Orient » (le Monde du 22 novembre 1976). Cette échéance semble approcher dans d'excellentes conditions, estime-t-on du côté français. Mais la France, qui veut encourager toutes les parties dans la recherche d'une solution, ne prendra pas, dans

les relations bilatérales, surtout évoquées pour faire le point des projets en cours (le Monde du 12 novembre). Si les échanges entre les deux pays se développent, c'est souvent au détriment de l'Égypte, dont la balance commerciale est en déséquilibre croissant (554 millions de dollars en 1973, 2 270 en 1975). Les contrats conclus par la France avec l'Égypte se sont également multipliés, passant de 76 millions en 1974 à 480 millions en 1975, pour dépasser un milliard de francs en 1976.

On ne manquera pas non plus de rappeler que, dans le dialogue Nord-Sud, l'Égypte, coprésidente de la commission financière, est une puissance importante autour de la table de l'avenir. M. Raymond Barre fournira aussi à M. Salem des précisions sur le destin du Territoire français des Afars et des Issas, qui a pu inquiéter l'Égypte pour ses communications avec l'océan Indien.

Une ENA égyptienne

Les relations bilatérales seront surtout évoquées pour faire le point des projets en cours (le Monde du 12 novembre). Si les échanges entre les deux pays se développent, c'est souvent au détriment de l'Égypte, dont la balance commerciale est en déséquilibre croissant (554 millions de dollars en 1973, 2 270 en 1975). Les contrats conclus par la France avec l'Égypte se sont également multipliés, passant de 76 millions en 1974 à 480 millions en 1975, pour dépasser un milliard de francs en 1976.

On ne manquera pas non plus

Aux Nations unies

L'affaire du Sahara occidental ne sera examinée qu'à la prochaine session

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — La quatrième commission a adopté par consensus, le vendredi 12 novembre, une résolution concernant le Sahara occidental, dont le texte résulte d'un compromis négocié par M. Kikhia, le délégué de la Libye, président du groupe arabe, et M. Aïme, le Polisario, d'une part, la Mauritanie et le Maroc, d'autre. Se référant à la résolution 1514 de l'Assemblée générale, le représentant de l'attachement des Nations unies au principe de l'autodétermination des peuples, a émis le texte de la décision de la troisième conférence des chefs d'État africains, qui a été adoptée à la session extraordinaire de l'O.U.A. en vue de trouver une solution juste et durable au problème du Sahara occidental. Il a été enjoint au secrétaire général de l'O.U.A. d'informer le secrétaire général de l'O.N.U. sur les progrès accomplis dans la mise en application des décisions de l'O.U.A. relatives au Sahara occidental et invite le

secrétaire général des Nations unies à en faire un rapport à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale. Ainsi, un affrontement diplomatique algéro-marocain a été évité de justesse. La résolution adoptée indique clairement que le dossier sahraoui ne sera pas examiné à la prochaine session de l'Organisation internationale de l'Afrique. Le délégué du Polisario a notamment déclaré : « En faisant état de la situation du Sahara, nous ne sommes pas en train de relancer le débat sur le Sahara, mais de le remettre à la prochaine session de l'Assemblée générale. »

A partir du 1^{er} janvier 1977

La Finlande relèvera de 7 à 10 % le prix du papier journal

De notre correspondant

Helsinki. — La Finlande a décidé d'augmenter d'au moins 7 %, à partir du 1^{er} janvier 1977, le prix du papier journal et des autres produits de papier. Cette opération a un double but. D'une part, il s'agit, selon les exportateurs finlandais, de protéger le marché national des importations de papier de carton provenant des pays producteurs, tant dans les pays consommateurs. Le second objectif est de moduler les augmentations du prix du papier en fonction de la révolution de la monnaie des pays importateurs. Le système en général pratiqué est que le prix du papier est libellé dans la monnaie du pays importateur.

Le cas de la Grande-Bretagne, qui est de loin le premier client de la Finlande dans ce domaine, avec plus de 800 000 tonnes annuellement, est devenu particulièrement préoccupant pour la Finlande. La baisse constante de la livre, malgré quelques corrections de prix apportées depuis janvier 1975, a entraîné des pertes pour la Finlande. On estime que, sur des exportations de papier et de carton avoisinant le milliard de marks (1 mark finlandais vaut environ 1,25 F), les pertes ont été d'environ 10 %. Il est donc nécessaire d'opérer des augmentations plus fortes dans les pays dont la monnaie a glissé (les négociations avec la Grande-Bretagne vont s'engager dans quelques jours).

On estime pourtant, dans les milieux exportateurs de papier,

que cette augmentation reste insuffisante. La situation des producteurs finlandais est particulièrement mauvaise. Non seulement les exportations de papier ont baissé de 5 % en valeur entre janvier et juillet 1976 par rapport à la même période de l'année précédente (la part de papier dans les exportations finlandaises totales sera ramenée de 39 % en 1975 à 33,6 % cette année, et la baisse en valeur pour l'année entière devra être d'au moins 7 %), mais l'industrie elle-même souffre de ce que les capacités de production sont insuffisamment utilisées, ce qui alourdit considérablement les coûts. Les usines travaillent actuellement à un taux de 75 à 80 % de leur capacité, alors que pour le papier il est nécessaire d'atteindre un pourcentage de 90 % au moins pour être rentable. De nombreux licenciements ont déjà été envisagés. Les exportateurs finlandais doivent pourtant modifier leur attitude, car le papier finlandais risque d'être le plus cher du monde, à moins que Canadiens et Suédois à leur tour.

GILLES GERMAIN.

La maquette de la statue équestre de Philippe Pétain due au sculpteur François Cogné a été remise à l'Association pour défendre la mémoire du maréchal en présence de l'amiral Auphan, de M. J. Borotra et de M. Isorni.

d'évoquer les problèmes de vente d'armes. M. Jean-Lucien Delmas, député ministériel pour l'armement, faisant partie de la suite du premier ministre. La création d'une industrie de fabrication d'armement — et notamment d'avions Mirage F1 — au nord du Caire est toujours à l'étude. M. Barre est en possession des informations rapportées d'Arabie Saoudite par M. Yvon Bourges, ministre des armées, qui a fait mercredi 10 novembre une communication au conseil des ministres sur ce sujet. En effet, cette implantation industrielle de grande dimension devrait être financée par l'Arabie Saoudite, les émirats du Golfe et le Qatar. L'Égypte fournirait la main-d'œuvre, la France et la Grande-Bretagne les brevets, les machines et les techniciens. Ce projet sera aussi évoqué par M. Giscard d'Estaing lorsqu'il se rendra en Arabie Saoudite au début de 1977.

Les entrées sur la coopération culturelle seront l'occasion d'évoquer le projet de création au Caire d'une école nationale d'administration, destinée à former des cadres administratifs français. Enfin, M. Barre annoncera pour janvier 1977 une exposition d'art français contemporain dans la capitale égyptienne, qui sera la première tenue, par-delà les siècles, au séjour que Ramsès II et ses tréasors viennent de faire à Paris.

La délégation française attend donc ce voyage du premier ministre constitué dans tous les domaines, une suite concrète de la visite effectuée ici il y a un an par M. Giscard d'Estaing.

ANDRÉ PASSERON.

Les premiers résultats des élections municipales

FORTE POUSSÉE DES CANDIDATS INDÉPENDANTS AU MAROC

(De notre correspondant.)

Rabat. — Transmis pour la première fois au Maroc par ordinateur sur les écrans d'affichage du ministère de l'Intérieur, les résultats des élections municipales et communales du 12 novembre ont fait apparaître, ce samedi, une nette poussée des candidats indépendants, avec 1 191 sièges sur les 13 282 à pourvoir. Il ne s'agit que de résultats partiels, correspondant à 1 389 822 suffrages exprimés et à 1 437 426 voix, soit seulement 2,26 % des électeurs inscrits. Parmi les élus figurent les quatre ministres qui étaient présents (finances, agriculture, habitat et affaires administratives).

La participation électorale a été forte d'après certains sondages : de l'ordre de 75 % dans les provinces marocaines, à Casablanca et à Rabat, elle a été moins élevée. C'est dans le cas de Marocains et Marocaines sont allés aux urnes. La journée de vote — laquelle a été déclarée chômée, fériée et payée dans le secteur public et dans le secteur privé — s'est déroulée, comme la campagne, dans le calme et la discipline.

Samedi matin l'istiqal pouvait faire état de 776 sièges. Venait ensuite le Mouvement populaire, avec 473 sièges, puis l'Union socialiste des forces populaires, avec 259 sièges. Le Mouvement populaire démocratique constitutionnel remportait 189 sièges, l'U.N.F.P. 49, le parti de l'action démocratique 45, le parti du progrès et du socialisme 2, et le parti libéral progressiste 1.

L'écart entre le nombre de sièges obtenus par les indépendants et ceux obtenus par le parti le mieux placé, l'istiqal, était de 100. En fin de matinée, qu'il ne semblait pas devoir être remis en cause. — L. G.

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE REPREND LE 15 NOVEMBRE EN RÉUNION PLÉNIÈRE

La réunion plénière de la conférence de Genève sur la Rhodesie, prévue pour samedi matin 13 novembre, a été reportée à lundi. Cette décision a été prise par Sir Ivor Richard, président de la conférence, à la demande des observateurs : l'Organisation de l'unité africaine, Commonwealth et pays de la ligne de front (Tanzanie, Zambie, Mozambique et Botswana).

La réunion plénière devait être l'occasion de discuter de la date de l'indépendance. L'état-major rhodésien a annoncé vendredi que quelque deux mille soldats rhodésiens avaient été lancés à l'intérieur du pays « une ultime offensive en vue de renverser le gouvernement de M. Ian Smith ». (A.P.P., Reuters, U.P.I.)

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

La majorité est absente du débat estime M. Mitterrand

Près de quatre cent mille électeurs sont appelés aux urnes, dimanche 14 novembre, d'une part pour le second tour de l'élection législative de la Haute-Loire, rendue nécessaire par le décès de Jean-Claude Simon, et d'autre part pour les premiers tours des scrutins provoqués par les démissions des suppléants de M. Chirac et de cinq anciens secrétaires d'État.

Dans le cadre de la campagne électorale, M. François Mitterrand a déclaré vendredi 12 novembre, à Vichy : « La majorité présidentielle est absente du débat des législatives partielles, car aucun des candidats ne s'en est réclamé. Il est étonnant que, sur les sept candidats, il n'y ait pas un seul qui se réclame de Valéry Giscard d'Estaing, et nous ne savons pas contre qui nous nous battons. »

A Ouel, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a pour sa part affirmé : « La droite ne dispose plus d'aucune force de réserve pour jouer à l'opposé et tenter de réunir les mécontents qui la quittent pour rejoindre l'opposition. C'est la tâche peu reluisante qui fut réservée dans le passé à M. Lecanuet avant

qu'il ne rallie avec armes et bagages, et sans conditions, le pouvoir en place pour le sauver en 1973 et 1974. C'est la tâche qui est dévolue aujourd'hui à M. Chirac pour le compte des grands monopoles. » Dans le quotidien Rouge du 13 novembre, M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, constate la dispersion de l'extrême gauche dans ces élections partielles, mais estime néanmoins : « Il n'est pas question pour nous d'écarter les prétendues divergences politiques qui nous séparent d'autres camarades de l'extrême gauche, mais encore faut-il créer les conditions pour que ces différences s'estompent ou soient au moins comprises par les travailleurs. »

A Marseille

Le parquet requiert un non-lieu à propos du centre d'hébergement d'Arenç

De notre correspondant

Marseille. — Verra-t-on bientôt un non-lieu prononcé à propos du centre d'hébergement marseillais d'Arenç qui fut, en 1975, l'objet d'une vive polémique sur les conditions dans lesquelles y étaient retenus des étrangers ? C'est ce qui pourrait résulter des réquisitions transmises par le parquet de Marseille au magistrat instructeur et tendant à la clôture du dossier.

Le témoignage d'un ressortissant marocain avait révélé, en avril 1975, l'existence dans un hangar du port de Marseille du centre d'Arenç (le Monde du 23 avril 1975). Ce local, baptisé « centre d'hébergement », était destiné, en principe, à recevoir les étrangers faisant l'objet d'une procédure d'expulsion en attendant qu'un bateau en partance les conduise dans leur pays d'origine. L'existence de ce centre avait donné lieu à des déclarations, plusieurs témoignages concordant à dire que les ressortissants étrangers y avaient été placés non pas à la suite d'une procédure d'expulsion, mais en attendant celle-ci.

Le 7 mai, suivant une plainte pour arrestation illégale et séquestration, était déposée par un ressortissant algérien, M. Salah Berrehouch. L'instruction en était confiée à M. Elie Loques, doyen des juges d'instruction de Marseille.

Le 30 mai 1975, ce dernier effectuait une perquisition-surprise dans les locaux du centre d'hébergement, faisant saisir la main courante (registre contenant la liste des détenus), et entendant plusieurs des détenus présents. Il entendait également plusieurs policiers en tenue chargés de la garde des hangars, ainsi que ceux qui avaient procédé aux arrestations. Des témoignages — concordants — révélèrent que des instructions avaient été données aux policiers, provenant du cabinet du préfet de police de l'époque. Le juge saisissait également et joignait au dossier l'arrêté d'expulsion frappant M. Berrehouch, signé du 5 avril 1975, soit le lendemain du jour où il avait été conduit à Arenç.

LES XXII^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ

A la suite d'une erreur de transmission, nous avons indiqué dans le Monde du 12 novembre que le tournoi féminin international d'échecs, qui vient de s'achever à Haifa, avait été remporté par l'équipe d'Israël, devant la Grande-Bretagne et l'Égypte. C'est l'équipe d'Israël et non celle d'Égypte qui est à la deuxième place, à égalité de points avec la Grande-Bretagne.

On sait que si les pays de l'Est et les pays arabes n'ont accepté de participer à la compétition.

● L'exposition André-Derain à la villa Médicis de Rome a été inaugurée, vendredi 12 novembre, par Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, en présence du président de la République italienne, M. Giovanni Leone. Elle présente une cinquantaine de peintures prêtées par des musées français et étrangers.

● Le journal « Libération » condamné. — Pour avoir diffamé le docteur Bernard Polt, ancien médecin chef de l'hôpital de l'île Saint-Barthémy (Antilles françaises), dans un article du 4 juillet 1975, M. Pierre Joly, directeur, à l'époque, de Libération, a été condamné, le 12 novembre, à 3 000 F de dommages et intérêts par la troisième chambre civile du tribunal de Paris. Le requérant faisait l'objet dans cet article de plusieurs accusations, dont le bien-fondé, remarque le jugement, n'a pu être établi, notamment celle d'avoir poussé des vieillards soignés dans son établissement à lui vendre des terrains en viager.

Le 4 juillet 1976, après plusieurs mois d'investigation, M. Loques, estimant que les ordres d'incarcération étaient irréguliers, transmettait le dossier au parquet de Marseille, afin que celui-ci l'acheminât vers la Cour de cassation, les personnes visées (le préfet de police et certains fonctionnaires bénéficiant d'un privilège de juridiction et ne pouvant être poursuivies qu'après avis de la chambre criminelle). La Cour suprême, Or le parquet de Marseille n'a pas transmis le dossier et, à son tour, une ordonnance rejetant ces réquisitions. Il affirme que le délit de séquestration arbitraire est bien constitué, mais le parquet refusant de transmettre le dossier à la Cour de cassation, M. Loques estime qu'il est incompétent pour poursuivre lui-même. Le parquet de Marseille vient de faire appel de la décision du juge, tandis que, pour des raisons d'opportunité, la partie civile a fait de même.

NOUVELLES FRONTIÈRES
TOUR AVANTURE

DÉPART PARIS	
MARRAKECH	800 F
NEW YORK	1 450 F
SANAA	1 800 F
DELHI	1 990 F
BANGKOK	2 050 F
RIO	2 800 F
LIMA (Départ ZURICH)	2 375 F
ALLER - RETOUR	
VOIS A DATES FIXES	

BON A DÉCOUPER ET A ENVOYER A NOUVELLES FRONTIÈRES

63, av. Daumesnil-Boulevard - 75014 PARIS

Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM
PRÉNOM
VILLE
Je désire recevoir la documentation sur le voyage

صلى الله عليه وسلم